Jou
2996

Jean Drapeau répond aux questions du JOUR

pages 11 et 17

28-03-75 00107 1-90S 001
BIBLIOTHEQUE NATIONALE
DU QUEBEC
RECEPTION DES PERIODIQUES
1700 RUE ST DENIS MTL QUE
DEPOT D-7451 36

LE JOUR
où nous serons maîtres chez nous

le lundi 28 octobre

Généralement ensoleillé

Celsius (°C)	Fahrenheit (°F)
Minimum: -7	Minimum: 20
Maximum: 5	Maximum: 40

Première année — No. 202 | 20 pages | 20 cents | 1974

québec

Donner aux régions les moyens de s'auto-développer
—Jacques-Yvan Morin
page 3

Demain à Québec, l'équipe Bourassa est attendue par de nouveaux scandales
page 4

canada

Pour Trudeau, ce sera la semaine de la lutte à l'inflation
page 5

monde

Porto-Rico une lutte pour l'indépendance
page 6

économie

L'épopée d'Alfred Dubuc

Le Royaume du Saguenay fut témoin au début du siècle de la montée et du déclin du grand entrepreneur forestier Alfred Dubuc. Il affronte le puissant William Price, et la région en porte encore les marques. À travers la vie de Dubuc, c'est toute une époque de ce coin de pays que Jean Chartier aborde dans la seconde tranche de son reportage sur le Saguenay.
page 12

spectacles

De Renée Claude aux Séguins

De Renée Claude à Schawn Phillips, en passant par Félix Leclerc et les Séguins, on trouve en page 15 une revue des spectacles de la fin de semaine qui sert à poser quelques questions sur l'évolution de la musique québécoise... depuis Rolande Desormaux.

sport

Régina 17, Alouettes 2 page 19

Quatorze équipes au pré-omnium de volley

Quatorze équipes dont le niveau est (fait unique dans les annales du volley-ball) sensiblement égal ont disputé le pré-omnium du Québec. La recette employée pour faire la sélection permet de consolider les chances de succès des formations locales face aux américains et ontariens dans deux semaines.
page 19

La colère monte chez les agriculteurs

On pend le bétail au lieu de le vendre

par Pierre Sormany

La patience a des limites...Et pour les agriculteurs, le fait de vendre leur viande à 10 ou 15 cents la livre, en encaissant des pertes sur chaque bête ainsi cédée, cela dépasse la limite!

Ils ont donc décidé de passer à l'attaque.

Devançant même certains de leurs représentants qui hésitaient à poser des gestes susceptibles de choquer la population, des groupes de Québec, de la Mauricie et du Saguenay ont défendu la ligne dure, lors d'une réunion de deux jours, à la fin de la semaine.

C'est ainsi qu'ils ont obtenu un accord à peu près général: à compter de maintenant, à tour de rôle, les producteurs de boeufs des différentes régions du Québec organiseront des manifestations imposantes "tant et aussi longtemps que l'on n'aura pas obtenu gain de cause dans nos revendications".

La première manifestation prévue officiellement aura lieu mercredi au Lac Saint-Jean, à Saint-Bruno. Il s'agira d'un abattage de 500 à 600 veaux (le nombre pourrait d'ailleurs être plus important, puisque la région compte près de 1500 producteurs) qui seront par la suite enfouis dans un grand trou. "Tant qu'à donner nos betes pour presque rien, aussi bien les jeter!"

Mais sans attendre le "feu vert" de l'Union des producteurs agricoles, des groupes avaient déjà entrepris certaines manifestations spontanées.

Le tout a commencé en fait jeudi matin, en Mauricie (la région où s'est fait élire le ministre de l'Agriculture Normand Toupin), alors que 3 cultivateurs de Saint-Barnabé ont décidé de pendre deux jeunes veaux en bordure de la route.

Le lendemain, des cultivateurs du sud-ouest de Québec allaient jusqu'à bloquer la transcanadienne à une cinquantaine de milles de la capitale, à la hauteur de Villeray. En fin d'après midi, c'est à Cap St-Ignace, près de Montmagny que s'est formé un "barrage agricole", accompagné lui aussi de la pendaison de 9 veaux.

Samedi, de nouveau à Saint-Barnabé, c'est un boeuf de 550 livres que l'on a hissé sur une potence, avant de bloquer pendant tout l'après-midi la route Yamachiche-Shawinigan. Hier enfin, des cultivateurs de plus en plus nombreux bloquaient la route 2, en répandant leur fumier sur ce "chemin du Roy", non loin de Louiseville.

Qu'arrivera-t-il maintenant? Les agriculteurs ont envoyé un télégramme à Robert Bourassa, où ils répetent leurs demandes: indexation des prix de la viande; un calcul de revenu agricole basé sur un salaire horaire de $5. (ce qui donnerait aux familles agricoles un revenu moyen d'environ $15,000); une prime d'hibernement de $150. par tête...

Et si l'on obtient aucune réponse? Eh bien, rien de décidé encore, mais l'Union des producteurs agricoles tiendra son congrès général annuel dans 3 semaines exactement, à l'hotel Hilton de Québec, tout près de la colline parlementaire.

Peut-être que certains producteurs en profiteront pour amener quelques bêtes, question de permettre aux députés de profiter des manifestations!

Autres informations page 13



photo Pierre Sormany

Route 153, entre Yamachiche et Shawinigan, aux abords de Saint-Barnabé, les automobilistes peuvent apercevoir des potences, symboles de l'insatisfaction grandissante des producteurs de la Mauricie. Mais déjà ces éleveurs ne sont plus seuls. Partout au Québec, on s'apprête à faire boucherie, jusqu'à ce que le gouvernement prête oreille.

Encore une prise d'otages à La Haye

LA HAYE (AFP) — Six semaines après l'affaire des otages de l'ambassade de France à La Haye, la capitale néerlandaise était encore en fin de semaine le théâtre d'une nouvelle prise d'otages politiques.

Depuis samedi, quatre détenus de la prison de Scheveningue, petite localité située à quelques milles de La Haye, retenaient en otages, dans la chapelle de la maison d'arrêt, plusieurs personnes dont deux enfants de 10 et 11 ans, une jeune fille de 16 ans et deux femmes. Dimanche soir, la seule exigence connue des quatre hommes était "qu'un autre détenu, un Palestinien hospitalisé dans la prison de Schevningue, vienne les rejoindre", mais jusqu'alors les autorités néerlandaises refusaient de céder "tant que les femmes et les enfants détenus n'auraient pas été libérés".

Et malgré 24 heures de tractations souvent laborieuses, serrées, parfois interrompues pendant quelques heures, aucun accord ne paraissait être intervenu dimanche soir entre les quatre mutins et les représentants de la justice et de la police néerlandaises qui ne cessaient de négocier. Cet échec laissait craindre alors que l'attente ne se prolonge, une attente commencée 24 heures plus tôt.

Scénario rapide

Samedi après-midi, dans la chapelle de la prison de Scheveningue, comme chaque samedi soir, un office religieux est célébré pour les détenus qui désirent y assister. La chorale "Ut Captivi Gaudeant" (que les prisonniers se réjouissent) de La Haye est présente.

Soudain, quatre détenus, un Palestinien, Ahmed Noury, 23 ans, condamné le 6 juin à 5 ans d'emprisonnement à la suite du détournement et de l'incendie d'un "VC-10" de la British Airways, commis le 3 mars 1974 sur l'aéroport d'Amsterdam, un Algérien, Mohamed Koubache, condamné à la suite d'un hold-up commis en Hollande mais qui avait aussi "opéré" en Belgique et en France, et deux "droit commun" hollandais, Daan Denie et Jean Brouwers, exhibent des pistolets et menacent l'assistance qui, outre neuf autres détenus, compte 24 personnes. Les quatre mutins laissent repartir les neuf détenus, et s'enferment dans la chapelle avec leurs otages.

L'alerte est aussitôt donnée. Les forces de police investissent la prison et isolent la chapelle du reste des bâtiments qui abritent environ deux cent cinquante détenus, dont trente-cinq seulement sont condamnés à de longues peines. Les tireurs d'élite d'un corps spécial de la Marine néerlandaise prennent position sur les toits aux endroits stratégiques.

Premières libérations

Dans la soirée, les mutins font connaître leurs exigences:

1. Qu'un autre détenu — le Palestinien Hussein Tamina, condamné lui aussi pour l'affaire du "VC-10" de la British Airways — vienne les rejoindre dans la chapelle.

2. Qu'un diplomate arabe s'entretienne avec eux.

Les autorités néerlandaises exigent un préalable: que les femmes et les enfants détenus par les mutins soient d'abord libérés. Au fil des heures, les tractations s'enlisent. Les mutins semblent abandonner leur seconde exigence. Mais ils ne cèdent pas à la demande des autorités néerlandaises.

La nuit n'apporte rien. Dans la chapelle, les otages, installés tant bien que mal, restent sous la menace des deux pistolets dont sont armés les quatre détenus. Seul lien avec l'extérieur: le walkie talkie dont se sont emparés les mutins.

Le matin apporte l'espoir. Dès les premières heures, une femme est libérée. Puis à 12h15 c'est au tour d'une fillette de neuf ans et d'un homme de soixantre-treize ans de retrouver la liberté. La chapelle est approvisionnée en nourriture: café, sandwichs, etc., et même en jeux de cartes puisque les trois jeux demandés par les mutins leur sont fournis. Mais la journée se passe sans aucun autre progrès.

Dimanche à 19h30 locales, soit vingt-quatre heures plus tard, il reste dans la chapelle dix-neuf otages dont deux femmes, une adolescente de seize ans et deux enfants de dix et onze ans. Hussein Tamina, l'enjeu de l'affaire, est toujours dans sa cellule, à quelques pieds de là.

Un ultimatum

Pourtant, les négociations se poursuivent. Les autorités néerlandaises veulent assurer à tout prix la sécurité des otages. La libération de trois d'entre eux a été interprété comme "un signe optimiste". Mais les policiers n'ont qu'une faible marge de manoeuvre, liée à la personnalité des quatre mutins.

Le Palestinien se réclame de l'Organisation de la Jeunesse arabe pour la Libération de la Palestine. Il a à son actif le détournement et l'incendie d'un "VC-10" de la British Airways le 3 mars 1974. S'il est évident qu'il agit pour des motifs politiques, en pleine conférence de Rabat, ses trois complices ont, eux, des raisons tout à fait différentes de participer à cette prise d'otages.

"L'Organisation de la Jeunesse nationaliste arabe pour la Libération de la Palestine OJNALP met en garde le gouvernement hollandais contre tout ce qui pourrait arriver aux deux prisonniers palestiniens membres de cette organisation détenus en Hollande". Cette mise en garde est exprimée dans un communiqué émis à Paris et portant le cachet de cette organisation.

Le terrain du village olympique sera vendu et non loué aux promoteurs

par Evelyn Dumas

Le maire Jean Drapeau a révélé samedi, dans une interview au JOUR, que le terrain sur lequel sera construit le village olympique permanent sera vendu aux promoteurs, au lieu de leur être loué par bail emphytéotique comme il avait d'abord été prévu.

Il s'est empressé d'ajouter toutefois que le résultat sera le même, parce que dans le même temps où se fera l'acte de vente aux Terrasses Zarolega il y aura une offre de revente à la ville au bout de 64 ans et la volonté de rachat sera inscrite dans le même acte.

"C'est l'équivalent d'un bail emphytéotique, a affirmé le maire, mais pour des raisons juridiques, les prêteurs et les endosseurs du prêt préféraient que ce soit un acte de vente plutôt qu'un bail emphytéotique. Mais dans le même acte, il y a vente par la Ville à la compagnie acheteuse, et revente par la compagnie acheteuse à la Ville, de sorte que par le seul écoulement du temps, au bout de 64 ans la Ville redevient propriétaire du terrain."

M. Drapeau a ajouté que les services de la Ville ont évalué la valeur du terrain en fonction de la valeur des terrains avoisinant, et cette évaluation a servi de base pour fixer le prix de vente.

les régions

Pour ses travailleurs, La Tuque, c'est la CIP

par Paule Beaugrand-Champagne

Les travailleurs de La Tuque sont aux prises avec un problème qui prend les dimensions de leur ville: la CIP (Canadian International Paper) est omniprésente et influence directement toute la vie économique de cette ville du nord de la Mauricie.

En juillet dernier, les travailleurs de cette usine qui, du haut de sa colline, domine même physiquement La Tuque, sont allés trouver leur employeur pour discuter d'indexation des salaires. Ils ont reçu la réponse d'un grand manitou qui se fiche bien des gens "d'en bas". Ayant expliqué à M. Flenniken, du bureau de Montréal, qu'ils arrivaient difficilement à acheter leur steak à cause de l'augmentation du coût de la vie, ils se sont fait répondre: "Si vous ne pouvez pas vous payer du steak, mangez du baloney!"

Et le problème de l'indexation des salaires fut ainsi réglé.

Ces travailleurs avaient vécu un an auparavant une dure grève de trois mois et ils ont senti par cette réponse qu'il leur faudrait la revivre encore pour obtenir satisfaction. Financièrement, rares sont les travailleurs qui peuvent vivre une grève deux années de suite.

La Tuque compte 13,000 habitants; la CIP emploie dans son usine un peu plus de 1000 employés; le secteur des services se partage les autres emplois. Il y a aussi plusieurs centaines de bûcherons mais la forêt les attire de moins en moins à cause des conditions difficiles qui leur sont faites; environ 800 d'entre eux vivent du bien-être social.

Une nouvelle compagnie s'est installée au début de l'été dernier: Scottwell espère embaucher au total 250 travailleurs. Mais les citoyens de La Tuque sont convaincus que cette compagnie, comme les autres qui l'ont précédée, finira par partir. À part la CIP, personne ne reste parce que la ville ne fait rien pour les inciter à rester. Mais cette même ville installe dans les rues des panneaux indicateurs du chemin qu'il faut suivre pour se rendre à l'usine de la CIP!

Le bâtiment où s'est installée la Scottwell appartient à la ville qui refuse de le vendre; elle se contente de le louer. La Tooke qui a précédé Scottwell dans la même usine n'est pas restée longtemps.

En réserve

À l'usine de la CIP, 170 travailleurs vivent dans des conditions d'insécurité. Ils font partie de la section 40, c'est-à-dire le groupe de réserve. Ils attendent de devenir des employés réguliers et ils peuvent attendre longtemps: l'un d'eux que nous avons rencontré a vécu 14 ans comme cela!

Ces hommes servent à tous les emplois, là où on a besoin d'eux tel ou tel jour, à telle ou telle heure. Ils doivent être constamment disponibles au cas où on les appellerait pour aller travailler.

Ce n'est pas d'hier que la CIP, le bois, la pulpe et le papier dominent et dirigent la vie des citoyens de La Tuque. La Tuque s'est développée autour de l'usine. Les rues les plus anciennes de la ville sont au pied de la colline du haut de laquelle s'élève la fumée blanche de l'usine.

La Tuque a été fondée en 1911 avec l'installation de l'usine Brown du côté est de la rivière St-Maurice. Elle comptait alors 1789 habitants. Mais les débuts véritables se situent en 1901 alors qu'existaient deux villages de "lumberjacks", les trappeurs de la compagnie de la Baie d'Hudson, et de "moneymakers". La première compagnie de bois s'appelait la St-Maurice Woodlands Division qu'a remplacée la CIP.

L'internationale

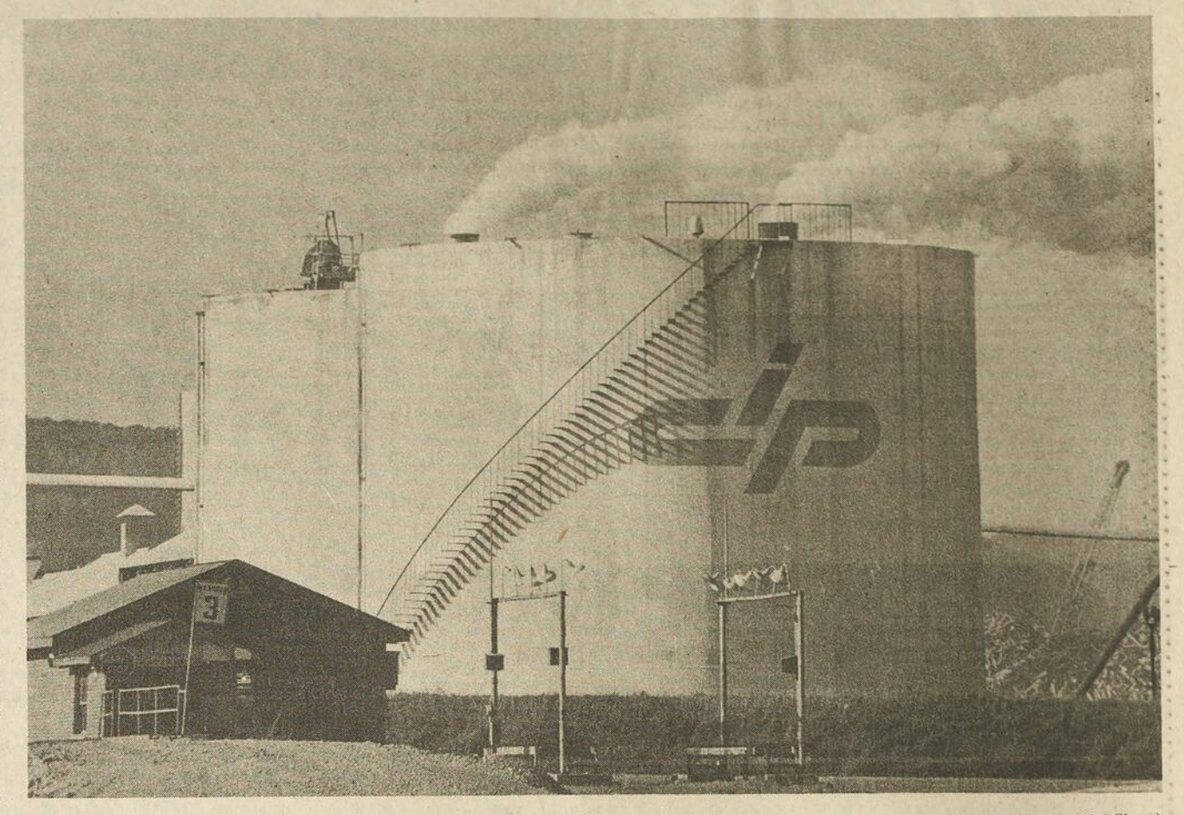
Il y a, à l'usine de la CIP, deux syndicats de travailleurs. Le local 530 de l'Union internationale des travailleurs de la pulpe et du papier compte environ 800 membres; ce sont les employés non spécialisés.

Le Syndicat uni des travailleurs du papier groupe les quelque 250 employés de la production; c'est un syndicat indépendant qui a remplacé le local 671 de l'Union internationale des travailleurs du papier. Bien avant les "irréductibles" de Sept-Îles donc, des travailleurs de La Tuque avaient réussi à se détacher de leur union internationale. Mais comme ils l'ont fait seuls et sans aide, ils y ont laissé $12,000 qu'ils avaient en banque et que les dirigeants américains ont confisqués à titre de représaille.

Le but de ces travailleurs était de "casser l'union internationale" et de garder ici l'argent de leurs cotisations. Ils sont contents d'être libres même s'ils sont moins riches d'une dizaine de milliers de dollars.

Ils ont signé leur première convention collective en février dernier. Ils cherchaient alors à obtenir la participation aux profits et l'administration de leur fonds de pension. Ils disent en avoir au moins obtenu les principes: on a créé un comité conjoint qui étudie comment ces principes pourraient s'appliquer. Ils ne pouvaient guère obtenir mieux cette première fois, croient-ils. Ils n'avaient pas la force ni l'argent nécessaire pour se permettre de fermer l'usine par une grève.

Ces travailleurs de La Tuque constituent leurs forces actuellement, en vue de la prochaine négociation qui doit avoir lieu en 1976.



(PHOTO: — Michel Giroux)

La fumée blanche qui s'élève du haut de la colline à La Tuque, c'est un constant rappel aux citoyens que la CIP est toute là!

La 504GL et son double

Le luxe, l'élégance, la robustesse, la tenue de route de la Peugeot 504 Grand Luxe à essence lui ont mérité une renommée justement acquise. Si l'on ajoute à cela sécurité et économie, il faut bien reconnaître que la Peugeot 504GL est une voiture en tous points remarquable.

Mais il ne fallait pas s'arrêter en si bonne route. Aussi la firme Peugeot, qui exporte vers 163 pays et qui construit des moteurs diesel depuis 1923, en a-t-elle conçu un qui s'intègre parfaitement au modèle 504GL. Et, pour la première fois au Canada, la Peugeot 504GL *Diesel* est maintenant disponible.

La 504GL *Diesel* allie aux qualités exceptionnelles de la 504GL les avantages de tous temps reconnus au moteur diesel, c'est-à-dire sa faible consommation de carburant, sa longévité légendaire et son coût réduit d'entretien—trois qualités non négligeables en ces temps de vie chère.

Seule Peugeot offre pour un même modèle et à des prix aussi avantageux l'alternative essence ou diesel. A vous de jouer maintenant. La 504GL ou son double?

LES ATOUTS DE LA 504GL

Les 504GL et 504GL *Diesel* diffèrent essentiellement par leur moteur. La première est mue par un moteur classique à essence, avec 4 cylindres à soupapes "en tête", doté de 2 carburateurs Solex. La seconde est munie d'un moteur diesel XD 90 à 4 cylindres. Autrement, ces modèles de série comportent tous deux les atouts suivants:

CONFORT
1. Habitacle très spacieux, intérieur capitonné en teppline, sièges AV de forme baquet, totalement inclinables.
2. Banquette arrière avec accoudoir central escamotable.*
3. Système d'aération à trois circuits.
4. Toit ouvrant*, vitres teintées et dégivreur de vitre arrière.

COMPORTEMENT ROUTIER
5. Suspension à 4 roues indépendantes.*
6. Freins à disques aux 4 roues*, assistés, et compensateur de freinage.
7. Barres anti-roulis AV et AR.
8. Direction à crémaillère.
9. Pneus radiaux Michelin grande vitesse.*
10. Phares à iode.

ROBUSTESSE
11. Carrosserie monocoque tout acier.
12. Pare-chocs de haute résistance.
13. Peinture par électrophorèse.
14. Traitement antirouille "Canada".

CONSOMMATION
La 504GL: de 22 à 28 milles au gallon.
La 504GL *Diesel*: de 28 à 40 milles au gallon.

Peugeot 504GL-essence ou diesel, sedan ou station-wagon.

*sedan seulement.

504GL Diesel—l'idée fait son chemin.

PEUGEOT



Amos
Trudel Service Station
(819) 732-4700
Charlesbourg
M. Lessard Ltée
(418) 623-5471
Drummondville
Valois & Frères Auto Inc.
(819) 478-3456
Granby
Piedmont Automobile Ltée
(514) 378-2212
Hull
A.F.L. Automobiles Ltd.
(819) 770-6000
Jonquière
Bouchard & Frères
(418) 547-9087
Laval
Bertrand Automobile Ltée
(514) 667-0303
Lavigueur Automobile Inc.
(514) 331-6554
Lévis
Lachance Auto Enrg.
(418) 837-8897
Longueuil
Verchères Auto Inc.
(514) 679-4710
Montréal
Biarritz Automobiles Ltée
(514) 323-1900
Les Grands Garages du Quebec Ltee
(514) 273-9105
Gérard Godin Inc.
(514) 637-9881
Roger Automobiles Ltée
(514) 932-2925
Sigi Motors Ltd.
(514) 861-1222
Tricolor Motors
(514) 695-5821
Pointe Gatineau
Bellehumeur Automobile
(819) 777-5208
Québec
Garage Bolduc Inc.
(418) 688-9114
Carette Automobile
(418) 681-7371
Rivière-du-Loup
Garage Windsor
(418) 862-3586
Ste-Agathe
Marcel Cloutier Station BP
(819) 326-3151
St-François-du-Lac
Lucien Crevier & Fils Ltée
(514) 568-2130
St-Hyacinthe
Courchesne Auto Enrg.
(514) 773-6287
St-Hubert
Automobile Grande Allée
(514) 678-3320
St-Jean
Garage Z. Lessard
(514) 348-4908
St-Patrice
Blais Auto Parts
(418) 596-2322
Shawinigan
La Maison du Camion Inc.
(819) 536-5621
Sherbrooke
Gilles Lemire Inc.
(819) 569-7528
Trois-Rivières
Garage Charest & Frères Inc.
(819) 376-3754

LE JOUR

LE JOUR est publié par la société SODEP INC., qui a son bureau principal au 387 Lebeau, Ville Saint-Laurent, Montréal 379. Il est imprimé à l'imprimerie Trans-Continentale Inc., 433 Lebeau. La composition et le montage se font à l'atelier de composition D.S.C. Inc., 385 Lebeau.

La Presse Canadienne et l'Agence France Presse sont autorisées à publier les informations du JOUR. Abonnement: édition quotidienne, livrée à domicile par porteur: $1.25 par semaine; par la poste: $52 par année et $30 par six mois. Édition du samedi: $12. Tarif de l'abonnement servi par la poste aérienne sur demande. Courrier de deuxième classe: enregistrement numéro 3299. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

collaborateurs

TÉLÉPHONE: 331-8961 (lignes groupées)

Rédaction
Rédacteur en chef: Yves Michaud
Rédacteur en chef adjoint: Laurent Laplante
Chef de pupitre: Pierre Godin; adjoints: Roch Côté, Bruno Dostie, Paul Paré
Politique: Jacques Guay, Maurice Giroux, Evelyn Dumas, Gil Courtemanche, Claude Grégoire, Jean-Pierre Fournier
Consommation: Marie Vallée
Travail et éducation: Paule Beaugrand-Champagne, Gisèle Tremblay
Affaires urbaines: Rose-Anne Giroux.
Économie et finance: Jean Chartier, Pierre Sormany
Vie et Culture: Alain Pontaut, Jean-Pierre Tadros
Reporters: Marcelle Bourque, Pierre Tanguay, Pierre Bertrand
Photographie: Antoine Désilets, Michel Giroux
Caricature: Berthio
Documentation: Ginette Hétu
Sport: Jean-Marc Desjardins, Alain Gerbier, Christian Nobert
Tourisme: Bougainville

Administration
Directeur administratif: Robert St-Jean
Contrôleur: Marcel Latendresse
Comptable: Ginette Roy
Assistante comptable: Johanne Marier

Tirage
Directeur: Marcel Pinsonnault
Adjoint: Michel Gagné

Publicité
Directeur: Publicité locale et nationale: Gérard Lapointe
Représentants: Jacqueline Avril, Jean-Normand Senay, Pierre LaRocque Armand Lavigne, Richard Bradette, Francine Tremblay, Robert Pepin
Carrières: Suzanne Asselin, Margot Reddy
Petites annonces et Avis légaux: Ginette Tremblay

LE JOUR

Il faut accorder aux pompiers les $750 qu'ils réclament

Jacques Couture

(Le Jour() Les pompiers devraient au moins recevoir le montant forfaitaire de $750. proposé par l'enquêteur spécial du ministère du Travail, M. Dansereau. C'est ce qu'a déclaré hier, M. Jacques Couture, candidat à la mairie du Rassemblement des citoyens de Montréal.

Selon M. Couture, qui participait hier à l'émission Politique Atout au réseau français de Radio-Canada, la demande des pompiers est non seulement raisonnable, mais elle constitue pour eux une concession sur leur demande originale. On sait qu'à la suite d'une sentence arbitrale qui leur accordait 4.3%, les pompiers de Montréal ont tenté, jusqu'ici sans succès de renégocier les clauses salariales de leur contrat. Malgré des demandes supérieures, ils ont accepté la proposition d'un montant forfaitaire tel que préconisé par M. Dansereau.

"M. Drapeau dit que ceux qui ont plié devant les travailleurs qui voulaient ouvrir leurs conventions collective sont des lâches; ils sont nombreux les lâches, ils s'appellent Bourassa, Cournoyer, Trudeau, Desmarais, etc.Dans le fond, M. Drapeau est tout content d'être le seul à avoir le pas".

Citant un éditorial de la Gazette, M. Couture a dit que Montréal était la pire cité en Amérique du Nord dans le domaine des relations de travail. Parlant du développement urbain, le candidat du RCM a rappelé qu'à Toronto, on avait adopté un règlement qui limitait la hauteur des édifices." Il faut, a-t-il dit, qu'on identifie clairement les zones de promotion et ne pas laisser le développement se faire au détriment des quartiers comme c'est le cas dans Milton Park ou au Carré Saint-Louis."

Plus tôt hier, M. Couture s'est rendu à la salle communautaire attenante à la paroisse catholique du quartier chinois, où il a rencontré une soixantaine de personnes. Il leur a parlé en anglais et en chinois (il a passé quelque temps à Formose comme missionnaire jésuite). Le chinois a posé quelques problèmes, toutefois, parce que, parait-il, celui de M. Couture est du mandarin, et celui de la communauté chinoise de Montréal, du cantonnais.

M. Couture a fait mention du projet de démolir l'église chinoise, qui se trouve sur l'emplacement projeté de la place Guy Favreau. Il a expliqué que c'est la politique du RCM de ne pas permettre de démolitions sans l'accord des résidents du quartier où ces démolitions se feraient.

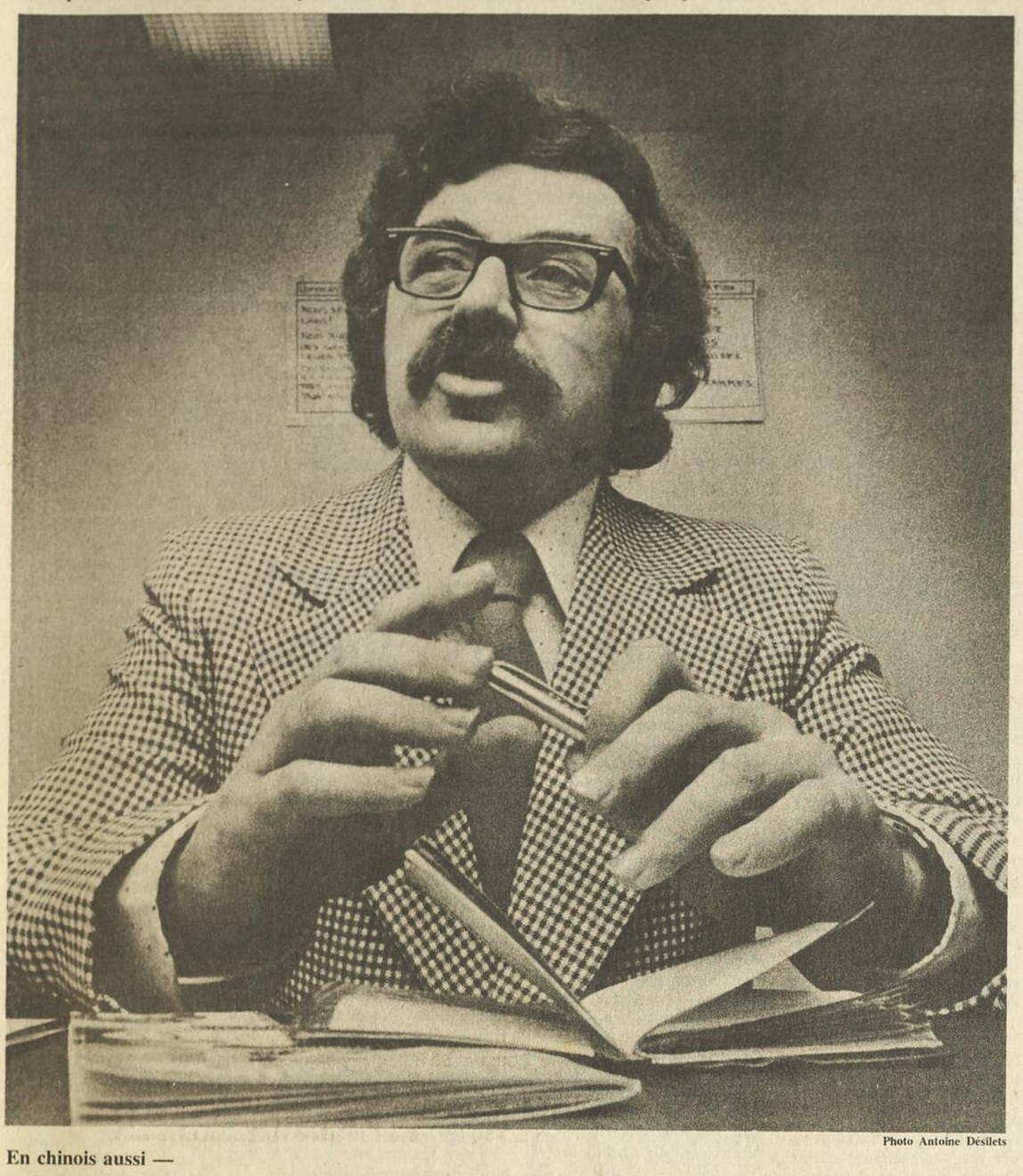


Photo Antoine Désilets

En chinois aussi —

Jacques Couture, candidat du RCM à la mairie, a utilisé le chinois hier pour dire à la communauté chinoise de Montréal que Jean Drapeau fait une ville pour le béton, mais que le Rassemblement fera une ville pour les hommes.



Photo Antoine Désilets

Jacques-Yvan Morin:

"Il faut donner aux régions les moyens de s'auto-développer"

L'Opposition à l'Assemblée nationale du Québec fera porter ses efforts dès l'ouverture de la session sur l'agriculture et le développement régional. Ces secteurs de notre vie collective, a déclaré le chef parlementaire du Parti québécois, M. Jacques-Yvan Morin, sont dans un état lamentable et un vigoureux coup de barre s'impose au risque de voir plusieurs régions du Québec entrer dans une paralysie permanente.

Le député de Sauvé faisait alors le bilan de la tournée qu'il vient d'effectuer dans la plupart des régions du Québec, à l'occasion d'une rencontre avec la presse qui eut lieu à Montréal-Nord, en présence de tous les candidats aux postes de maire et de conseillers municipaux. L'organisation du Parti québécois de Sauvé fêtait alors le premier anniversaire du mandat électoral obtenu par M. Morin le 29 octobre de l'année dernière.

"Je me suis rendu compte, a ajouté M. Morin, que les citoyens étaient plus intéressés à parler de leurs problèmes et à exposer les solutions qu'ils estiment les plus appropriées, au lieu que d'entendre les politiciens discourir de façon traditionnelle sur les grands thèmes nationaux. C'est en se mettant à l'écoute des gens que l'on peut le mieux cerner les enjeux concrets de notre vie collective, commente le député de Sauvé.

Le chef de l'Opposition péquiste à l'Assemblée nationale cite à titre d'exemple les cas de la Gaspésie et du Nord-Ouest québécois, où dans le premier cas le déclin des pêcheries accentue la pauvreté déjà chronique de la péninsule et dans le second, au Nord-Ouest, l'absence de transformation sur place de nos richesses naturelles, notamment du cuivre.

"Les solutions viennent des gens. Ils exigent, dit M. Morin, et ils ont raison, que les grandes sociétés qui exploitent le sol ou le sous-sol québécois transforment sur place nos richesses communes tout en prévoyant leur renouvellement. La Gaspésie a été pillée de ses ressources.

Il est à peu près temps que les gouvernements mâtent les capitaux étrangers en leur imposant des règles élémentaires d'exploitation rationnelle. Cette tâche est urgente.

Enfin, le chef de l'Opposition insiste sur la nécessité de donner à chaque région d'authentiques moyens de développement, une autonomie administrative plus grande de sorte que les Québébois qui vivent en marge des grands centres économiques puissent disposer librement et décider eux-mêmes des étapes de leur développement. Il faut, a conclu M. Morin, les sortir de la tutelle d'organismes centraux comme le ministère de l'Expansion économique régionale à Ottawa où l'Office de planification et de développement du Québec qui souvent décident de politiques qui n'ont aucune prise sur le réel.

Selon Couture, c'est le Parti civique qui fera élire 12 candidats

LE JOUR a fait dire à M. Couture que le RCM ferait élire douze candidats à l'élection du 10 novembre. Cela est faux. Lors de sa conférence de presse, M. Couture a dit que le Parti civique ferait élire douze candidats. Auparavant, à CKVL, M. Couture avait dit que, de fait, il y avait quelques rares hommes du Parti civique qui semblaient assez forts pour former une opposition au RCM quant celui-ci prendra le pouvoir le 10 novembre prochain.

M. Couture abordait le même thème à CKLM après la conférence de presse. Il affirmait alors qu'il n'accepterait jamais d'être maire des Montréalais sans avoir à faire face au Conseil municipal à une opposition organisée et dynamique. "Il en va, a conclu, M. Couture, de la santé démocratique de Montréal."

L'affaire de la viande hachée

À Montréal, il n'y a pas encore de normes sur la viande crue, mais ça s'en vient...

par Marie Vallée

Dimanche dernier les consommateurs apprenaient, au réseau anglais de Radio-Canada, que des bactéries d'origine fécales avaient été trouvées dans la viande hachée. Les analyses dont on rapportaient les résultats ont été faites par une université ontarienne, sur des échantillons de viande achetée en Ontario. Mme Plumtre, présidente de la commission de surveillance des prix des aliments, a déclaré à la suite de cette émission, qu'il n'existe pas de normes sur la contamination de la viande par les bactéries, que les services d'inspection du ministère fédéral de la Santé son inadéquats, et que les détaillants de viande font peu d'efforts pour protéger la viande hachée contre la contamination bactérienne. Mme Plumtre avait déjà attiré l'attention sur ce problème en juin dernier, dans un rapport sur le commerce de la viande hachée.

Les bactéries d'origine fécale et les staphylocoques découverts dans la viande hachée ontarienne, contaminent-elles aussi la viande hachée vendue dans la région de Montréal? Pour le savoir, nous avons interrogé le Dr Mercure, surintendant de la Division de l'inspection des aliments pour la Communauté urbaine de Montréal.

N'ayant ni vu l'émission sur les analyses de l'université de Guelph, , ni lu le rapport de Mme Plumtre sur la viande hachée, le Dr Mercure, s'est dit incapable de se faire une opinion sur la gravité de la situation, ne connaissant pas toutes les données. Il explique qu'il est tout à fait normal qu'il se trouve une certaine quantité de bactéries, même d'origine fécales, dans de la viande crue. Avant de parler de danger, dit-il, il faut des chiffres, et il faut que ces chiffres soient élevés.

Pas de norme

L'ordonnance no 1, rattachée au règlement municipal no 32 relatif aux aliments, établit une liste de "nombres limites de micro-organismes" dans divers aliments. On y trouve une norme pour la viande cuite ou pasteurisée, mais pas pour la viande crue. Pourquoi?

Selon le Dr Mercure, il est impossible d'abattre des animaux dans un milieu aseptique à 100%, comme il est impossible de s'assurer que tous les manipulateurs d'aliments, de l'abattoir au détaillant, ne portent pas de germe si on pense que 40% de la population sont porteurs de staphylocoques. D'autre part, depuis une dizaine d'années, l'éducation et règles d'hygiènes imposées aux établissements ont abaissé considérablement le nombre de bactéries dans la viande crue, de telle sorte qu'il est impossible de fixer une norme absolue, qui n'aurait été que théorique, de toute façon. "Quand on fixe une norme, dit-il, il faut être certain qu'elle puisse être observée".

Les analyses

Il se fait des analyses à l'année longue dans les laboratoires de la Communauté urbaine, pour toutes sortes d'aliments, mais ce n'est pas public. Avant de pouvoir poursuivre une entreprise, il faut un grand nombre d'échantillons prélevés à des moments différents et qui donnent des résultats semblables. "C'est justement ce qu'on ne sait pas, ajoute-t-il, dans le cas des analyses faites en Ontario."

Il est plus important, selon le Dr Mercure, de donner au public des notions de base en bactériologie que de l'inviter à paniquer devant des supposés scandales. Le public doit savoir, précise-t-il, que toutes les bactéries ne sont pas "pathogènes," c'est-à-dire porteuses de maladies; que l'organisme est immunisable contre certaines bactéries pathogenes; que plus on vit dans un milieu aspetique, plus on devient vulnérable.

Des normes prochainement

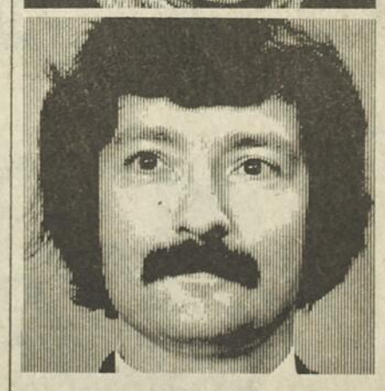
Le Dr Mercure refuse toutefois de se dire opposé à l'établissement d'une norme bactériologique pour la viande crue. Au contraire, il croit que la question sera abordée au début de novembre, lors d'un congrès d'hygiène publique. "Seulement, dit-il, cette norme devra être réaliste", c'est-à-dire qu'elle ne pourra en aucune façon être près de zéro.

ÉCOLE DE CONDUITE
Harley
669 4440
MONTREAL ET LAVAL

PSST !!!
Peugeot 504 GL
Au prix spécial 1974
Radio, anti-rouille
6 roues 6 pneus
Michelin
(2 pneus neige inclus)
Hâtez-vous
avant augmentation
25 au gallon jaune
Biarritz
10825, Racette - 323-1900.

aller/retour





C'est
LES PROUESSES DU MATIN
de 6h à 9h avec
JACQUES PROULX
MONTREAL EN VRAC
de 15h à 18h avec
MARC LAURENDEAU
et l'équipe . . .
Danielle Carrière, Jean-François Lebrun et Georges Whelan à la circulation
Jacques Morency et Pierre Bruneau aux bulletins Dimension
Solange Chaput-Rolland aux commentaires
Jacques Lebrun à la météo
Claude Mailhot aux sports
Claude Landré et Yvon Deschamps à l'humour
Aller-retour, écoutez ça: vous n'en reviendrez pas!

j'ai l'esprit olympique CKAC 73

Rentrée parlementaire demain à Québec

L'équipe Bourassa devra répondre de quelques nouveaux scandales

par Pierre Bellemare

QUEBEC (PC) — La rentrée parlementaire demain à l'Assemblée nationale s'annonce particulièrement dure pour le gouvernement Bourassa, qui est confronté à une avalanche de problèmes graves et même à quelques nouveaux scandales.

Les 110 députés se réuniront exactement un an après la réélection massive de l'équipe libérale, mais le climat socio-politique s'est grandement détérioré au Québec, depuis l'ajournement du 31 juillet. La vie politique du ministre Jean Cournoyer, au Travail, est lourdement hypothéquée avec les déclarations fracassantes faites devant la Commission Cliche. Son intégrité en a pris pour son rhume notamment dans le secteur explosif de la construction.

L'attaque la plus récente et peut-être la plus rude dont il a été victime, jeudi dernier, est celle de son propre sous-ministre adjoint, M. Claude Mérineau, qui a blâmé le titulaire du Travail d'avoir réinstallé un ''patroneux et un incompétent'' à la Baie James pour coordonner le placement des ouvriers.

Corruption municipale

Un autre dossier brûlant risque d'éclabousser le gouvernement Bourassa, dont certains membres seraient impliqués dans une sombre affaire de corruption municipale.

Le juge André Chaloux doit bientôt remettre au ministre de la Justice, M. Jérôme Choquette, son rapport de pré-enquête judiciaire, qu'il a menée depuis le début d'aout. Le ministère déterminera ensuite s'il y a matières à poursuites criminelles. C'est un dossier à suivre.

Toujours dans le domaine des enquêtes, il y a celle de la Sureté du Québec et du Contrôleur des Finances, en rapport avec les fonctionnaires de la Direction générale du Nouveau-Québec.

Une vingtaine d'entre eux, accusés de fraude et de malversation, auraient soutiré plusieurs millions à l'État depuis 1965 en revendant, par exemple, du matériel destiné aux Indiens et aux Esquimaux.

La SQ a déjà effectué plusieurs saisies de documents de nombreuses perquisitions, mais le ministre Choquette s'est refusé à tout commentaire jeudi dernier dans une rencontre avec la presse.

Conflits

Entretemps, les pompiers de Montréal réclament l'intervention du premier ministre Bourassa dans le conflit de travail qui les oppose à l'administration Drapeau.

Dans le même esprit, les producteurs agricoles exigent des gestes immédiats du gouvernement afin d'atteindre un niveau de vie convenable, comparable à l'ouvrier non-agricole.

Il y a longtemps que la colère gronde à travers les champs. Quelque 1,500 leaders du monde agricole sont sortis dangereusement déçus de leur affrontement ''inutile'' avec le ministre Toupin, il y a quinze jours au Cégep Sainte-Foy, en banlieue de Québec.

Ils ont brandi la menace d'enterrer leur bétail, si le gouvernement ne se ''grouillait'' pas. Les média reproduisaient vendredi la photo de jeunes veaux pendus à Saint-Barnabé, près de Shawinigan. Le pire reste à venir, à moins d'une intervention énergique du gouvernement. Selon les agriculteurs c'est plus avantageux maintenant de tuer le bétail plutôt que de le vendre à des prix ridicules.

Cette situation qui frise le désespoir existe à peu près dans toutes les classes d'agriculteurs, dégoûtés d'être traités en ''parent pauvres'', pendant que ''les intermédiaires s'engraissent à même l'inflation'', disent-ils.

Congrès et manifestations

Cependant, les mouvements nationalistes regroupés sous le Mouvement Québec Français continueront à mener une résistance farouche à la fameuse loi 22 sur la langue. Après leur ''premier coup de canon'', le samedi de la soirée-bénéfice du Parti libéral, à Québec, la lutte s'organisera sur le plan régional et elle portera surtout sur les effets pratiques de cette loi.

De son côté, la FTQ galvanise ses troupes pour la grande mobilisation des travailleurs, le 29 octobre, par laquelle on voudra manifester sa détermination à obtenir l'indexation des salaires.

Il faut souligner également que trois congrès politiques se tiendront en novembre dans la vieille capitale: le Parti libéral, le Parti québécois et le Parti créditiste du tandem Samson-Roy.

Bellemare revient

C'est donc dire que l'attention des députés sera surtout tournée vers l'extérieur de l'Assemblée nationale. Plusieurs observateurs ont néanmoins hâte de voir la rentrée du leader unioniste, M. Maurice Bellemare, qui a ravi le siège de Johnson à l'ex-libéral Jean-Claude Boutin, lors de l'élection partielle du 28 août. Les six députés de l'opposition officielle et les deux créditistes seront quand même fiers d'avoir un ''neuvième collègue'' à leur côté pour faire face aux 101 libéraux.

M. Bellemare a promis de s'attaquer en priorité au problème de l'électricité et des coûts de la Baie James. Il devrait également tenter de rouvrir le dossier de son rival Boutin.

Sur le plan purement législatif, M. Choquette déposera son projet de charte des droits de l'homme, qui sera étudié ensuite à une commission parlementaire, en même temps que le rapport Gauvin sur l'assurance-automobile.

Les tests d'aptitudes universitaires

La Fédération nationale des enseignants appuie le boycottage des étudiants

Élisabeth Roussel
(collaboration spéciale)

La Fédération nationale des Enseignants Québécois (FNEQ) appuie les étudiants dans leur lutte contre la sélection.

En effet, lors d'une réunion de l'exécutif de la FNEQ, syndicat affilié à la CSN, et à laquelle assistaient les représentants étudiants de 4 Cégeps, soient ceux de Rosemont, St-Hyacinthe, Maisonneuve et St-Laurent, la FNEQ a pris officiellement position face à la lutte que mènent actuellement les étudiants des Cégeps du Québec, contre la sélection dans les institutions d'enseignement, sous la forme du boycottage des Test d'Aptitudes aux Études universitaires (TAEU).

Considérant la fonction de sélection qui est attribuée aux TAEU, ainsi que les discriminations sociales qui sont faites dans leur application et les déficiences de la validation de ces tests d'aptitudes, la FNEQ appuie la réclamation des étudiants à l'effet de retirer completement ces tests, et prend en conséquence, les moyens d'apporter cet appui en incitant les syndicats membres de la fédération et les autres syndiqués professionnels et du personnel de soutien dans l'enseignement à collaborer avec les étudiants pour boycotter ce test. La FNEQ demande également que le Bureau fédéral recommande à l'exécutif de la FNEQ d'envisager avec les étudiants, les enseignants et les professionnels syndiqués de la CSN et de la CEQ, la tenue d'une réunion conjointe de leurs représentants, pour élaborer une prise de position commune face aux TAEU.

Les TAEU sont une batterie de dix tests d'aptitudes, que les étudiants doivent passer, afin de pouvoir obtenir une chance d'entrer à l'Université. Pour les étudiants, ces tests font partie de l'appareil de sélection du ministère de l'Éducation.

Pour les enseignants, le TAEU est un moyen de rentabiliser le système scolaire. En effet, s'il y a moins d'étudiants à l'université, cela entraine des coupures de budget pour l'enseignement universitaire, et conséquemment, la diminution de l'effectif enseignement. On a pu constater, ne serait-ce qu'au CEGEP de Rosemont et à l'Université de Sherbrooke, les effets de ces coupures de budget du gouvernement pour l'Éducation, ce qui concrétise les craintes des professeurs. De plus, les TAEU représentent une tentative du gouvernement pour limiter le contrôle des enseignants des Cégeps sur leurs cours. Cete ingérance du mouvement dans la diffusion de l'enseignement inquiète les professeurs, car ces derniers ne voient pas pourquoi, après avoir commencé son intrusion avec les TAEU, le gouvernement s'arrêterait en si bonne voie, dans la diminution de la responsabilité des enseignants face à leurs cours.

La FNEQ et les étudiants des Cégeps envisageront ensembles, dans les prochains jours, la façon de mener à bien le boycottage des TAEU pour le 16 novembre '74.

Assurance-automobile

Entre consommateurs et professionnels, Tetley ne sait pas quels intérêts choisir

QUÉBEC (PC) — Le ministre William Tetley, parrain du projet de réforme dans l'assurance-automobile, inquiète certains de ses collegues libéraux.

''Bill est un ministre imprévisible. Il peut pratiquement rien bouger comme il peut tout chambarder dans l'assurance-automobile, allant jusqu'à mettre en péril l'industrie du couratage'', confiait l'autre jour un membre de la commission parlementaire des Institutions financières.

La commission a déjà tenu huit séances depuis trois semaines pour entendre une dizaine de témoins sur le rapport Gauvin, le document de base sur lequel s'appuiera le gouvernement pour corriger l'ensemble du régime, que tous trouvent trop coûteux en regard de son efficacité.

Le titulaire des Institutions financières a déclaré, au cours de nombreux témoignages contradictoires, qu'il fait face à un dilemne: quels sont les intérêts qu'il doit d'abord défendre, ceux des consommateurs ou ceux des professionnels?

Lobbying

M. Tetley est actuellement en état de cogitation. Il pèse les arguments de chacun. La commission parlementaire a ajourné ses travaux sine die mercredi dernier. Les députés ont déjà reçu un excellent échantillonnage d'idées, de la part des assureurs, des courtiers et des consommateurs, dont le témoignage troublant de la famille Tansey la semaine dernière.

Le Barreau du Québec n'a pas encore défilé devant la table des députés, mais son mémoire a été rendu public en septembre. Comme les représentants des courtiers, le Barreau défend le pain de ses membres, en cautionnant le système actuel.

L'équipe de Jean-Louis Gauvin pourra toutefois jeter plus d'éclairage dans le débat, en retournant devant la commission dès la prochaine séance, pour réfuter certains arguments soulevés par ses ''détracteurs'', selon l'expression de M. Gauvin.

Celui-ci a d'ailleurs invité les députés à se méfier du ''lobbying'' des avocats et des assureurs qui, disait-il le 8 octobre à la commission, moussent sournoisement leurs intérêts personnels sous le parapluie de l'intérêt public.

Tout ou rien

M. Gauvin est catégorique. Il faut appliquer intégralement les trois tranches de son rapport ou s'en tenir au statu quo. Si l'entreprise privée refusait de collaborer, il faudrait alors adopter la solution ultime: nationaliser l'assurance-automobile.

Le rapport identifie ainsi les principales sources de problèmes: manque de concurrence entre les compagnies, la complexité de l'administration, l'arbitraire dans les indemnisations et le coût élevé des réparations.

Ses recommandations ''radicales'' font peur à certains députés: il propose en somme un système où l'assurance serait obligatoire et où les victimes seraient indemnisées selon le critère de la perte économique, sans égard à la responsabilité des conducteurs qui causent les sinistres.

Au plan administratif, il veut amener le courtier à jouer un rôle de conseiller, de façon à établir un lien direct entre assurés et assureurs. M. Gauvin affirme qu'il faut ''déranger'' certains professionnels, si on tient à réduire le coût des primes de quinze pour cent, tout en ayant un régime efficace.

Autobac

C'est seulement la première tranche du rapport qui suscite l'adhésion générale, celle qui comporte un train de mesures sur la sécurité routière. La Chambre de Commerce du Québec place le problème uniquement à ce niveau.

Elle condamne l'État sévèrement et elle l'encourage en même temps à démontrer le ''courage politique'' nécessaire, afin de diminuer la fréquence des tragédies routières par des mesures rigides.

Le Bureau des assurances du Canada a cependant présenté une contre-proposition qui semble plaire au ministre Tetley. Son régime Autobac est en effet un compromis entre le ''no fault'' du rapport Gauvin et le système actuel basé sur la responsabilité des conducteurs trouvé coupables.

Le BAC préconise le ''no fault'' environ 85 pour cent des accidents, mais il maintient un droit de recours pour les victimes de tragédies graves. Son régime qui devrait contribuer à une diminution de dix pour cent des primes d'assurance, a d'ailleurs reçu l'appui de la Société d'assurance des caisses populaires Desjardins.

Enjeu important

Malgré les récriminations du groupe de 4,500 courtiers, qui se considèrent comme des intermédiaires essentiels entre assurés et compagnies, — on a même parlé d'ombudsman à la commission —, il semble que le ministre Tetley se prépare à forcer toutes les compagnies à offrir un service direct au comptoir.

Quelques-unes le font déjà, et elles attirent quinze pour cent de la clientèle présentement. Mais le ministre voudrait que les consommateurs aient réellement le choix entre toutes les compagnies, s'ils décident d'aller au comptoir pour négocier une prime. Les courtiers y verraient là leur coup de grâce.

Aucune décision n'est toutefois encore arrêtée. Il faut attendre la fin des auditions publiques, après quoi M. Tetley fera rapport à ses collègues de cabinet Bourassa, à qui appartien la décision finale.

Entretemps, les députés libéraux se réuniront en caucus pour tenter de dégager un consensus sur la future politique en matière d'assurance-automobile. Toutes ces étapes nécessaires avant la présentation d'un projet de réforme à l'Assemblée nationale ne seront vraisemblablement pas franchies d'ici les fêtes.

Les députés ministériels, dont certains sont directement impliqués dans ce secteur économique important, sont quand même impatients de connaître les intentions précises du ministre Tetley. L'enjeu du débat est d'une grande importance.

au jour le jour

À MONTRÉAL

● Clinique de sang de la Croix-Rouge, au magasin Dupuis Frères Limitée, 865 est, rue Ste-Catherine, de 10h à 17h.

● Colloque sur la sexualité à l'Université de Montréal, de 19h à 21h30, à la salle Sc. Soc. 1265. Thème: ''La sexualité est-elle un reflet de notre société?''.

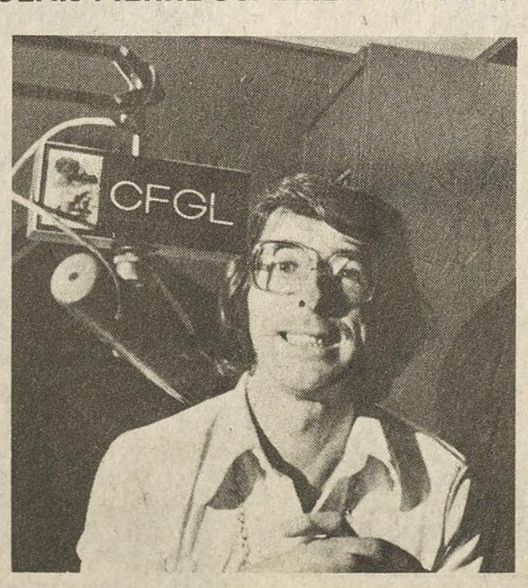
● Débat-midi, au pavillon des sciences sociales de l'Université de Montréal. Invités: M. Jacques Couture, candidat à la mairie, et M. Yves Normandin, candidat dans Côte-des-Neiges.

● Soirée-causerie de l'Union des Famille d'Ahuntsic, à 20h, au sous-sol de l'église Saint-André-Apôtre. Thème: ''Votez en toute lucidité''. Invités: les candidats à l'échevinage municipal du district de l'Acadie.

● Causerie organisée par la Communauté Italienne de Montréal, à 20h, à l'école St-Philippe-Benizi, 6839, rue Drolet. Invités: M. Jacques Couture, candidat à la mairie, MM. Luigi Grasso et iego Bronzati, candidats dans Saint-Michel et M. André Mannochio, candidat dans l'Acadie.

● Congrès de l'American Society of travel agents (ASTA), à l'hôtel Reine-Elisabeth.

7h00. Petit show
JEAN-PIERRE COALLIER "Part One"



10h00. DANIELLE OUIMET
13h00. NORMAND FRÉCHETTE
16h00. JEAN-PIERRE COALLIER "Part Two"
18h00. GUY GODIN
20h00. RAYMOND ARCHAMBAULT



105.7
CFGL le FM qui parle et qui chante

OUTAOUAIS
Hull,
Gatineau,
Pointe-Gatineau,
Touraine,
Limbour,
Thurso

LE JOUR

a besoin de camelots!
composez 771-7894

bref éducation

Matane: 600 étudiants universitaires

Dès son établissement à Rimouski en 1969 comme Centre d'études universitaires, l'Université du Québec à Rimouski s'est efforcée d'offrir des cours dans diverses localités de la région de l'Est du Québec et de la Côte-Nord. À Matane les premiers cours ont été dispensés au début de janvier 1970.

La population étudiante à temps partiel de la région de Matane a d'abord été constitué d'enseignants en exercice; au total, 73 cours de brevet A ont été donnés dans cette région entre janvier 1970 et juin 1974.

A partir de l'automne 1971, l'UQAR a commencé à offrir à la population de la région de Matane des cours conduisant à l'obtention d'un baccalauréat. Depuis cette date, 63 cours de baccalauréat ont été donnés à Matane et dans la région avoisinante.

L'éventail des cours offerts continuera de s'élargir. Des cours du programme de certificat en nursing offert par l'UQAR seront donnés à Matane à compter de janvier 1975.

Depuis cinq ans, les cours donnés par l'UQAR dans la région de Matane ont profité à plus de 600 personnes. À la session d'hiver 1974, on comptait 172 étudiants inscrits dans les programmes de baccalauréat ou de certificat donnés dans cette région.

Placement des étudiants professionnels à Laval

Souvent, parents et étudiants s'inquiètent des disponibilités d'emploi à la sortie d'école. Pour les éclairer à ce sujet, la Commission scolaire Chomedey de Laval soumet un rapport de placement des finissants de 1973-74 de la formation professionnelle à l'école secondaire Pont-Viau.

En fabrication de meubles, 9 sur 11 finissants ont été placés dans leur spécialité et deux continuent leurs études. En ajustage mécanique, 7 sur 12 finissants ont été placés et trois continuent leurs études. En imprimerie, 12 sur 20 finissants ont été placés et un continue ses études; en photolithographie, 17 sur 22 travaillent dans leur spécialité et un continue ses études.

En dessin mécanique et technique, 14 sur 32 sont placés et 12 continuent leurs études. En dessin publicitaire, 7 sur 17 sont placés dans leur spécialité ey un continue ses études; la commission scolaire a actuellement une demande pour 12 dessinateurs provenant du Ministère du Travail et du Canadien national. En automobile, 39 sur 56 ont été placés dans leur spécialité et 10 continuent leurs études, et en électronique, 10 sur 29 travaillent dans leur spécialité et sept continuent leurs études.

À TOUS LES LECTEURS DU JOUR
"AIDEZ-NOUS À MIEUX VOUS SERVIR!"

Le Jour vous est-il facilement accessible?
Votre dépositaire favori le reçoit-il?
Si oui, est-il en quantité suffisante?

S.V.P. Remplir ce coupon et nous le faire parvenir à:
Le Jour, 387 boul. Lebeau, Ville St-Laurent

NOM DU DÉPOSITAIRE: .....
.....
ADRESSE: .....
.....
TÉL. ..... VILLE: .....
QUANTITÉ INSUFFISANTE ☐
NOUVEAU DÉPOSITAIRE ☐
REMARQUES: .....
.....
.....

FILLES - FEMMES DEMANDÉES
Pour département de composition
Salaire selon expérience, travail de soir 4 à 12.
Pour information:
332-3141

canada

Conférence des 11 premiers ministres mercredi

Un mot à l'agenda de Trudeau: l'inflation

par André Bellemare

OTTAWA (PC) — Après avoir goûté aux honneurs et aux fastes réceptions européennes, la semaine dernière, le premier ministre Trudeau reprendra contact avec l'un des aspects les plus déprimants de la réalité canadienne: l'inflation.

À peine descendu de l'avion qui l'a ramené de France et de la Belgique, le chef du gouvernement canadien présidera une conférence, mercredi prochain à Ottawa, à laquelle assisteront ses dix homologues provinciaux qui tâcheront de mettre au point une nouvelle arme dans la lutte contre la hausse du coût de la vie.

Depuis quelques années, le pouvoir d'achat des consommateurs n'a cessé d'être rogné, surtout quand vient le temps de se nourrir.

La crise mondiale du pétrole, l'année dernière, est venue ajouter au cauchemar des citoyens dont le dollar vaut maintenant quelque chose comme 30 cents par rapport à l'évaluation de 1960, si l'on considère que l'indice général du coût de la vie est passé de 100 en 1961 à 170 le mois dernier.

Depuis un an seulement, les Canadiens paient 11 p.c. de plus pour se procurer biens et services pendant que les hausses de salaires ont été inférieurs à ce taux.

Que faut-il attendre de la conférence de mercredi, la première du genre réunissant les 11 premiers ministres?

Les observateurs demeurent sceptiques quant à un résultat satisfaisant, surtout quand on songe que le ministre des Finances, M. Turner, et le premier ministre Trudeau ont laissé entendre à quelques reprises, ces derniers temps, que l'inflation relève du phénomène mondial et qu'il est impossible pour le Canada, comme pour tout autre pays, de fixer les prix de produits importés.

Au pays, environ la moitié des produits de consommation proviennent de l'extérieur, donc soumis aux fluctuations du marché international.

En 1971, le Canada a importé pour $15.6 milliards de marchandises, dont $11 milliards des États-Unis, et il a exporté des produits pour une valeur de $17.7 milliards.

Comme les États-Unis font face à un problème d'inflation plus grave qu'au Canada, celui-ci doit défrayer sa part de la hausse des prix.

Les chefs de gouvernements seront davantage appelés à tenter de trouver un moyen de freiner la montée des prix des produits manufacturés ici et des produits agricoles.

"Pour juguler l'inflation, lit-on dans le discours du Trône du 30 septembre dernier, à Ottawa, il faut que tous et chacun soient davantage conscients d'une nécessaire modération en matière de revenus, de bénéfices, de prix ou d'impôts. Il ne faut pas essayer plus que ce que l'économie peut offrir. Ceux qui gagnent déjà honorablement leur vie ne doivent pas essayer de profiter de quelque façon que ce soit de l'inflation".

C'est vraisemblablement autour de cette idée, et d'une plus grande collaboration entre les divers paliers de gouvernements, de l'industrie privée et des syndicats, que se dérouleront les pourparlers de cette semaine.

Quant à lui, le gouvernement fédéral a déjà manifesté l'intention de donner le ton en restreignant ses propres dépenses mais sans ralentir l'économie.

Pour y parvenir, Ottawa compte mettre l'accent sur une augmentation de la production, un moyen, selon le gouvernement Trudeau, de freiner la cours aux prix.

À lui seul, il n'aboutira pas à un résultat tangible et c'est pourquoi MM. Trudeau et Turner prieront les dirigeants provinciaux d'adopter une même ligne de conduite.

Les dix premiers ministres provinciaux ont répondu affirmativement à l'invitation de M. Trudeau de participer à la réunion qui se tiendra plus tôt que prévu.

L'attitude du premier ministre canadien contrasse un peu avec celle adoptée en septembre dernier alors qu'il avait montré peu d'enthousiasme à la proposition du premier ministre ontarien, M. Davis, de tenir une telle réunion au sommet sur la question de l'inflation.

M. Davis avait formulé cette suggestion pendant la 15e conférence des premiers ministres provinciaux, à Toronto.

Dans les plans de M. Trudeau, une telle rencontre fédérale-provinciale ne devait avoir lieu qu'au début de 1975, après le dépôt du budget de M. Turner pour l'année 1974-75, attendu au mois de novembre.

Des représentants des provinces, dont MM. Davis et Robert Bourassa, du Québec, souhaiteraient que la conférence de mercredi donne l'occasion de discuter de nouveau d'un nouveau partage fiscal entre Ottawa et les provinces.

On doute cependant qu'une seule journée suffise à cerner le problème de l'inflation et à aborder un nouveau mode de distribution des recettes fiscales.

La hausse du coût de la vie retient l'attention de tous depuis des années et le gouvernement fédéral a eu beau tenir une conférence nationale sur les prix et revenus, en février 1970, former la commission Young, distribuer des subventions pour le lait, le pain, le pétrole, mettre sur pied une autre commission, celle dirigée par Mme Beryl Plumptre, sur les prix des aliments, la spirale inflationniste n'en a pas moins poursuivi sa marche.

L'inflation a été au centre de la campagne électorale de l'été dernier et elle a rempli plusieurs pages du discours du Trône du mois dernier.

Le Parti conservateur de M. Stanfield a souventes fois reproché au gouvernement de ne pas accorder les pouvoirs nécessaires aux commissions Young et Plumptre pour leur permettre d'agir efficacement contre la hausse des prix.

Ce que les tories préconisent, en somme, c'est un gel des prix pendant 90 jours suivie d'une période de contrôle de 18 à 24 mois pour rétablir la situation.

On doute fort que la conférence de mercredi retienne cette formule, le gouvernement Trudeau y étant fortement opposé, du moins pour l'instant, comme il l'a démontré au cours de la campagne électorale à l'issue de laquelle il a été reporté au pouvoir avec une majorité accrue.

Cette solution pourrait bien être tout de même suggérée à la table des discussions par des premiers ministres provinciaux conservateurs qui avaient appuyé le chef national des tories, M. Stanfield, dans cette campagne.

Mais, somme toute, une conférence d'un jour sur un problème aussi complexe et étendu que celui de l'inflation, ça paraît fort court pour ébaucher un plan d'attaque...



Jour de retrouvailles pour les Trudeau vendredi...

Joey Smallwood a raté samedi son retour à la politique

ST-JEAN, T.N. (PC) — Son nom a été pendant presque un quart de siècle quasiment synonyme de celui de Terre-Neuve. Son nom, c'est Joseph R. Smallwood. Et Joseph R. Smallwood a tenté vainement samedi de revenir dans l'arène politique de l'île. Il a été défait ce jour-là par Ed Roberts à un Congrès de leadership du Parti libéral terreneuvien.

À la réunion, qui avait lieu à St-Jean, M. Roberts a recueilli 403 voix et M. Smallwood en a eu 298, à un second tour de scrutin. M. Roberts a ainsi conservé la direction du parti.

M. Smallwood, qui a 73 ans, dit qu'il n'en éprouve pas d'amertume. "Je n'ai absolument aucun ressentiment", a-t-il dit dans une interview après que les résultats eurent été annoncés. Mais l'entrain et le sourire qui avaient été siens avant que les résultats ne furent connus étaient disparus. Il s'était montré enthousiaste quand il s'était adressé aux plus de 700 délégués. Joe Smallwood dit que c'est maintenant finie pour lui, l'activité politique. L'ancien premier ministre de Terre-Neuve dit qu'il va maintenant consacrer tout son temps à voyager et à écrire des livres.

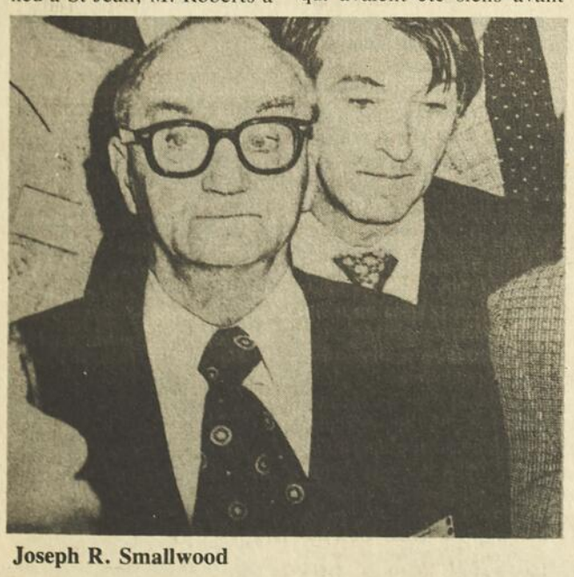
Quant à M. Roberts, il jubile. Il avait assumé la direction du parti au lendemain d'élections qui, en octobre 1971, avaient enlevé le pouvoir à M. Smallwood. Et en 1972, M. Smallwood avait annoncé qu'il se retirait de la politique. Cette année-là, plus précisément en février, M. Roberts était élu chef du parti à un congrès de leadership, avec la bénédiction de M. Smallwood.

Les Conservateurs sont forts

Un mois plus tard, le parti de M. Roberts était écrasé par les Conservateurs à des élections provinciales. Et les Conservateurs détiennent aujourd'hui 32 des 42 sièges à l'Assemblée législative, les Libéraux en ayant huit, le Parti du Nouveau Labor ayant un siège étant vacant.

Le mois dernier, M. Smallwood annonçait qu'il essaierait de redevenir chef du parti. Il disait que les Terreneuviens comptaient sur lui pour déloger les Conservateurs.

Au congrès de samedi, il y avait, outre MM. Roberts et Smallwood, deux autres candidats au poste de chef du parti, Steve Neary et Roger Simmons, tous deux députés à l'Assemblée législative. Au premier tour de scrutin, M. Roberts avait recueilli 337 voix, M. Smallwood, 305, M. Simmons, 57 et M. Neary 24.



Joseph R. Smallwood

Meighen met les conservateurs en garde

SASKATOON (PC) — Le président national du Parti conservateur-progressiste, M. Michael Meighen, a prévenu les Conservateurs dimanche qu'ils commettraient une brévue si la dissession régnait parmi eux au sujet du leadership de leur formation politique. Il a dit qu'ils diviseraient ainsi le parti et que celui-ci ne pourrait pas progresser.

Il s'adressait à 200 personnes à la dernière séance du congrès annuel des Conservateurs de la Saskatchewan, réunion qui avait lieu à Saskatoon.

"les réponses que nous avons devant les problèmes de la nationsont les bonnes réponses, a-t-il dit. Si le pays ne les entend pas parce que nous sommes divisés, eh bien, alors, non seulement, à mon avis, nous nous nuirons à nous-mêmes, mais encore nous nuirons au pays."

Avocat à Montréal et agé de 35 ans, M. Meighen répondait, somme toute, à l'ancien premier ministre John Diefenbaker qui, vendredi, s'en était pris aux "conseillers cachés" du parti à Montréalet à Toronto. Au dire de M. Diefenbaker, ces gens dominent le Parti conservateur. À la même occasion, M. Diefenbaker avait demandé qu'il y ait dans l'Ouest en juin l'an prochain un congrès pour le choix d'un successeur à M. Robert Stanfield.

ÉTUDIANTS!
ENSEIGNANTS

Ça "presse!" Faites-vous un "devoir" de

Lire... LE JOUR chaque matin

ABONNEMENT DE: (Abonnements posteux)

7 mois:	$33.00
8 mois:	37.00
9 mois:	41.00
10 mois:	45.00

S.V.P. Remplir ce coupon et nous le faire parvenir à: Le Jour, 387 boul. Lebeau, Ville St-Laurent.

Ci-inclus, $..... pour un abonnement scolaire de ..... mois à compter du.....
NOM:.....
ADRESSE .....
.....



"Je prends une bonne habitude... je ménage mes 25¢..."

A partir du 3 novembre

certains appels à l'assistance-annuaire coûteront 25¢ si le numéro fourni est déjà inscrit dans votre annuaire. Cependant, il n'y aura *pas de frais* pour les trois premiers de ces numéros demandés à partir de votre téléphone résidentiel, en dedans d'un mois.

Il va de soi que si le numéro n'est pas inscrit, les frais ne s'appliqueront pas.

"En consultant mon annuaire, je ne fais pas d'appels inutiles à l'assistance-annuaire et je libère le service pour ceux qui en ont vraiment besoin."

Bell Canada a prévu certains cas d'exception. Par exemple, il n'y aura pas de frais:

- s'il s'agit d'un appel d'urgence,
- si vous appelez d'un téléphone payant,
- si vous téléphonez d'une chambre d'hôpital, d'hôtel ou de motel.

De plus, les personnes handicapées ayant de la difficulté à se servir de l'annuaire et celles âgées de 65 ans et plus peuvent demander d'être exemptées. Pour obtenir une formule de demande d'exemption, ces personnes n'ont qu'à communiquer avec le bureau d'affaires de Bell Canada.
A Montreal, composez 931-7351.

Prenez tout de suite une bonne habitude, consultez l'annuaire et ménagez vos 25¢.

Si vous avez des téléphones supplémentaires, avez-vous suffisamment d'annuaires? Sinon, appelez votre bureau d'affaires.

Bell Canada

le monde

Au sommet arabe de Rabat

Rien ne va plus entre Hussein et Arafat

RABAT (Reuter) — La Jordanie et l'Organisation de libération de la Palestine se sont refusé à tout compromis sur l'avenir de la Cisjordanie et ont demandé au sommet de Rabat de se prononcer clairement en faveur de l'une ou l'autre.

Malgré les efforts qui ont été déployés pour tenter de trouver une formule acceptable par les deux parties, le roi Hussein et M. Yasser Arafat sont restés intraitables.

"L'OLP rejette tout marchandage", a déclaré M. Yasser Abb Rabbou, chef du Département à l'information de l'Organisation reconnue par le sixième sommet arabe, à Alger, comme le représentant légitime de tous les Palestiniens.

"Notre position, en bref, est que nous rejetons toute formule de conciliation avec la Jordanie en raison de l'oprression passée et présente de la Jordanie envers notre peuple", a-t-il dit ajoutant: "La seule demande, c'est la reconnaissance des droits du peuple palestinien. Les pays arabes auront à choisir entre nous et la Jordanie."

Le Jornanie, de son côté, a demandé aux chefs d'État et de gouvernements arabes de lui donner mandat complet pour récupérer la Cisjordanie occupée par Israël, ou de confirmer que cette question, comme la représentation palestinienne, est du seul ressort de l'OLP.

Le roi Hussein a pris la parole devant les participants au sommet réunis dans la matinée en session privée, et dit'on de source jordanienne autorisée, a menacé de se retirer des négociations de peux au Proche-Orient si le sommet acceptait les termes de l'OLP.

Coopération demandée

La Jordanie acceptera toute décision prise par le sommet, tout es espérant qu'elle ne prolongera pas l'occupation de son territoire par Israël, et ne négociera pas sans mandat, ajoute-t-on de même source. Pour elle, il convient de distinguer entre le problème de la fin de l'occupation israélienne et la question palestinienne qui vient en deuxième lieu. On indique de même source que la libération des territoires ne préjuge nullement des droits du peuple palestinien qui devrait pouvoir décider de son propre avenir. Prenant la parole lors de la session de dimanche après-midi, M. Arafat, président de l'OLP, a demandé aux chefs d'État et de gouvernrment de confirmer la décision prise au sommet d'Alger. Selon M. Said Kamal, porte-parole de l'OLP, il leur a également demandé leur coopération en vue de l'établissement d'une autorité palestinienne indépendante sur tout territoire palestinien évacué par Israël.

Il a également détaillé la tactique qu'adoptera l'organisation lors du débat de l'Assemblée générale des Nations-Unies sur la question palestinienne.

M. Kamal a d'autre part indiqué que des pays amis suggéraient à l'OLP de mettre sur pied un gouvernement en exil. Cela est à l'étude et une décision sera prise en temps utile, a-t-il dit. Le roi Faycal d'Arabie séoudite, le roi Hassan II du Maroc, le président Anouar Sadate et le président syrien Hafez Al Assad ont pris la parole pour tenter de trouver un terrain d'entente entre le souverain hachémite et le président de l'OLP.

Auparavant, le président algérien Houari Boumediene s'était prononcé en faveur de l'OLP et engagé à poursuivre son soutien au mouvement palestinien.

Les entretiens ont été suspendus jusqu'à lundi. Les chefs d'État devaient être dans la soirée les hôtes à dîner du roi Hassan au Palais royal.



Une vue des dégâts causés en fin de semaine à Manhattan par l'explosion de bonbes revendiquées par un mouvement nationaliste portoricain.

Une entrevue spéciale du président

À bord d'Air Force One, le président Ford se confie ...

WASHINGTON (AP) — Dans l'avion "Air Force One" qui le ramenait récemment d'une tournée au Mexique et en Arizona, le président Ford a traité, notamment, d'une série de questions de politique intérieure américaine, du pétrole, et des journées dramatiques d'août à la Maison-Blanche.

Voici quelques extraits de ses déclarations recueillies par Sault Pett, correspondant spécial de l'AP, au cours de la première interview exclusive accordée par le nouveau chef de l'exécutif:

Pétrole

Si nécessaire, des "mesures plus rigoureuses" seront prises pour réduire la dépendance des États-Unis vis-à-vis du pétrole arabe. "Nous pourrions réellement imposer un embargo sur les importations étrangères, ce qui aurait un impact beaucoup plus sévère sur les disponibilités et l'approvisionnement. Cela pourrait devenir nécessaire si le Congrès ou le public n'observent pas le programme actuel.

Situation économique et inflation

Il n'envisagerait le contrôle des prix et des salaires que dans l'éventualité d'un "crise internationale très importante".

Quand peut-on parler de récession? À cette question le président, qui a déclaré précédemment que les États-Unis ne sont pas en état de récession, répond:

"La plupart des économistes conviennent, aujourd'hui, que nous sommes dans des circonstances très particulières, l'inflation étant de deux chiffres tandis que l'économie conserve une certaine souplesse. Appliquer les mêmes critères à des circonstances uniques est une erreur. Nous devrons probablement trouver certains nouveaux critères pour faire face à des circonstances nouvelles. Cela est difficile dans une année électorale.

Malaise de l'opinion publique

"Il existe une sorte de sentiment d'auto-destruction parmi les Américains. Je n'en rends pas responsable la presse ou qui ce soit. Cela a commencé lorsque Jack Kennedy commença être en butte à des critiques dans les jours qui précédèrent son assassinat.

"Une théorie veut que le malaise américain découle d'une vague de masochisme, et n'est pas entendré par une mauvaise politique ou des fautes commises par les dirigeants. Déjà, Lyndon Johnson et Richard Nixon déclaraient que le pays devrait parler moins de ce qui va mal en Amérique et davantage de ce qui va bien."

Le président et le Congrès

Question: "Dans votre premier discours au Congrès, vous avez dit que ce n'était pas une "lune de miel" qui vous intéressait, mais un bon mariage. Quel est le statut matrimonial actuellement?"

Réponse: "À l'exception du maintien de la résolution sur la suspension de l'aide à la Turquie, je considère que nous entretenons de bonnes relations. Oh, j'ai opposé mon veto à quelques projets de loi neuf, mais les membres du Congrès savent pourquoi et je ne crois pas qu'ils me condamnent pour l'avoir fait.

"Quant à la question de savoir si les pouvoirs de la présidence ne sont pas devenus trop importants et qu'un équilibre avec le Congrès devrait êtr rétabli, je pense que l'équilibre est maintenant tout à fait correct".

Le pardon au président Nixon

La tempête soulevée par l'octroi du pardon à l'ancien président n'aurait fait que s'aggraver sans sa comparution devant la sous-commission judiciaire de la Chambre des représentants.

"J'espère que maintenant cela va mieux. Il n'y avait aucun moyen de m'expliquer sur le pardon avec la tension qui régnait alors, sans agir de cette façon".

Question: "Que pensez-vous de votre prédécesseur à la Maison-Blanche?"

"Réellement, je ne pense pas que je doive m'étendre à ce sujet."

Q: "Pouvez-vous me parler de la longue et dernière conversation que vous avez eue avec le président, le 8 août?"

R: "C'était un homme très maître de lui-même. J'étais étonné qu'on puisse conserver un pareil sang-froid dans de telles circonstances. Je me souviens qu'il commença par me dire: "Gerry, vous ferez du bon travail". Le 37ème et le 38ème présidents eurent ensuite "une conversation très pratique et très utile" sur la politique étrangère à un niveau très élevé. Nixon lui fit l'éloge des qualités de Henry Kissinger et lui "recommanda énergiquement de le maintenir dans ses fonctions de secrétaire d'État.

"Il me remercia avec chaleur pour l'avoir défendu".

Q: "Que lui avez-vous dit?"

Après un moment de silence, le président Ford, les yeux ambués de larmes, répondu simplement: "Il était courageux... que diable peut-on dire dans des circonstances pareilles?"

Pour l'indépendance de l'île

Des milliers de Porto-Ricains manifestent à New-York

NEW YORK, (AFP) — Près de cinq mille Porto-Ricains ont répondu hier à New-York, à un appel du "Puerto Rican Solidarity Day Committee" pour l'indépendance de l'Île des Caraïbes.

Cette réunion qui s'est tenue au Madison DS-quare Garden est intervenue au lendemain de la vague d'attentats à la bombe qui a secoué Manhattan aux premières heures de la matinée de samedi. Ce rassemblement est également une manifestation de solidarité à l'égard de cinq Porto-Ricains emprisonnés depuis vingt-ans et plus aux Etats Unis: il s'agit de Oscar Collazo détenu depuis î&é? pour avoir tenté d'assassiner le président de l'époque Harry Truman, et de Lolita Lebron, Rafael Cancel Miranda, Andres Figuerosas Cordero et Irving Flores. Ces quatres prisonniers avaient, le 1er mars 1954, tiré des coups de feu, en pleine réunion de la chambre des représentants, à Washington sur les 250 parlementaires présents en criant "Liberté pour Porto-Rico". Cinq de ceux-ci avaient été blessés. C'est justement pour réclamer notamment la libération de ces cinq prisonniers, qu'un mystérieux "commandement central" des "forces armées de la libération nationale portoricaine" a revendiqué les cinq attentats à la bombe perpétrés à Manhattan.

De nombreux policiers en civils se sont glissés parmi les participants à ce rassemblement, a déclaré un Portoricain. Ils tentent de recueillir quelques indices sur les auteurs de ces attentats, mais plus de 24 heures après le "feu d'artifice" qui n'a fait aucune victime, l'enquête ouverte à ce sujet ne semblait pas avoir beaucoup progressé.

L'un des orateurs, Juan Nari Bras, secrétaire général du Parti socialiste porto-ricain, a déclaré devant la foule que ce rassemblement n'était que le "début" de la route menant aux objectifs proclamés.

Près de deux heures après l'ouverture de ce meeting et alors qu'aucun incident n'était signalé la foule ne cessait de grossir. Selon l'un des organisateurs, près de vingt-mille personnes avaient pris place sur les gradins du Madison Square Garden vers 15 h. 30 hier.

Puerto Rico une colonie en lutte pour son indépendance

Par Alberto Despradel et A. Rabilotta.
collaboration spéciale

Depuis les premières années du XVIe siècle, Puerto Rico, petite île des Caraïbes, se trouve sous la domination coloniale. De 1503 jusqu'à 1898 sous le contrôle de l'Espagne et ensuite sous la domination des États-Unis.

En 1898, par la victoire des États-Unis sur l'Espagne dans la guerre hispano-américaine, l'île était cédée aux Américains comme indemnité de guerre.

Aujourd'hui Puerto Rico, avec une population de près de 4, 5 millions d'habitants sur une superficie de près de 10,000 kilomètres carrés, est un "État Libre Associé", des États-Unis nouvelle dénomination du colonialisme créé par les juristes nord américains.

Déjà vers 1527 les esclaves ont essayé de chasser les colons européens et de proclamer leur indépendance. Entre 1821 et 1845 au moins cinq mouvements indépendantistes ont été organisés dans le pays. Tous ont échoué à cause de limitations inhérentes à ces mouvements, composés presque exclusivement de Noirs, dans un pays où la population esclave ne dépasse point 40,000 personnes à l'intérieur d'une population globale de plus de 600,000 habitants.

Les révoltes des esclaves noirs portoricains n'ont pas réussi comme celles des noirs haïtiens ou cubains. La faiblesse numérique ainsi que la dispersion de la population noire de l'île a conduit à l'échec de ces mouvements.

Les structures économiques et politiques de l'Espagne correspondaient à celles d'une société semiféodale avec toutes les déformations qui caractérisent les pays "sous-développés", ou plutôt exploités: une bureaucratie démesurée accompagnée d'une aristocratie de rentiers et d'un clergé parasitaire, tous les trois axés sur les profits tirés de l'Amérique, composait la classe dirigeante espagnole de l'époque.

L'absence presque totale d'une couche bourgeoise dynamique conduisait la classe dirigeante espagnole à entrer dans le circuit capitaliste des autres puissances. L'économie de la métropole ibérique a été ainsi intégrée dans les sphères d'influence de la France et de l'Angleterre. La rivalité de ces deux impérialismes pour le contrôle de l'économie ibéro-américaine a joué un rôle important dans la configuration de l'Espagne d'aujourd'hui ainsi que de ses anciennes colonies.

Au début du XIXe siècle la presque totalité des anciennes colonies espagnoles en Amérique avait obtenu, après une longue et sanglante guerre de libération (avec Simon Bolivar, San Martin, O'Higgins et autres) leur indépendance politique. Sauf Puerto-Rico et Cuba.

Le peuple cubain de son côté après une longue guerre (1868-1898) a fini par gagner son indépendance. Puerto Rico, la même année est devenue, par le "Traité de Paix Hispano-Nord Américain e de Paris",une colonie des États-Unis.

Le nationalisme et la lutte pour l'indépendance.

Le groupe nationalisme à Puerto Rico a toujours été divisé en deux tendances: les indépendantistes et les réformistes. Pendant que les premiers préconisent l'indépendance comme unique solution aux problèmes du pays, les réformistes sont partisans de l'"autonomisme" (et aujourd'hui de "l'association").

Sous le gouvernement colonial espagnol les "réformistes" ont obtenue une Constitution (en 1897), par laquelle l'Espagne accordait l'autonomie à Puerto Rico. Cette constitution de 1897 a été suprimée par les Américains en 1898.

La fondation à cette époque par Pedro Albizo Campas du "Partido Independentista" allait donner au peuple portoricain l'instrument de combat qui avait jusqu'alors manqué. Dans un premier temps les "indépendantistes" ont essayé d'obtenir le pouvoir par la voie électorale, mais l'échec de 1932, résultat de la corruption du pouvoir colonial et du manque de conscience politique chez le peuple, allait conduire les indépendantistes au choix de la lutte armé comme seule possibilité pour la prise du pouvoir.

Le choix de la lutte armée a été renforcé par la répression déclenché par le pouvoir: par ordre du colonel américain Rigg, chef de la police coloniale, quatre indépendantistes ont été massacrés en 1935, à Rio Piedras. Ce massacre a radicalisé le mouvement indépendantiste et renforcé la ligne politique préconisée par Pedro Albizu Campos: l'insurrection populaire.

Face à la répression la réponse des indépendantistes a été l'insurrection populaire urbaine de 1950. "Le combat contre les forces répressives n'a pas duré longtemps. Le puissant appareil militaire américain a maté les aspirations d'indépendance du peuple portoricain.

Dans la même année des patriotes portoricains ont essayé de prendre la "Maison-Blanche" (et le Président lui-même) dans une opération "commando", pour lancer un appel à l'opinion publique internationale sur la situation coloniale dans leur patrie.

Après avoir subi, dans les prisons américaines, la torture physique et psycologique, Pedro Albizu Campos mourrait en 1967. Près de 60,000 Portoricains ont accompagné le cercueil du grand nationaliste. Ce fut la manifestation la plus spectaculaire que le peuple pouvait faire au maître de l'indépendance nationale.

Aujourd'hui, pendant que le dernier des colonisateurs d'Afrique, le Portugal, a entrepris la libération de ces anciennes colonies, on peut se demander: jusqu'à quand Puerto Rico sera-t-il colonie américaine?

L'héritage politique de Albizu Campos se trouve aujourd'hui entre les mains des différentes organisations politiques, en plus du "Partido Independentista" (fondé par lui-même en 1927) et du "Partido Socialista Puertorriqueño)", de tendance marxiste, qui sont les deux partis principaux du bloc pour la libération nationale.

La problématique posée par la situation coloniale portoricaine a été soumise au Comité de décolonisation des Nations-Unies qui a reconnu, en 1972, le "droit inaliénable du peuple de Puerto-Rico a l'autodétermination et à l'indépendance".

L'état de santé de Nixon s'aggrave

LONG BEACH, Calif. (AP) — Plusieurs caillots se sont formés dans les veines de la jambe gauche de l'ancien président Nixon qui devra se plier à une surveillance médicale attentive pendant plusieurs mois, ont déclaré dimanche les médecins. Le Dr Wiley Barker, chirurgien très connu consulté sur l'état de santé de M. Nixon, a déclaré que les examens réalisés depuis que l'ancien chef de l'État a été hospitalisé montraient qu'il y avait "des caillots indiscutables dans plusieurs veines de la jambe."

Un autre médecin consulté, le Dr Scott Driscoll, qui a effectué mercredi soir un veinogramme sur la jambe de M. Nixon, a précisé que cet examen avait mis en évidence un caillot dans le système veineux profond du mollet et un autre dans le système surperficiel de la partie basse de la jambe.

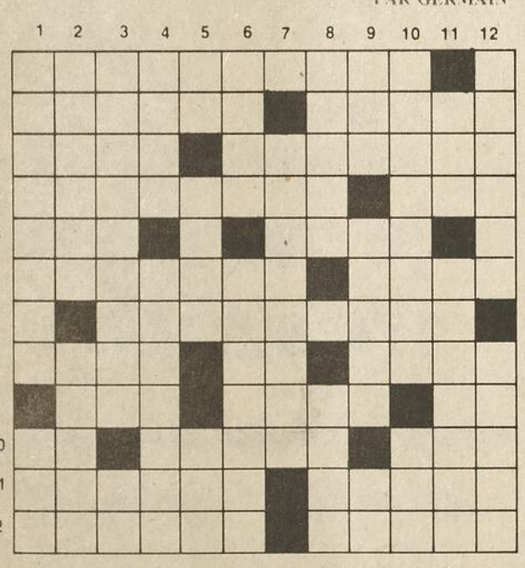
Le praticien a ajouté que le système profond était presque totalement obstrué, mais qu'une petite veine superficielle acheminait le sang à la veine principale.

Le Dr Driscoll a conclu que de nouveaux examens auraient lieu pour déterminer si des caillots se forment dans la région pelvienne ou si d'autres apparaissent dans la jambe.

Lire... LE JOUR chaque matin

Avec le Petit Robert, on trouve toujours ses mots.

No. 202 PAR GERMAIN



HORIZONTALEMENT

1—Un peu comme la machine à vapeur a remplacé les muscles, lui, il a pour but de remplacer les méninges, mais en attendant qu'il soit au point, ceux qui travaillent avec lui se creusent joliment les leurs!
2—Les gens logiques sont incapables de faire quoi que ce soit sans en avoir au moins une. — Il leur faut toujours le dernier cri.
3—Musique d'enterrement. — Propres aux mammifères.
4—C'est elle qui donne aux oeufs leur pouvoir vivifiant. — Souhait.
5—Argile. — Celle des eaux provoque souvent des désastres.
6—Qualifie un professeur légèrement déplacé à l'Université du Québec ou un étudiant bien à sa place à l'Université de Pékin... Fait taire les ti-bébés.
7—Un mari préfère que sa femme le soit dans la maison plutôt que dans la rue...
8—Tout le monde l'a déjà vu tomber; personne ne l'a jamais vu se relever. — Particule de docteurs. — Rapporte, produit.
9—Article. — Ca coûte pas plus cher d'en faire un en Technicolor!... — Poss.
10—Dém. — Commode en imprimerie. — Monnaie orientale.
11—Qui prend ses aises. — Il garde ceux qu'il a dans ses bas quand sa femme en a dans la mémoire.
12—Réfléchis. — Assure la conservation par fumage avec de la saumure et de l'huile.

VERTICALEMENT

1—Rares sont les femmes qui n'arrivent plus à compter ceux qu'elles éprouvent... — Supporte les sarments.
2—Rassembla, convainquit. — Bien commode quand l'autre ronfle ou jacasse.
3—Petit garnement, petit espiègle. — Un de plus s'accepte mieux avec des cadeaux.
4—Descendant de. — Imaginaires.
5—Drame. — Mit son espoir en. — C'est une fille!
6—Il est contre, avant de partir! — Au milieu de l'accord parfait. (pl.)
7—Lancer des fleurs.
8—Poursuivre en justice. — Donnes ton strip-tease à l'envers.
9—D'une même couleur. — Un shylock éprouve un puissant faible pour elle. — Son du tambour.
10—Femelle de castor ou d'écureuil... — Ancienne monnaie.
11—Berceau. — Il coupe toujours les bouttes qu'on voudrait voir!...
12—Donne (un bon coup sur la tête du voisin). — Ce qu'on fait quand on a le doigt concé dans la porte de l'auto.

Solution no 200

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	I	N	T	E	R	M	I	N	A	B	L	E
2	N	E	U	V	A	I	N	E	■	L	I	S
3	C	U	R	E	S	■	A	■	M	O	N	T
4	O	F	F	R	E	N	T	■	E	N	■	■
5	R	S	■	T	U	■	T	A	N	D	E	M
6	R	■	S	U	R	V	E	C	U	■	C	E
7	I	D	E	E	■	A	N	T	I	V	O	L
8	G	I	V	R	E	■	D	E	S	I	R	A
9	I	R	E	■	V	A	U	R	I	E	N	S
10	B	A	S	S	I	N	E	■	E	■	E	S
11	L	I	■	■	E	S	S	O	R	S	■	E
12	E	S	P	E	R	E	■	U	S	E	E	S

Les noms propres, les abréviations et les symboles chimiques sont proscrits.

Sommet Ford-Brejnev, en novembre, à Vladivostok

MOSCOU (Reuter-AFP) — Le président Gerald Ford et M. Leonid Brejnev, secrétaire général du Parti communiste soviétique, se rencontreront les 23 et 24 novembre dans la région de Vladivostok, dans l'Extrême-Orient soviétique, a-t-on annoncé samedi simultanément à Moscou et à Washington.

Les "Izvestia", organes du gouvernement soviétique, ont écrit que la conférence sera une "réunion de travail" et permettra aux deux dirigeants d'échanger des opinions sur des questions "d'intérêt mutuel."

De son côté, la Maison-Blanche annonce que le sommet se déroulera dans les parages de Vladivostok et donnera lieu à des discussions "couvrant un large échantillon de sujets sur les relations américano-soviétiques et passant en revue générale la situation internationale."

Dans les milieux autorisés américains à Moscou, on déclare que la réunion de travail permettra de préparer les négociations plus étendues qu'auront à Washington en juin prochain MM. Ford et Brejnev.

Les dirigeants des deux pays se sont réunis régulièrement une fois par an dans chacune des deux capitales depuis que la politique de détente a été fermement engagée au début 1972 par une première visite de l'ex-président Richard Nixon à Moscou. L'une des questions que l'on continue de se poser est de savoir si le sommet aura lieu sur terre ou en pleine mer.

Dans le premier cas, le port d'attache de la flotte soviétique en Extrême-Orient, totalement fermé aux étrangers depuis 1965 et qui même auparavant était difficile à visiter, devra accueillir l'escouade de journalistes et d'agents des services de sécurité qui accompagnent habituellement le chef d'État américain dans ses déplacements. Dans le second, le président Ford, qui arrivera d'une visite à Tokyo, pourra rencontrer, M. Brejnev à bord d'une unité de guerre en mer du Japon.

Propositions

Le sommet de Vladivostok permettra tout d'abord aux deux dirigeants de discuter des principes généraux du contrôle des armements nucléaires, l'un des principaux sujets des entretiens à Moscou de M. Henry Kissinger.

Le secrétaire d'État y a apporté de nouvelles propositions américaines pour renouveler pour cinq ans l'accord intérimaire SALT sur la limitation des armements stratégiques signé en 1972, et qui expire en 1977.

Par ailleurs, le secrétaire d'État Henry Kissinger estime qu'il y a de bonnes chances qu'un accord sur la limitation des armements nucléaires offensifs, soit conclu l'année prochaine entre les États-Unis et l'URSS.

La presse américaine se fait l'écho dimanche de l'optimisme modéré du secrétaire d'État après ses entretiens avec les dirigeants soviétiques à Moscou.

S'adressant dans l'avion aux journalistes américains qui l'accompagnaient à Nouvelle-Delhi M. Kissinger a confirmé que les États-Unis "visent un accord sur ce point en 1975, tout en étant conscients des difficultés qui restent à surmonter."

Une visite attendue et importante pour l'Inde: celle de Kissinger

NOUVELLE-DELHI (Reuter) — La visite de M. Henry Kissinger, le secrétaire d'État américain, qui est arrivé dimanche à Delhi en provenance de Moscou est considérée en Inde comme un événement de première importance.

La première visite d'un secrétaire d'État américain depuis cinq ans se produit au moment où l'Inde cherche à obtenir une nouvelle aide alimentaire américaine.

Le voyage de M. Kissinger pourrait marquer un tournant dans les relations entre les deux pays, qui se sont graduellement améliorées depuis qu'en 1971 les États-Unis avaient soutenu le Pakistan dans le conflit qui l'avait opposé à l'Inde lors de la crise du Bangla-Desh.

M. Kissinger, alors conseiller du président Nixon, avait été très fraîchement accueilli pendant une brève visite à la Nouvelle-Delhi en juillet 1971

Il est cette fois assuré d'une réception beaucoup plus cordiale: ainsi il résidera au palais présidentiel, un privilège réservé normalement aux chefs d'État et de gouvernement.

Préparatifs

Mme Indira Gandhi, le premier ministre indien, le gouvernement et ses conseillers se sont réunis à plusieurs reprises pour préparer cette visite, et M. Daniel Moynihan, l'ambassadeur américain à Delhi, s'est rendu à Moscou pour accompagner M. Kissinger.

Le secrétaire d'État américain et son homologue indien, M. Yaswantrad Chavan, doivent signer aujourd'hui un accord établissant une commission indo-américaine qui procédera chaque année à des consultations politiques à un haut niveau. Des sous-commissions seront mises sur pied pour promouvoir les échanges commerciaux, scientifiques, techniques, culturels et éducatifs.

De source américaine, la question de l'aide alimentaire devait être largement déblayée avant l'arrivée de M. Kissinger, pour éviter qu'elle ne domine les conversations. Gravement touchée par une pénurie due à la sécheresse et à des inondations, l'Inde a demandé aux États-Unis de lui fournir autant de céréales que possible.

En 1971, l'Inde avait décidé de cesser les importations de nourriture américaine selon les termes de la "loi publique" 480 US PL-480, mais des organisations de secours américaines avaient continué de distribuer en Inde des dons alimentaires.

Aide

M. Kissinger doit s'entretenir au moins quatre heures avec Mme Gandhi et M. Chavan, sans compter les échanges de vues qu'ils pourront avoir au cours de repas.

L'Inde demandera certainement que les États-Unis ne relâchent pas leur interdiction d'exportation d'armes au Pakistan décidée il y a neuf ans.

Le secrétaire d'État, après ses conversations de Moscou, évoquera sans doute les relations privilégiées de l'Inde avec l'Union soviétique et le refroidissement persistant des rapports sino-indiens.

Un autre important sujet de discussion entre les deux pays sera l'attitude de l'Inde envers la prolifération nucléaire. Les nombreuses critiques aux États-Unis de la décision indienne d'entrer dans l'ère atomique risquent de compliquer la tâche de M. Kissinger, en particulier l'éventuel envoi de vivres.

L'aide américaine sera aussi au centre des entretiens qu'aura M. Kissinger à Dacca avec le cheikh Mujibur Rahman, le premier ministre du Bangla-Desh, et son ministre des Affaires étrangères, M. Kamal Hossain.

Le synode se termine après 33 jours de travaux et une fausse impression d'échec

CITÉ DU VATICAN (AFP) — Le IVème synode des évêques consacré à l'évangélisation du monde contemporain, s'est terminé samedi, après 33 jours de travaux, en donnant à tort, l'impression d'un échec.

Nombre d'observateurs, en fait, déplorent que la "déclaration finale des pères synodaux", dite "Message au peuple de Dieu", ait été rédigée en termes généraux. Ce document de synthèse, voté par 182 voix contre 11, remplace d'ailleurs un texte plus long et plus précis, mais rejeté aux trois quarts pour son manque de substance. Ces observateurs font remarquer que le précédent synode avait au moins réaffirmé clairement l'obligation du célibat sacerdotal et tracé les grandes lignes de la justice dans le monde. On ne saurait cependant négliger l'importance d'un autre document, plus audacieux, intitulé "Déclaration sur les droits de l'homme et la réconciliation". Surgi brusquement le 23 octobre, ce texte a été approuvé par le pape avant même d'avoir été voté.

Le "parlement de l'Église" aurait-il avoué son impuissance? Ce serait ignorer que l'autorité de l'Église vient d'en haut — du Christ et de son vicaire, en union avec les évêques — et non de la base. Le synode n'est pas un parlement: il a un simple rôle consultatif. C'est le pape, garant de "l'intégrité du message évangélique" et de la pureté de la foi, qui, par ses décisions, encycliques et "Motu Proprio", pourra seul décider pratiquement de son efficacité.

Quelles leçons convient-il donc de tirer des débats synodaux où l'examen de conscience de l'Église était devenu, par moments, un examen détaillé de la planète, continent par continent, pays par pays? Le chef de l'Église lui-même, dans son allocution finale, en a souligné les principaux points:

—L'évangélisation, liée à la promotion temporelle de l'homme: pour Mgr Helder Camara, archevêque d'Olinda et Recife (Brésil), cette notion signifie, comme il l'avait souligné, la lutte ouverte contre l'exploitation capitaliste, politique, économique et sociale. Pour le cardinal polonais Stefan Wyszynski, elle est synonyme de lutte contre l'oppression marxiste et l'athéisme. Pour Paul VI, qui donnait son avis samedi, "on ne peut donner un accent excessif, sur le plan temporel, à la promotion humaine, au progrès social", au détriment de l'évangélisation religieuse.

—L'"indigénisation" de l'Église, réclamée par les évêques africains, le pape n'y est pas hostile, pas plus qu'il ne s'oppose aux emprunts aux grandes religions orientales, tels que le réclament les évêques asiatiques, mais à condition de maintenir le contenu de la loi.

—L'autonomie des Églises particulières ou nationales? Oui, naturellement, dans le respect sincère du principe de la collégialité et sans réduire l'intervention du Saint-Père à de seules "circonstances extraordinaires".

—Les petites "communautés de base": elles sont populaires dans les pays occidentaux mais Paul VI souhaite que le respect de la hiérarchie soit maintenu.

De nombreuses questions sont restées dans la pénombre. Certains pères synodaux ont regretté qu'on ne parle pas assez des jeunes et des travailleurs et les déléguées de mouvements féminins se sont déclarées déçues.

Pourtant, selon Mgr Henri Légaré, archevêque canadien, jamais une telle conférence, n'aura été aussi hardie, aussi directe et sincère. Ainsi, des paroles sévères se sont élevées de la commission francophone, présidée par le cardinal François Marty, de Paris, sur le risque pour l'Église d'apparaître à nouveau comme l'opium du peuple. À l'opposé, le cardinal ukrainien Josip Slipyj a brossé un tableau saisissant de la vie de ses coreligionnaires en URSS. L'épiscopat canadien a parlé en termes sévères de l'exploitation des pays pauvres par les nations industrialisées. La curie romaine a été mise en cause par des évêques orientaux. Les Eglises africaines ont cherché à secouer le joug culturel de la vieille Europe.

En fin de compte, de nombreux délégués ont loué cette "franchise" des interventions et reconnu le caractère "enrichissant" des délibérations. De ces dernières, le nouveau Conseil du synode tirera ultérieurement un énorme dossier pour le pape. Sa lecture ne devrait pas effrayer le chef de l'Église qui a suivi les travaux du synode. Jour après jour et qui a, à 77 ans, en dépit d'une santé chancelante, annoté, chaque jour, selon un de ses intimes près de 400 dossiers.

bref monde

Mme Castillo autorisée à quitter le Chili

SANTIAGO DU CHILI (AFP) — Le gouvernement chilien a autorisé samedi le départ pour l'étranger de Carmen Castillo, compagne de Miguel Enriquez, le secrétaire général du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR), tué le 5 octobre lors d'un affrontement avec la police, annonce-t-on de sources dignes de foi. Au cours de cet affrontement, Carmen Castillo, fille de l'ancien recteur de l'Université catholique de Santiago du Chili, enceinte de sept mois, avait été grièvement blessée et hospitalisée à l'hôpital militaire de la capitale. On ignore si la jeune femme a quitté le Chili en tant qu'exilée ou sera expulsée du pays.

Mme Castillo est arrivée dès samedi à Paris par l'avion d'Air France en provenance de Buenos Aires et de Dakar.

Ted Kennedy parle de Chappaquiddick

BOSTON (AFP) — Plus de cinq ans après "Chappaquiddick" le sénateur Edward Kennedy reconnaît que sa conduite, dans cet accident qui coûta la vie à une jeune femme, était blâmable. Dans une interview au Boston Globe de dimanche - la première accordée à la presse depuis le drame du 18 juillet 1969 - le sénateur déclare qu'il se conduisit ce soir-là, de façon "irrationnelle, indéfendable, inexcusable et inexplicable". Il confesse avoir commis une erreur en négligeant d'informer la police que deux de ses amis tentèrent de sauver la victime, Mary Jo Kopechne. J'ai failli me noyer, révèle-t-il également, en gagnant la rive à la nage après que la voiture, qui devint le cercueil de la passagère Mary Jo, soit tombée à l'eau. Le sénateur dément cependant avoir été, le soir du drame, sous l'emprise de l'alcool. En annonçant dernièrement qu'il renonçait à se présenter aux présidentielles de 1976, le sénateur du Massachusetts, avait précisé que l'accident de Chappaquiddick, n'avait joué aucun rôle dans cette décision.

Marée noire en Irlande

BANTRY, Irlande (Reuter) — Une nappe de mazout d'une trentaine de kilomètres de long s'est portée samedi sur les plages du sud-ouest de l'Irlande, et la compagnie américaine Gulf Oil a décidé de suspendre tout chargement ou déchargement pétrolier à son terminal de l'île de Widdy, à proximité. Le terminal sert de dépôt de transbordement du mazout des pétroliers géants en provenance du Proche-Orient dans des navires moins grands à destination de Rotterdam et d'autres ports européens pour le raffinage. Le mazout s'est échappé du pétrolier Universal Leader il y a une semaine. La Gulf Oil avait d'abord dit qu'il s'agissait d'une fuite d'environ neuf cents litres; mais elle pense maintenant que neuf cent dix mille litres se sont déversés dans la mer. Les autorités locales ainsi que la Gulf Oil ont mis à contribution plusieurs dizaines d'embarcations pour répandre des détergents sur la marée noire.

Un sadique à Moscou

MOSCOU (Reuter) — M. Pashkovsky, un des chefs de la police moscovite, a démenti samedi que des bandes de condamnés évadés terrorisent la ville. Selon Moscou-Soir, il a précisé que depuis dix jours aucun crime grave n'a été commis dans la capitale soviétique. Ce démenti survient le lendemain de l'arrestation d'un jeune homme qui aurait tué quelque quatorze femmes en trois semaines, selon des rumeurs circulant dans la capitale. Le démenti de Moscou-Soir, première référence dans la presse soviétique à ces rumeurs, cherche de toute évidence à rassurer la population: depuis quelque temps, les femmes rentrent du travail en groupes et les rues des banlieues se vident à la nuit tombée. Ces rumeurs se sont récemment amplifiées des bandes de psychopathes, répète-t-on de bouche à oreille, errent dans la ville. Selon d'autres bruits, des criminels se seraient évadés en masse. Pour Moscou-Soir, ce sont "des bobards sans aucune réalité". En revanche, selon des milieux médicaux soviétiques, le jeune homme arrêté vendredi soir par la police avait assassiné deux autres femmes, jeudi soir et vendredi matin. Ce qui ferait quatorze crimes commis depuis le 8 octobre, précise-t-on d'autres sources informées.



ENFIN!

le journal électronique le plus complet

QUÉBEC-SOIR

UNE ÉQUIPE DE 25 SPÉCIALISTES VOUS INFORMENT DE TOUT – DE PARTOUT

ÉCOUTEZ NOUVELLES CONTINUELLES 4 30 à 6 00 PM

CKVL 850

éditorial

Une année écoulée, un gouvernement qui coule

Quand M. Bourassa entrera à l'Assemblée nationale demain, un an se sera écoulé depuis l'écrasante victoire libérale d'octobre 1973. Deux choses sautent aux yeux: d'une part, M. Bourassa ne célèbre pas ce premier anniversaire de son second mandat comme il avait fêté le terme de sa première année de pouvoir en 1967; d'autre part, M. Bourassa, de triomphant qu'il était le 29 octobre 1973, se borne à l'heure actuelle à tenir le coup du mieux qu'il peut contre les forces d'opposition, les innombrables enquêtes qui atteignent son parti et le gouvernement fédéral. À moins de prendre comme point de comparaison la rapide dégringolade d'un récent président américain, il est difficile de trouver un autre chef d'État qui soit si essoufflé après un règne aussi court.

Un an après son élection de 1970, M. Bourassa lançait, dans le tintamarre partisan et coloré d'un spectacle au Colisée de Québec, le "projet du siècle", c'est-à-dire celui de la Baie James. Trois ans se sont écoulés, mais on ne connaît pas encore de façon précise le coût du projet, ni ses coordonnées politiques. Les chiffres émis au sujet du nombre d'emplois ont fluctué du premier au septième ciel, aller et retour. Les rumeurs les plus fantaisistes au sujet des ventes d'électricité hors frontières ont circulé librement. Aujourd'hui encore, nul n'oserait affirmer que l'Hydro-Québec ne produira pas d'électricité, au moins de façon sporadique, pour nos voisins du sud. Trois ans se sont écoulés sans qu'on sache non plus si les précautions improvisées du côté de la protection de l'environnement suffiront.

L'évolution survenue à ce propos au cours des derniers mois achève de rendre le premier ministre peu loquace. M. Bourassa est personnellement sous le coup d'une accusation d'outrage au tribunal dont on attend toujours l'issue. En outre, de spectaculaires incidents ont secoué les chantiers de la Baie James si puissamment qu'une Commission d'enquête a dû s'attaquer à la tâche d'en observer les causes et les retombées. Pour peu que la Commission Cliche aboutisse à des conclusions apparentées à celles que le commissaire Cyrillé Delage a déjà formulées, le projet du siècle deviendra ce qu'il aurait dû demeurer depuis le début: un chantier, et non pas un étendard partisan.

Mais M. Bourassa a reculé aussi sur d'autres fronts. Non seulement il a perdu un député, après l'avoir rescapé d'une manière peu reluisante. Non seulement il a vu plusieurs de ses élus, depuis le député Guy Leduc jusqu'au député André Déom, subir le feu d'interrogatoires publics. Non seulement il doit aujourd'hui, contre vents et marées, faire semblant de ne pas observer de problèmes autour de M. Cournoyer. Non seulement, en somme, M. Bourassa sent monter vers lui d'innombrables rumeurs de corruption, mais il a dû, lui-même, inviter sa propre famille à un peu moins de voracité. Pour un homme qui cherchait simplement "un seul cas de patronage", la pilule est amère.

M. Bourassa ne s'y trompe d'ailleurs pas. Si, en effet, le présent gouvernement fait si peu de cas de la vie parlementaire, c'est précisément parce que les entremetteurs adorent le secret de leurs bureaux. Certes, on invoque le souci d'efficacité pour justifier le vide patent du parlementarisme actuel. Certes, on souligne qu'un gouvernement qui agit vite n'a que faire des palabres de l'Assemblée nationale. Toutefois, on oublie, en brandissant comme excuse cette louable recherche de la célérité, qu'un gouvernement respectable relève le défi d'être à la fois fonctionnaire et limpide. Aujourd'hui, il suffit d'observer la stagnation qui sévit dans maints dossiers pour parvenir à une certitude: si le gouvernement limite l'information et freine la vie parlementaire, c'est que l'aération montrerait de façon trop patente ses insuffisances.

Le bilan de l'année écoulée comprend aussi, comment l'oublier? — le bill 22. Loin de redonner le blason du gouvernement, et le débat sur la loi et la loi-même ont dépouillé le Parti libéral non seulement de l'appui de nombreux francophones, mais aussi du soutien actif de maints anglophones.

Ainsi, à trois ans des prochaines élections, M. Bourassa retrouve sa cote morale en piètre état. Son projet du siècle est réduit à l'état de dossier nébuleux et inquiétant. Plusieurs de ses ministres, tels MM. L'Allier, Cournoyer, Choquette, Toupin, n'osent plus parler de fédéralisme rentable de peur de paraître ridicules. Et le bill 22, malgré un débat étriqué, n'a satisfait personne.

Les banquettes de l'opposition, c'est connu, sont nettement plus dures que les sièges du pouvoir. Pourtant, un gouvernement peut trouver le temps long quand il fonctionne sans ses appuis traditionnels, sans le respect de ses éléments intègres, sans ferveur de la part de ses militants éclairés, sans foi en ses propres slogans.

Et ces trois ans seront encore plus longs si l'inflation cesse de gouverner à la place de M. Bourassa.

Laurent Laplante

commentaires

Un nouveau Jean Drapeau?

La campagne électorale menée par M. Jacques Couture et par les différents candidats du Rassemblement des citoyens de Montréal aura au moins réussi une chose: faire sortir Jean Drapeau de sa tannière, forcer M. le maire à rendre enfin compte de son mandat.

Lui qui fuyait les journalistes, maintenant les courtise; lui qui ne rencontrait la population que par l'intermédiaire de sa ligne ouverte au canal 10, se précipite maintenant à Saint-Herni pour y casser la croûte avec son peuple. Certes, il ne parle plus de magnificiences, il a oublié qu'il y a quelque temps il promettait un Montréal plus sensationnel que Paris ou New York. Surtout, il ne dit plus comme un père omnipuissant: "Faites-moi confiance, je trouverai bien une solution, mais il faut me laisser tranquille pendant que je cherche".

M. Drapeau n'a pas changé, il sent le vent, il comprend le mécontentement que ses politiques passées ont provoqué. Puisqu'on lui reproche d'être mégalomane, il fera dans l'humilité. Puisqu'on lui reproche et avec raison d'avoir laissé se détériorer la situation du logement à loyer modique à Montréal, et que le RCM en fait un de ses grands thèmes, il devient le propagandiste de la rénovation urbaine. Les Montréalais se préoccupent enfin de la qualité de la vie, il proclame satisfait que son administration fut la première à s'attaquer sérieusement à ce problème.

Non, l'homme n'a pas changé. Quand une auditrice lui demande, lui qui proclame son amour indéfectible pour le français, ce qu'il a fait à Montréal pour franciser cette ville qu'il administre depuis quatroze ans, il répond que cela n'est pas de juridiction municipale. Quand on lui reproche l'absence de démocratie à Montréal, il déclare tout heureux qu'il répond à toutes les lettres qu'on lui fait parvenir. Emporté par le lyrisme lorsqu'il parle de logement, il promet que dans dix ans, il n'y aura plus une seule habitation de mauvaise qualité à Montréal. Mais plus fondamentale est l'argumentation qui soutient tout son discours: le maire de Montréal, nous dit-il, a toujours été conscient des problèmes que soulève maintenant l'opposition; s'il n'a pu rien faire, ou s'il a fait si peu, c'est que les lois des gouvernements supérieurs entravaient la réalisation de ses projets. De plus, seule leur collaboration permettra de réaliser les promesses qu'il multiplie maintenant. Le truc est simple: il faut toujours un bouc-émissaire, un gros méchant. En 1970, c'était le FRAP, cette année ce seront les gouvernements supérieurs. Comme si c'était un gouvernement supérieur qui lui avait ordonné de couper des ormes; comme si c'était Québec qui l'obligeait à maintenir l'éléphant blanc qu'est Terre des Hommes, comme si c'était Ottawa qui avait forcé l'administration Drapeau à détruire le quartier de la Petite Bourgogne pour construire des HLM de mauvaise qualité, comme si de tout temps c'était une autre administration que celle de Montréal qui s'agenouillait devant les revendications des policiers pour ensuite déclarer aux pompiers ou aux cols-blancs qu'il ne restait plus rien pour eux dans la caisse.

Non, Jean Drapeau n'a pas changé, il a peur et pour mieux contrer les efforts de ses adversaires, il tente d'emprunter un peu leur visage et leur langage.

Gil Courtemanche

Un record pour la LNH

Très calmement, samedi soir, durant les moments les plus ternes de la joute qui opposait les Canadiens de Montréal et Détroit. Le commentateur de Radio-Canada, René Lecavalier prit sa voix des grandes occasions pour annoncer aux téléspectateurs qu'un nouveau record venait d'être atteint dans la Ligue nationale de hockey: "Hier, à Oakland, a-t-il déclaré, on a établi une nouvelle marque, en effet 232 minutes de pénalités ont été décernées lors du match Philadelphie-Oakland". Comme si cela était tout à fait normal et que les âmes faibles n'avaient aucune raison de se surprendre, Lecavalier et ses acolytes poursuivirent la description de la joute sans aucun autre commentaire. Pour ceux que cela intéresse, l'ancien record était de 204 minutes. Vendredi, huit joueurs ont été expulsés du match et deux autres le sont indéfiniment.

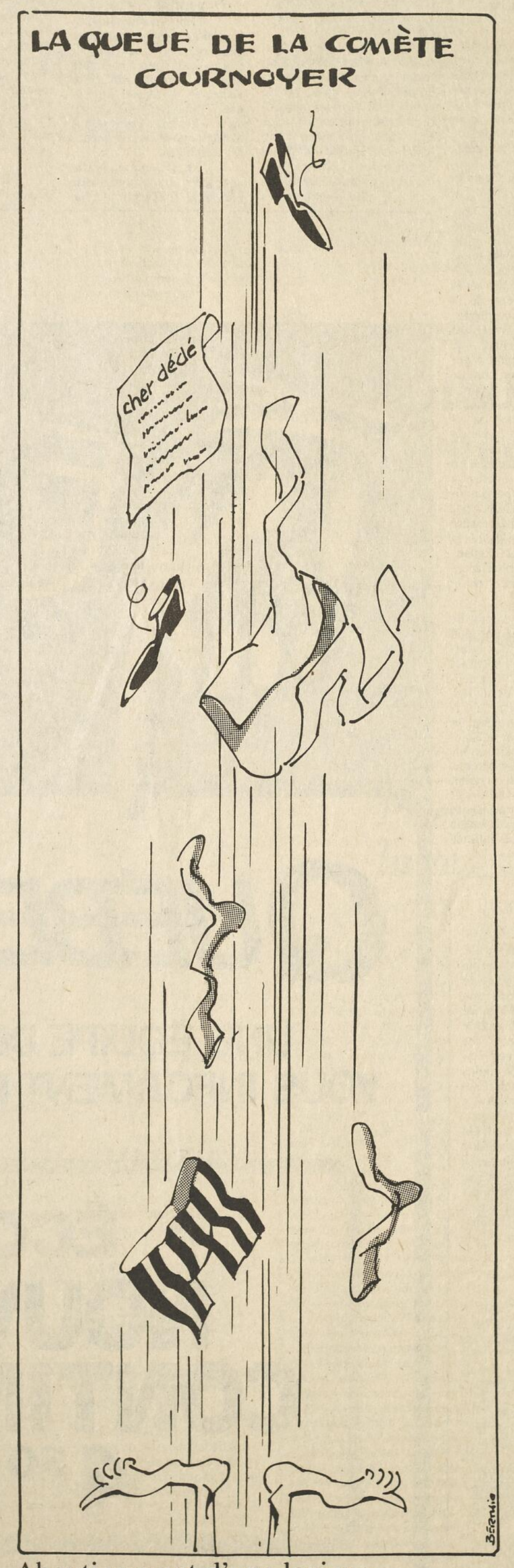
Un tel incident n'est pas le fait du hasard; malgré les professions de foi des officiels, la violence systématique est non seulement tolérée mais encouragée. Lorsqu'il fut appelé à témoigner en Ontario devant la Commission royale d'enquête sur la violence dans le hockey mineur, le président Clarence Campbell avait déclaré à un commissaire incrédule: "La violence dans la LNH est une soupape de sécurité; si nous prenions des mesures pour l'étouffer complètement, les blessures seraient beaucoup plus graves". Et M. Campbell de retourner tranquillement dans ses bureaux de la Sun Life compter l'argent que cette violence fait entrer dans les coffres de la Ligue. Pendant ce temps, les joueurs juniors continuent joyeusement à s'entretuer pour pouvoir faire le saut dans le hockey professionnel, les commentateurs continuent à déclarer que la tentative d'assassinat du joueur X à l'endroit du joueur Y, a constitué le point tournant du match et donné une nouvelle vigueur à son équipe et les amateurs de lutte ou de boxe maquillés en spectateurs de hockey continuent à satisfaire leur soif de sang par personnes interposées. Si la LNH pense que la violence telle qu'elle est partiquée actuellement fait partie du sport, qu'elle le dise et qu'elle cesse de faire semblant de la réprouver en distribuant des amendes et des suspensions qui ne font peut à personne. Si, elle y est opposée, qu'elle prenne les mesures nécessaires en banissant pour toute une saison ou pour la vie ceux qui se laissent aller à des excès.

G. C.

vous avez la parole

LE JOUR est votre journal. Écrivez-nous sur tous les sujets qui vous intéressent. À la machine à écrire de préférence. De cent à deux cents mots (1 à 2 pages). Pas plus. Histoire de donner une chance à tout le monde. Merci. Adressez vos lettres: Vous avez la parole, Journal LE JOUR, 387 boul. Lebeau, Montréal 379.

Les manuscrits ne seront pas rendus.



Aboutissement d'une logique

On peut reprocher à M. Claude Ryan de se prendre pour le pape. On doit admettre cependant qu'il est logique. Sa récente prise de position suite à l'affaire Laplante est l'aboutissement logique d'une décision dictée uniquement par des considérations commerciales. Les péquistes sont en maudit parce que M. Ryan range sa personne et son journal dans le camp des fédéralistes. Fort bien. Mais le directeur du Devoir n'a pas le choix. Il n'y a pas de place pour deux quotidiens à philosophie indépendantiste au Québec. Si Ryan s'était aligné sur Le Jour, ça devenait Rose ou Carthage. En se rangeant du côté des fédés, le directeur du Devoir sauve probablement la peau de son journal. Et pour ce faire, il doit être dur pour ses journalistes qui ont le goût du Jour, philosophie ou cogestion.

Claude Rompré
Grand'Mère

vous avez la parole

Le bilinguisme accomodé à la mode technocrate

Une des nombreuses ententes entre Ottawa et Québec prévoit l'utilisation de fonds provenant du fédéral en vue d'offrir des cours aux gens déjà sur le marché du travail. Les maisons d'enseignement offrant des cours dont le but est d'améliorer les connaissances professionnelles peuvent, selon l'entente, s'adresser à la Commission de Formation Professionnelle (CFP) Celle-ci, ayant étudié la demande, décide si elle doit verser ou non les honoraires du professeur.

En 1973, le Collège de la Gaspésie donnait un cours de français langue-seconde à un groupe d'anglophones désireux d'approfondir leurs connaissances en français. La C.F.P. consentit à ce qu'on donne le cours et une somme fut accordée au collège afin de lui permettre d'engager un professeur.

Cette année, malgré la venue du bill 22, une demande semblable a été refusée: la C.F.P. affirme que les cours de langues sont maintenant d'ordre culturel et non professionnel.

Comment peut-on prétendre qu'un cours est culturel lorsque ses éléments sont la grammaire, le vocabulaire et la phonétique. Comment peut-on encore prétendre que ce cours est non-professionnel alors que les personnes s'inscrivant au cours sont des ingénieurs, des professeurs, des commis, etc...

Enfin, pourquoi une politique établie en 1973 peut-elle être ignorée, voir même rejetée en 1974?

On nous montre continuellement à l'écran des politiciens incitant la population à devenir bilingue. Des millions sont dépensés afin de mettre au point une méthode d'enseignement du français et de définir le véritable problème linguistique au Canada. Et, pendant ce temps, alors que des groupes indiquent leur désir d'apprendre la langue seconde, des fonctionnaires s'amusent encore à définir les mots "culturel" et "professionnel".

Intéressés à promouvoir le bilinguisme au Québec, nous sommes écoeurés des promesses qu'on nous profilèrent pour ensuite nous retrouver à la merci de bureaucrates à la solde du gouvernement.

Le temps est venu que politiciens et administrateurs s'entendent pour répondre aux besoins de la population. Quand on aura décidé de se mettre au même diapason, un grand obstacle aura été franchi.

Gary A. Braind
Services pédagogiques
Collège de la Gaspésie
Gaspé

Québec n'est pas seul avec ses problèmes

Les problèmes de l'industrie de la construction font la manchette des journaux du Québec depuis quelque temps. Lors des auditions de la Commission Cliche, deux propriétaires de gros chantiers, en l'occurence, la QCM et L'Alcan ont affirmé que les manigances des unions ont causé des difficultés entraînant des hausses de coûts très considérables.

Le Québec n'a pas l'exclusivité de ces problèmes. Voyons à ce propos ce que les syndicats de la région d'Atlanta (USA) proposent aux employeurs pour parer à la baisse dans la construction, baisse causée principalement par l'inflation.

— Pas d'arrêts de travail causés par des grèves, lock-outs ou griefs illégaux.
— Pas de ralentissements ou d'arrêts sous prétexte de n'installer que des choses fabriquées par des employés appartenant au même syndicat.
— La garantie que l'employeur obtiendra 8 heures de travail contre le paiement de 8 heures en salaire.
— Pas de pauses-café en masse ni de cantines mobiles sur les chantiers.
— Pas de pratiques visant à restreindre la production.
— Pas de délégués de chantier qui ne travaillent pas.
— L'employeur conserve le droit de refuser toute demande d'emploi faite par un postulant envoyé par le bureau de placement de l'union.

(Source: Construction Methods & Equipment, Vol. 56, no 10, Octobre 1974, page 45.)

Jean Hudon
Montréal

La régularité des chroniques dans LE JOUR

En tant que lecteur assidu du "Jour" depuis le début, permettez-moi de vous soumettre quelques commentaires sur vos pages "Vie et Culture".

Le lecteur s'attend, particulièrement le samedi, à lire des commentaires sur les films à l'affiche, les pièces de théâtre, les concerts, la télévision, les disques (classiques et autres), les livres etc... Pourtant, chaque semaine, on note l'absence de chroniques sur l'un ou plusieurs de ces sujets. D'un samedi à l'autre, le lecteur ne sait vraiment pas ce qu'il retrouvera dans son journal. Cela ne fait pas très sérieux. Le contenu des articles n'est pas en cause. C'est essentiellement le manque de régularité des chroniques qui agace. Il ne semble pourtant pas vous manquer de bons collaborateurs. Messieurs Tadros, Pontaut, Dostie, Poulin et quelques autres signent la plupart du temps des papiers intéressants.

La saison venant tout juste de s'ouvrir, j'espère qu'on pourra lire dans vos pages, au rythme des premières, des comptes rendus solides des principaux spectacles qui prennent l'affiche à Montréal... Montréal n'est tout de même pas New York et le rôle d'un grand quotidien est après tout de suivre l'actualité de très près. Même l'actualité artistique. À propos, on attend toujours la critique de "Un tramway nommé désir". Il est vrai que la première n'avait lieu que le 10 septembre.

Le but de mes commentaires n'est pas de démolir LE JOUR. Au contraire. Je voudrais tout simplement que LE JOUR soit vraiment ce qu'il prétend être: un bon journal d'information sur tous les sujets, y compris celui de la culture en général.

Ah oui, j'oubliais. D'après ma propre expérience et celles de plusieurs de mes amis, la distribution du journal. Et ces boîtes! C'est à croire qu'il s'agit de sabotage. En tous cas, il faut y voir au plus vite. Il est grand temps que LE JOUR reparte en grande.

François Côté
Montréal

L'enseignement de l'histoire

De plus en plus, dans les journaux, la radio ou la télévision, on parle de l'enseignement de l'histoire dans les écoles. C'est assez décevant de prendre connaissance qu'environ 70% des étudiants ne sont pas ou très peu renseignés sur leur propre histoire.

L'histoire, au niveau secondaire ou collégial, serait-elle prise pour du temps perdu, si l'on considère qu'un grand nombre d'étudiants suivent ce cours tout simplement parce que c'est un cours facile et qui remplit bien un horaire? alors qu'on voit bien des étudiants se coller des Québec sur leur blue-jeans, sans savoir pourquoi. Si vous leur demandez de situer les Québec sur une carte, il arrive qu'ils le situent en Amérique du Sud. Inévitablement, on se pose des questions.

Car s'il vit dans son pays, c'est-à-dire "son Québec", il est muni d'une immense fierté. Mais sait-il pourquoi? Certainement pas parce qu'il mange des bons hamburgers chez A & W.

Chantal Joly
Blainville

le fond des choses

Un mythe en train de se dégonfler

L'électeur montréalais ne vote pas Trudeau à Ottawa, Lévesque à Québec et Drapeau à Montréal

par Pierre Drouilly

L'enchevêtrement inextricable des diverses cartes électorales, provinciale, fédérale, municipale, scolaire, sur un même territoire, rend à peu près impossible toute comparaison entre les résultats d'une élection à un niveau de gouvernement avec ceux d'une élection à un autre niveau. Les réformes successives d'une même carte électorale interdisent même souvent les comparaisons dans le temps pour un même niveau de gouvernement.

En ce qui concerne les résultats de l'élection provinciale de l'an dernier, ce problème de transposition des résultats sur une autre carte électorale est maintenant résoluble grâce à la mise sur pied d'un fichier contenant les renseignements électoraux pour des unités suffisamment petites et suffisamment nombreuses. Il suffit alors de regrouper différemment ces unités, grâce à un système de codage approprié, pour reconstituer les résultats suivant une autre carte électorale que celle des élections provinciales.

C'est ce que j'ai fait pour la carte électorale municipale de la Ville de Montréal. Les résultats obtenus sont présentés ici: ils ont une marge d'erreur de deux ou trois pourcent au maximum.

Le tableau 1 fournit, pour les dix-neuf quartiers électoraux de Montréal, les résultats de l'élection d'octobre 1973; le tableau 2 fournit ces mêmes résultats en pourcentages, tandis que le tableau 3 fournit la composition linguistique des quartiers selon les données du Rencensement du Canada de 1971 (langue maternelle).

Des résultats pas de prévisions

On remarque, à la lecture de ces chiffres, que le Parti Québécois est majoritaire dans quatre quartiers (Maisonneuve, Mercier, Rivière-des-Prairies et Saint-Jacques), qui correspondent en tout ou en partie aux comtés provinciaux de Maisonneuve, Bourget, Lafontaine et Saint-Jacques. Avec 38.1% du vote, le PQ obtient environ 20% des sièges, ce qui tendrait à prouver que la carte électorale de Montréal comporte moins d'anomalies que la carte électorale provinciale.

On remarque aussi que pour l'ensemble de la ville de Montréal, le Parti Québécois, avec ses 38.1% des voix, est majoritaire chez les francophones qui ne représentent que 67.1% de la population: l'écart entre le vote libéral et le vote péquiste n'est que de 94,655 voix sur un total de 535,677 votes valides.

Il convient cependant de souligner qu'on ne peut tirer de ces données électorales, aucune prévision pour la prochaine élection municipale. En effet rien n'autorise à penser que le comportement des électeurs au municipal se modèle sur leur comportement aux élections provinciales.

L'intérêt des données inédites ici présentées sera, après l'élection municipale du 10 novembre, de pouvoir justement étudier cette question en se basant, pour une fois, non pas sur des impressions, mais sur des faits.

Lorsqu'un travail analogue de transposition aura été fait sur la carte électorale fédérale, on verra peut-être se résoudre cette apparente énigme du vote québécois aux trois niveaux de gouvernement. Nous pourrons alors peut-être dégonfler ce mythe absurde qui prétend que les électeurs québécois poussent l'incohérence politique jusqu'à voter Trudeau à Ottawa, Lévesque à Québec et Drapeau à Montréal.

Nous pourrons alors peut-être faire voir que Trudeau, Bourassa et Drapeau ont les mêmes appuis électoraux, et que ce sont ceux d'un conservatisme social qui représente actuellement environ un million et demi de voix à travers le Québec.

L'identification et la connaissance intime de ce bloc massif, véritable masse d'inertie de la société québécoise, nous évitera peut-être à l'avenir de rêver en couleurs à la veille de chaque élection.

Tableau 1

Transposition du vote provincial du 30/30/73 sur la carte électorale de la Ville de Montréal (résultats bruts)

Quartier	Parti Libéral	Parti Québécois	Autres	Élect. inscrits	Majort.
Ahuntsic	15647	14699	1389	37511	948
Côte des Neiges	18413	6752	889	37085	11661
L'Acadie	16282	10351	1157	33162	5931
Maisonneuve	13559	16066	2477	43652	2507
Marie-Victorin	19901	15757	2070	46434	4144
Mercier	17870	18497	2660	47603	627
N-Dde-Grâce	27510	3566	1569	43592	23944
Papineau	15286	15164	2428	46110	122
R.-des-Prairies	2248	2860	440	6892	612
Rosemont	14837	13027	1733	38165	1810
Sainte-Anne	8110	4691	2367	23767	3419
Saint-Edouard	16379	14412	2053	43539	1967
Saint-Henri	16331	12683	2351	41354	3648
Saint-Jacques	11490	12714	1788	37013	1224
Saint-Louis	14832	9381	1653	41172	5451
Saint-Michel	17241	12172	1812	40966	5069
Saraguay	6471	3097	245	12834	3374
Snowdon	23747	3708	923	37960	20039
Villeray	22751	14653	1977	50772	8098
Montréal	298905	204250	31981	709583	94655

Tableau 2

Transposition du vote provincial du 30/10/73 pour la carte électorale de la Ville de Montréal (pourcentages)

Quartier	Parti Libéral	Parti Québécois	Autres	Part.
Ahuntsic	49.3	46.3	4.3	85.8
Côte-des-Neiges	70.7	25.9	3.3	72.4
L'Acadie	58.6	37.2	4.2	85.2
Maisonnauve	42.2	50.0	7.7	75.7
Marie-Victorin	52.5	41.5	5.4	83.1
Mercier	45.8	47.4	6.8	83.6
Notre-Dame-de-Grâce	84.3	10.9	4.8	76.2
Papineau	46.5	46.1	7.3	73.3
R-des-Prairies	40.5	51.6	7.9	81.5
Rosemont	49.8	43.7	5.8	79.7
Sainte-Anne	53.4	30.9	15.6	65.6
Saint-Edouard	49.8	43.8	6.2	77.3
Saint-Henri	52.1	40.4	7.5	77.4
Saint-Jacques	44.2	48.9	6.9	72.2
Saint-Louis	57.3	36.3	6.5	65.2
Saint-Michel	55.2	39.0	5.7	77.7
Saraguay	65.9	31.5	2.5	78.3
Snowdon	83.7	13.1	3.2	76.4
Villeray	57.7	37.2	5.0	79.5
Montréal	55.8	38.1	5.9	77.2

Tableau 3

Composition linguistique des quartiers de la Ville de Montréal au Recensement de 1971

Quartier	Francophones	Anglophones	Autres
Ahuntsic	81.8	4.3	13.9
Côte-des-Neiges	40.0	38.2	21.8
L'Acadie	67.6	9.8	22.5
Maisonneuve	92.7	4.9	2.4
Marie-Victorin	79.3	9.5	11.2
Mercier	86.9	7.1	6.0
Notre-Dame-de-Grâce	20.3	61.5	18.3
Papineau	93.7	3.3	3.0
Rivière-des-Prairies	94.7	2.1	3.2
Rosemont	85.6	7.5	6.9
Sainte-Anne	62.0	28.9	9.1
Saint-Edouard	73.5	4.0	22.5
Saint-Henri	73.1	12.8	14.1
Saint-Jacques	94.6	2.8	2.7
Saint-Louis	48.0	13.8	38.2
Saint-Michel	63.8	6.0	30.2
Saraguay	65.8	26.0	8.2
Snowdon	26.3	44.3	29.4
Villeray	56.3	9.4	34.2
Montréal	67.1	15.2	17.7

L'ICEA lance le débat

il faut démocratiser RADIO ✿ QUÉBEC!

1- La problématique

Il devient impératif de formuler une alternative face à la dégradation de la télévision de masse. C'est en ce sens que l'arrivée d'une télévision éducative à circuit ouvert au Québec prend toute son importance. Cela va toutefois nécessiter de changer le mode actuel de diffusion de masse autoritaire et centralisé, et de substituer à la transmission de la culture officielle, la promotion des ressources socio-culturelles des différents milieux.

Or, l'ICEA considère qu'il y a présentement un danger sérieux de voir Radio-Québec suivre, par esprit de concurrence, le modèle prédominant de télévision de masse insistant davantage sur la passivité que sur l'émancipation créatrice des populations visées. Pour refuser d'être, à l'instar de la télévision commerciale publique ou privée, une vaste machine à rêves, école de soumission des individus isolés dans leur domicile, Radio-Québec doit relever le défi et faire de la télévision un instrument d'éducation populaire.

L'ICEA et tous les organismes qui l'ont appuyé ont déjà essuyé le refus du CRTC de s'engager dans la recherche d'une telle alternative pour l'ouverture d'un troisième poste de télévision à circuit ouvert dont la création se justifiait à la condition de lui donner une orientation communautaire et régionale plus près des milieux de vie.

Bien que Radio-Québec continue encore d'opérer en vase clos, nous persistons à croire que les orientations actuelles privilégiées par Radio-Québec ne sont pas irréversibles.

Aussi, avons-nous résolu de prendre l'initiative d'amorcer un débat sur la question, de soumettre publiquement notre analyse systématique du programme Radio-Québec, nos vues sur l'orientation d'une véritable télévision éducative et nos propositions concrètes de modification du projet actuel de l'ORTQ.

11- Analyse critique du plan triennal

A- La clientèle

Le plan triennal actuel de Radio-Québec est inacceptable à plusieurs égards: Radio-Québec, à notre avis, réduit son public-cible à une masse homogène; il définit son auditoire selon le plus bas commun dénominateur. Il n'est jamais question de rejoindre les différents collectifs.

B- Les besoins

Les concepteurs du projet de Radio-Québec constatent avec justesse que la télévision au pays reflète avant tout les intérêts de l'État central et d'entreprises commerciales, mais plutôt que de proposer un renouvellement du rôle social et éducatif de la télévision, ils projettent de changer tout simplement ce contrôle de main.

C'est ainsi qu'à Radio-Québec le choix des moyens a précédé le choix des objectifs.

C- Les objectifs

Certes, on ne saurait être en désaccord en prenant un à un les objectifs formulés par Radio-Québec: "augmenter les liens de communication, l'éducation générale et civique, l'insertion dans la société et l'intérêt pour les connaissances de base et pour la culture". Si ce n'est que ces objectifs officiels s'inserent dans une optique étroite de diffusion et d'uniformisation culturelles.

Toutefois, le principal objectif à poursuivre, selon l'ICEA, serait plutôt de renouveler la fonction de la télévision, de créer une structure qui permette aux besoins ressentis de s'exprimer. Radio-Québec, au contraire, a opté pour un modèle de réseau centralisé et unidirectionnel qui va nécessairement tendre à l'intégration sociale niant ainsi aux diverses communautés de base leurs droits à une formation reliée à leurs besoins individuels et collectifs et à l'expression de leur modèle culturel propre. C'est ainsi que Radio-Québec entend produire des émissions à partir d'un centre unique de production: Montréal. De même, l'ORTQ propose que la programmation soit élaborée par un comité nommé par la direction; on n'a prévu aucun mécanisme précis de participation du public à l'élaboration du contenu des émissions, ni d'implication au processus de production. Pas une fois dans le plan triennal le mot "participation" a été utilisé.

111 Une alternative

A- La télévision de masse, pour devenir éducative doit d'abord être démocratisée.

Radio-Québec peut et doit devenir un instrument de développement et de culture populaire à la condition, cependant, que le moyen lui-même se démocratise. Radio-Québec doit respecter le principe élémentaire d'éducation: celui de partir des besoins et aspirations des populations, de se greffer sur l'action. Il s'agit en somme de donner aux collectivités des systèmes d'intercommunication et des moyens de formation reliés à la vie de ces milieux et accessibles à leur langage. Il n'est pas suffisant de démocratiser l'accès aux ondes; il faut aussi démocratiser le contenu et l'acte même d'apprentissage. Radio-Québec voulait porter la culture "cultivée" à domicile; nous pensons qu'il faut plutôt, dans une conception dynamique de l'éducation, permettre aux collectifs de s'autoformer, d'exploiter leurs énergies créatrices, de développer un processus d'apprentissage relié à leur situation concrète.

B- Cela exige de renouveler le rôle des professionnels, reformuler les exigences de qualité.

L'ICEA n'entend pas par là nier le rôle essentiel des professionnels, ni négliger les standards de qualité caractérisant la télévision de masse. Il y a là un véritable défi: celui d'introduire dans la télévision de circuit ouvert cette tradition d'auto-formation et d'expression des milieux. Pour opérer ce transfert, le rôle des professionnels est essentiel. Qui d'autre détient le pouvoir de faciliter aux citoyens ordinaires l'accession à l'expression, la familiarisation avec les outils complexes de l'électronique et du langage télé-visuel? Se mettre au service de la culture populaire ne requiert pas que Radio-Québec abandonne la part essentielle des artisans; cela exige, au contraire, d'amener ces professionnels à faire naître de nouvelles esthétiques, de nouveaux développements techniques.

1V- Les moyens pour y arriver.

A- La régionalisation de la production

La démocratisation de Radio-Québec emprunte d'abord la voie de la régionalisation, c'est-à-dire de l'implantation de centres de production régionaux. Certes, Radio-Québec prétend que l'hypothèse régionalisation est prohibitive vu le coût élevé d'implantation et de fonctionnement. De là, les promoteurs du plan triennal passent à la proposition de construire à Montréal un super-centre de production ultra-moderne, et de désservir les régions via deux unités mobiles. Cette hypothèse autoritaire, faisant tout émaner de la métropole, nous impose une technique standardisée à partir des normes les plus traditionnelles. Or, il y a maintenant une nouvelle génération intermédiaire d'équipement électronique d'une qualité "brodcast diffusable" qui nous permet d'entrevoir l'installation de centres de production régionaux à des coûts acceptables, c'est-à-dire environ $250,000 dollars. Ce que l'ICEA propose, par conséquent, ce n'est pas que Radio-Québec renonce à doter son réseau d'un centre de haut standard qui pourrait se situer, comme on le propose, à Montréal, et assurer la présence des Québécois à la fine pointe de la technologie télévisuelle, mais plutôt que l'on joigne à ce réseau une série de petits centres de production appartenant à une technologie médiane et qui, en plus de permettre la participation des citoyens, auront l'avantage de faire également du Québec un pionnier de la communication télévisuelle véritable au sein des populations.

B- La participation des collectivités à la programmation et à la gestion

La programmation n'abordera des sujets axés sur les préoccupations des différents milieux de vie et elle n'établira une communication continue entre les centres de décision régionaux et les citoyens que si ceux-ci, au niveau de chaque région, participent réellement à son élaboration. Aussi l'ICEA propose-t-il, dans chacune des régions, la mise en place d'un conseil d'administration responsable de la gestion du centre de production, de l'élaboration de la programmation et des objectifs à poursuivre pour ce centre. Ce conseil d'administration serait composé de représentants des groupes sociaux constitutifs de la collectivité régionale. Les comités régionaux de programmation opérationnaliseraient d'avantage les orientations de programmation définies par ce conseil. Les situations particulières de Montréal et de Québec demandent évidemment une approche différente que l'ICEA énonce dans son document de base.

Conclusion

En somme ce que l'ICEA attend de Radio-Québec c'est que celui-ci se fixe comme objectif de développer un langage audio-visuel propre aux Québécois et accessible à tous, et avant tout, de revitaliser la culture populaire. Cet objectif proprement éducatif vise à une réelle démocratisation des processus d'apprentissage et d'auto-formation. La survie même de Radio-Québec reposera sur son originalité qui, misant sur la créativité des populations, offrirait autre chose que l'abrutissement et l'ennui trop caractéristiques de la télévision de masse actuelle.

Octobre 1974
L'Institut Canadien d'éducation des adultes,
506 est, rue Sainte-Catherine,
Suite 800,
Montréal H2L 2C7. Tél. 842-2766

opinions

La dépendance idéologique et l'assimilation

par Jacques Poisson

Sous la rubrique *Les mots et les causes* (12 octobre), M. Jean Marcel écrivait:

"On peut ainsi affirmer qu'un peuple convaincu de l'inutilité de sa langue est déjà, en puissance, assimilé. Comme cette conviction ne lui est pas venue toute seule et que c'est l'idéologie dominante qui la lui a dictée, il suffit que le *diffuseur* (et la structure politique qui lui donne existence) disparaisse pour que la situation ait encore quelque chance d'être redressée."

Les indépendantistes qui ont lu ces lignes s'interrogeront avec angoisse sur l'identité précise du "diffuseur", par exemple, et sur la nature de l'idéologie diffusée. Leurs principes politiques n'excluent-ils pas l'assimilation? Certes, mais les choses ne sont pas aussi simples, car bon nombre ne savent plus percevoir le phénomène de l'assimilation, inaptitude qui, à la longue, vide l'idéal indépendantiste de sa cohérence. Malheureusement, le pouvoir idéologique à la source de cette incapacité ne peut faire l'objet d'une analyse commune, car c'est un sujet tabou. Alors, comment sortir de l'impasse et renouer avec la résistance à l'assimilation? Voilà précisement le noeud de la questionnationaleet la pierre de touche de l'indépendantisme.

Bref, un tabou empêche le nationalisme actuel de se définir et de prendre position contre la *dépendance idéologique*.

Pour démêler l'écheveau des contradictions qui en découlent, il faudra d'abord établir par quels cheminements les diverses formations indépendantistes, de l'Alliance laurentienne au Parti québécois, en sont venues à reléguer au second plan le combat culturel.

L'indépendance, tout compte fait, ne correspond-elle pas à "une certaine idée" du Québec? Or, en vertu de quelle loi d'exception cette idée pourrait-elle survivre à la débandade culturelle, qui fatalement serait aussi idéologique? Là encore on discerne la tendance à compartimenter, comme si la culture et les idées collectives pouvaient vivre séparément.

Mais précisons tout de suite qu'un isolationnisme culturel qui ferait pendant à l'isolationnisme linguistique du joual serait ridicule et appauvrissant. En fait, il s'agit de trouver une voie de salut et de santé entre l'autonomie intellectuelle idéale et la dépendance idéologique que nous subissons actuellement. Et pour comprendre, par exemple, que l'adoption d'une pédagogie étrangère et assimilatrice entraine l'aliénation idéologique chez les jeunes, il faut avoir observé que le savoir et l'idéologie sont inextricablement liés dans toutes les matières que des maîtres peuvent enseigner à des élèves.

Enfin revenons à notre propos, c'est-à-dire au désarmement culturel du parti de l'indépendance.

Le nationalisme, en se radicalisant sur le plan politique, c'est-à-dire en passant du thème de l'autonomie provinciale à celui d'un État indépendant,aurait glissé vers des positions attentistes, équivoques et parcellaires sur les autres plans, dont le culturel et le social. Serait-ce que la revendication politique ne l'oppose qu'au Canada anglais, alors que les autres luttes d'émancipation le mettraient aux prises avec le "pouvoir anglo-saxon" en général, détenu principalement par les États-Unis?

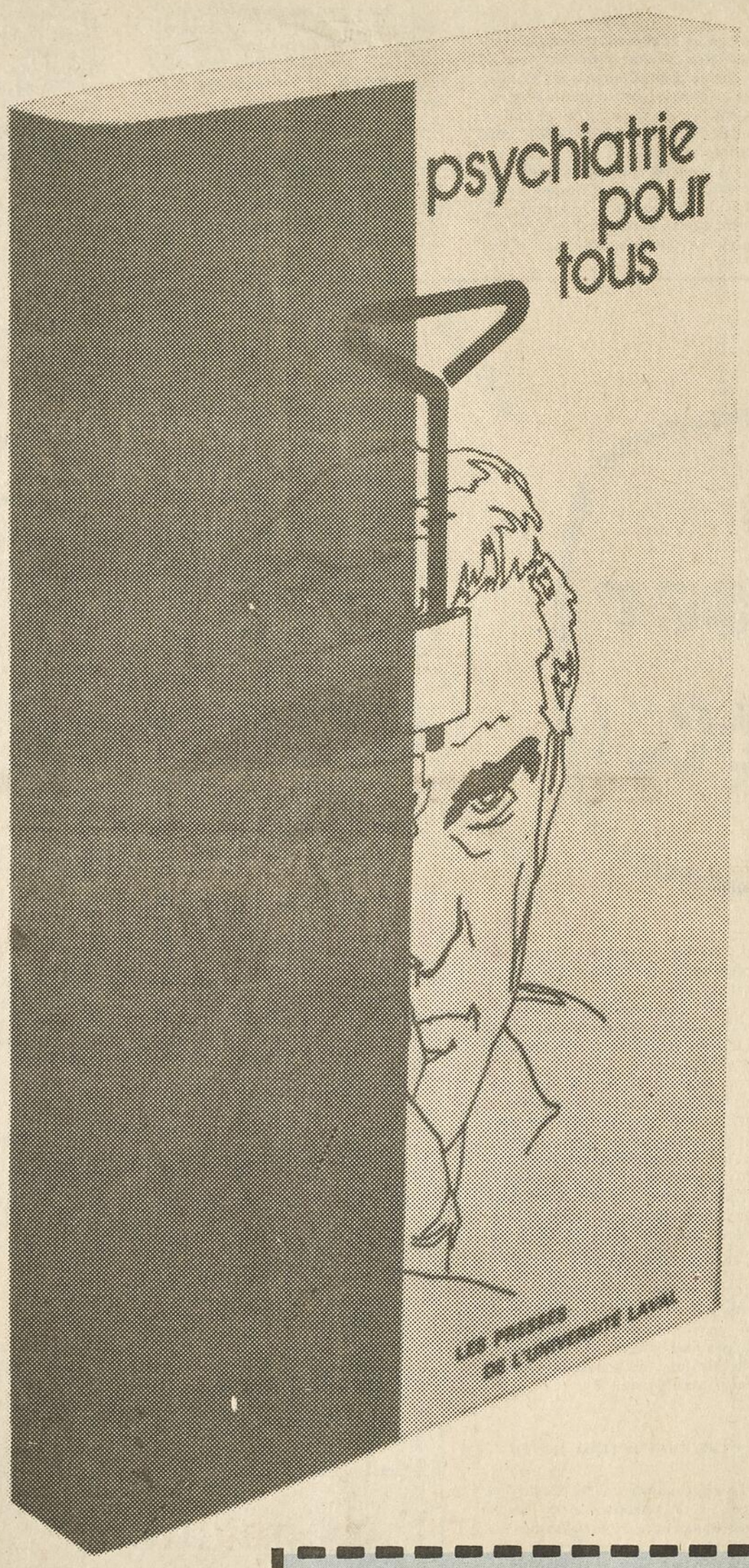
Ainsi l'indépendantisme québécois mènerait un combat anticolonialiste, au sens premier du terme, mais se garderait de poser le problème du néo-colonialisme auquel se rattache celui de l'assimilation abordé par M. Marcel.

Or, la spécialisation politique et antifédéraliste est particulièrement dangereuse dans la conjoncture présente, car elle coïncide avec le déferlement de l'américanisme sur la jeunesse aux études. Elle ne pouvait donc être moins stratégique, s'il est vrai qu'une régression culturelle est incompatible avec le progrès politique et social.

Faudrait-il gravir sur les béquilles de l'inculture (et de l'incivisme allant de pair) les raidillons qui mènent à l'indépendance? Que nous réservent alors les hauts plateaux de la liberté?

AUX PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL

psychiatrie pour tous



Un guide pratique destiné, non aux spécialistes, mais aux médecins de famille, aux gardes-malades, aux éducateurs, aux assistants sociaux ainsi qu'au grand public, où chacun puisera des informations précieuses sur les nombreuses applications de la psychiatrie moderne.

En une série d'articles simples, clairs et précis, un groupe de professeurs examinent les problèmes types les plus fréquents en matière de psychiatrie: névroses; psychothérapie; psychiatrie de l'enfant, de l'adolescent, du couple, du vieillard; insomnie; obésité; épilepsie; alcoolisme et toxicomanies; tendances suicidaires...

Un volume de 366 pages, format 16,5 x 19 cm, $5.00.

BON DE COMMANDE

Veuillez m'envoyer _____exemplaire(s) de PSYCHIATRIE POUR TOUS — L'exemplaire $5.00.

Paiement ci-joint ☐ A facturer ☐

Nom _____

Adresse _____

_____

LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL
C.P. 2447, Québec G1K 7R4

Jean Drapeau répond aux questions du JOUR

"Mon style à moi, c'est d'être franc et direct"

par Evelyn Dumas

Il était devenu légendaire que le maire de Montréal, Jean Drapeau, réduisait au minimum ses contacts avec la presse écrite. Si mes souvenirs sont bons, sa dernière grande entrevue avec un quotidien de Montréal (anglophone) remonte à novembre 1970. Mais depuis vendredi, le maire a juré de ne pas refuser aucune demande d'entrevue, et il s'est prêté de bonne grâce à celle du JOUR. D'ailleurs samedi, jour où il nous a accordé un entretien d'une heure, il y avait un flot ininterrompu de journalistes à ses bureaux de l'Hôtel de Ville. Le maire peut bien se permettre pendant 15 jours, sur quatre ans, d'être aussi un chef de parti qui cherche à se faire réélire.

La transcription de ses propos que l'on trouvera ci-dessous n'est pas intégrale — l'espace dont dispose un journal n'est pas illimité — mais elle est strictement fidèle, en ce sens que la forme des phrases n'a pas été modifiée. Il n'est pas ininterressant de comparer la manière dont le maire parle de ses réalisations, et celle dont il aborde la question des contrats sans soumissions publiques. Le discours ne se déroule pas de la même façon.

On notera dans cet interview dépourvu de surprises (les propos neufs, sur le Village olympique, sont rapportés à la page 1), que le maire tient à affirmer comme ayant été d'abord les siens quelques-uns des principaux thèmes de ses adversaires: la qualité de la vie, la qualité du logement, notamment. On songe à Robert Bourassa se déclarant social-démocrate.

On notera aussi que le maire ne manque pas de rappeler que la Ville de Montréal est soumise aux gouvernements dits supérieurs: Québec, Ottawa. Il le rappelle tant au sujet des problèmes de logement que de ses projets de contrôler plus efficacement les démolitions. Mais il le rappelle aussi quand on fait état de doutes quant à certains contrats consentis au moment de l'Expo 67.

À un autre niveau, Jean Drapeau associe les hauts fonctionnaires de la Ville aux destinées de son administration: il nous faudrait leur collaboration pour être "croches", dit-il, et ceux qui attaquent notre honnêteté attaquent aussi la leur.

À propos de l'installation d'un magnétophone, la conversation s'est engagée sur le sujet des déformations professionnelles. Pressé de dire quel était la déformation professionnelle d'un maire de Montréal, M. Drapeau a rétorqué que dans le cas des hommes publics, il faut parler de style plutôt que de déformation professionnelle. Voici son style.

Dans la vie publique, il y a surtout une question de style. Chacun a le sien. Il plaît ou il ne plaît pas. Ce qui compte, peut-être, c'est d'être sûr que le style ne paralyse pas l'action.

Q—Votre style, à vous, c'est quoi?

R—Vous le connaissez mieux que moi.

Q—Moi j'en ai ma perception, mais j'aimerais connaître la vôtre.

R—La distinction vaut la peine. Mon style c'est — et on dira dans certains milieux que c'est juste le contraire, comme quoi vous pouvez voir que c'est une question de perception — mon style c'est d'être peut-être trop franc et direct. C'est de ne pas chercher d'abord à plaire. Mon style à moi, c'est de m'attacher à des idées dans la mesure où elles débouchent sur l'action. Je ne cultive pas les idées pour le plaisir de les collectionner. Je les cultive dans la mesure et pour la joie de les transformer en action. Ça serait peut-être ça la description de mon style, et j'ajouterais que, contrairement à ce qu'on a dit autrefois — j'ai passé pour un idéaliste, un rêveur — je suis extrêmement pratique, et si j'ai la tête dans les nuages aux yeux de certains, j'ai quand même les deux pieds sur la terre. J'ai de l'enthousiasme, j'ai de l'idéal, c'est vrai; je ne suis pas le seul, c'est la règle d'avoir de l'idéal. Je me suis découvert attaché à ma ville, à ma province, à mon pays. Spontanément, j'ai tenté de mettre au service de mes concitoyens ma personnalité, mon esprit de travail (parce que je travaille beaucoup); j'ai cherché à agir dans le domaine où les circonstances m'ont conduit.



Photo Antoine Désilets

Bilan de 20 ans de politique municipale

Quand je suis entré en 1954, l'oeuvre qu'il y avait à poursuivre à ce moment-là, l'oeuvre d'urgence et qui conditionnait toute autre action, c'était l'oeuvre du bon ordre (pas au sens policier, même si c'était par la police que ça se faisait), c'était de changer complètement le climat dans lequel toute autre action aurait eu à se poursuivre. Il y avait à ce moment-là un désir évident dans toute la population de considérer comme problème numéro un, un grand nettoyage dans l'Hôtel de Ville, au sens moral du mot, au sens spirituel du mot, et une revalorisation, une réhabilitation de la fonction publique. Je pense bien que, quelles que soient les divergences d'opinion en ce moment, c'est assez unanime que nous n'avons pas dévié de notre ligne de conduite, nous avons toujours tenu l'intégrité au sommet de nos préoccupations: l'intégrité dans l'administration publique, l'intégrité dans les divers services, incluant le service de la police. On pourra discuter sur les moyens, sur la valeur des moyens, sur la valeur des personnes, mais il n'y a pas eu, et c'est apparemment un record, pendant 20 ans, — 14 ans, parce que quand je suis sorti c'est revenu — pendant 14 années consécutives, il n'y a pas eu le moindre succès d'enregistré pour le rétablissement dans Montréal de l'organisation qu'on avait démantelée, et Montréal est maintenant considéré une ville close aux tractations louches. Ça ne veut pas dire qu'il ne se fait pas encore des actes illégaux; mais ce n'est plus ce que c'était autrefois, ça ne s'exerce pas suivant un système établi comme l'enquête Caron l'avait démontré.

Qualité de la vie

C'est ce qui nous avait fait entrer ici. Mais nous y sommes entrés en '60 non seulement pour mettre de l'ordre (supprimer la corruption et rétablir l'intégrité dans l'administration publique); ça c'était des moyens; nous sommes entrés en '60 en promettant d'améliorer la qualité de vie. À ce moment-là l'expression "qualité de vie" n'existait pas; c'était comme les mots environnement et pollution. Mais même si la terminologie a changé, nous sommes entrés ici en promettant la construction d'un métro (et nous l'avons réalisé, à la surprise générale). Ça contribuait à la qualité de vie. Ce ne serait venu à l'esprit de personne que le métro puisse contribuer à réduire la pollution; pourtant c'est le cas, on l'a vu au cours de la récente grève du métro: tous les postes d'observation de retombées polluantes ont donné des chiffres record comparés à ce qu'ils sont quand il y a le métro. Donc on s'est trouvés à améliorer la qualité de vie. Mais mettons que dans le public on n'attachait pas tellement d'importance à la qualité de vie, sous ce mot-là, ou à la pollution, sous ce mot-là, on savait bien par exemple qu'en améliorant le transport, les gens, au lieu de prendre une heure et demie pour se rendre au travail ou en revenir, s'ils pouvaient prendre 20, 25 minutes, ils seraient moins fatigués, la tension nerveuse serait moins grande. On savait bien qu'en améliorant les moyens de transport, on rendait service à l'être humain. Mais là où c'était peut-être plus évident à l'oeil nu qu'on voulait améliorer la qualité de vie, c'est que dans notre conception du métro on a rejeté dès le départ l'idée que ceux qui auraient à prendre le métro devraient être **condamnés** à prendre le métro. On l'a conçu de façon agréable, pour que l'ouvrier, l'homme d'affaires, le marchand, l'épouse qui va faire du magasinage, l'écolier, l'étudiant — que ceux qui voyagent dans le métro deux à quatre fois par jour n'aient pas l'impression qu'ils sont condamnés. Nous avons dit, dans la mesure où le métro sera agréable, non seulement rapide, silencieux et tout, mais agréable, les gens viendront et ne seront pas malheureux; ils ne prendront pas le métro seulement parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement. Et ça nous y avons tenu. Et nous avons conçu le réseau de façon à ce qu'il puisse relier les points fréquentés par les usagers, les générateurs de trafic passager. De sorte que même, actuellement, les gens vont au concert ou à l'opéra en métro, plutôt qu'en automobile. J'ai vu moi-même, un soir de première, des gens qui avaient le smoking et qui allaient en métro. Ça, ça fait partie de la qualité de vie.

Le premier été, en '61, on a construit 10 piscines publiques qu'on a inaugurées pour la Saint-Jean Baptiste. On s'était donné comme objectif que les quartiers ouvriers, les enfants qui jouaient dans la rue et qui avaient chaud, dans des secteurs où il n'y avait pratiquement pas de baignoires dans les maisons, c'était urgent. On est arrivé en novembre, il y avait des tas de choses à voir, malgré tout, les plans ont été faits, les crédits ont été votés, les piscines ont été construites, et entre le 20 et le 24 juin 10 piscines étaient ouvertes dans les secteurs où il y avait le plus de besoin: c'était également ajouter à la qualité de la vie. C'était venir en aide à une partie de la population qui était le plus dépourvue. La qualité de vie a toujours été, sous son nom ou sous un autre, la grande ligne directrice de notre pensée depuis le commencement jusqu'à la fin.

L'habitation, ç'a été la même chose. Et quand maintenant, à cause des moyens que l'on annonce qu'on prendre, on donne l'impression que l'habitation, on commence à s'en occuper, c'est faux. Si on ne s'en était pas occupé avant, on ne pourrait pas en être rendu à indiquer les moyens que nous allons prendre maintenant pour accélérer l'action. Et pourquoi nous les avons pas pris avant, ces moyens? C'est parce qu'il fallait faire des expériences antérieures, il fallait convaincre les autres gouvernements, il fallait amener des modifications aux lois.

L'habitation, c'est difficile

Q—Vous avez indiqué que vous attendiez beaucoup de l'entreprise privée, tant du point de vue de la restauration que du point de vue de la construction d'habitations à loyer modique. Quand le plan de la Petite Bourgogne a été présenté, il y a une dizaine d'années, il était prévu qu'il y aurait 1,500 unités d'habitation publiques, et 2,500 privées. Aujourd'hui je crois qu'il y a 1,150 unités publiques et 859 privées. Il semble que de ce côté-là les espoirs en l'entreprise privée ne se sont pas matérialisés.

R—Ça prouve précisément le point. C'est que nous avons fixé les objectifs, et ce n'est pas parce que nous avons ralenti, ça prouve tout simplement à quel point la solution au problème du logement est difficile. Que ce soit n'importe qui et dans n'importe quelle ville du Canada, le problème du logement n'est pas facile. On s'est fixé des objectifs, et on n'a pas pu atteindre les objectifs qu'on s'était fixés. La loi était nouvelle. La formule même de la Petite Bourgogne était nouvelle. Il avait fallu travailler très fort pour convaincre certaines autorités d'accepter le principe de la Petite Bourgogne. Dans le moment nous en arrivons, avec toutes ces expériences, à pouvoir formuler des moyens qui ne sont pas absolument nouveaux mais qui sont l'aboutissement des expériences qu'on a faites. Il n'y a pas de formule unique, il n'y a pas de solution unique pour répondre au problème de l'habitation. Il faut la restauration des bâtiments — et c'est parce que nous avons travaillé pendant des années à la restauration des vieux logements que nous pouvons affirmer maintenant que l'expérience est concluante, que nous sommes en mesure de convaincre les autres gouvernements (dont l'un c'est chose faite et l'autre ça viendra) qu'il ne faut pas tout détruire. C'est nous qui avons affirmé les premiers qu'il ne fallait pas tout détruire, qu'il ne fallait pas envisager le problème de l'habitation comme un problème de tout raser pour bâtir autre chose à la place. Ça n'appartient pas à d'autres, c'est à nous que ça appartient cette philosophie-là, que d'autres partagent — nous n'avons pas de droits d'auteur — mais nous tenons à affirmer qu'on ne nous enseigne rien et qu'on ne nous apprend rien quand on parle de ça. C'est l'administration du Parti civique qui depuis '60 s'est intéressée à la question. C'est l'administration du Parti civique qui a fondé le service de l'habitation. Si d'autres maintenant peuvent monter ça en épingle, c'est parce que nous avons fabriqué les épingles. Les 3,000 maisons qui ont été restaurées grâce à des crédits municipaux, c'est nous qui l'avons inventée cette formule-là — que vous ne trouvez nulle part ailleurs sur ce continent, et je ne suis pas sûr, que ça existe en Europe non plus, parce que là l'habitation n'est pas une responsabilité municipale.

Suite à la page 17

Devancez le long et rude hiver 1978.

Partez en beauté dans une robuste Renault 1975.



La gamme des nouvelles Renault 1975 est arrivée! Des voitures ayant une robustesse que vous apprécierez durant tous les prochains hivers (et bien des étés aussi).

En plus de leurs qualités de base propres à Renault—traction avant, confort total, économie de consommation, les nouvelles Renault 75 offrent des améliorations et des nouveautés qui en font des voitures solides, fiables et économiques à l'entretien.

Certaines améliorations sont visibles, comme les nouvelles teintes harmonisées avec les nouveaux intérieurs en similicuir ayant l'apparence et le grain du véritable cuir.

D'autres ne sont pas visibles: Ce sont toutes les améliorations techniques que nous avons apportées à nos Renault 12 et nos coupés 15 et 17, qui en rendent le fonctionnement plus sûr et plus durable dans toutes conditions, au point que l'inspection périodique n'est plus nécessaire que tous les 9,000 milles. Ce sont aussi les améliorations apportées pour protéger la carosserie contre les attaques de la rouille.

La Renault conserve sa réputation de sécurité et de confort en 75! Non seulement par ses sièges baquets enveloppants et inclinables mais aussi par sa traction avant qui vous assure une tenue de route et une sécurité parfaites en tout temps (surtout en hiver pour surmonter facilement les difficultés que peuvent causer la pluie, la neige ou la boue). Et cette année encore Renault vous offre en équipement standard ce que la plupart des autres marques vous vendent en option. Par exemple, 4 vitesses synchronisées, 4 portes, les pneus Michelin* à carcasse métallique, vitres arrière latérales descendantes, dégivreur de vitre arrière, chauffage à grande capacité, suspension à grand débattement pour vous assurer un confort maximum.

Les preuves sont faites! La Renault est non seulement la voiture la plus vendue en France mais est devenue en 1974 la plus populaire des importées dans les principaux pays producteurs d'automobile en Europe, comme la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Italie.

Venez voir les nouveaux modèles Renault 1975 chez l'un des concessionnaires Renault sans tarder. Votre seul problème sera de choisir entre la Renault 12, sedan ou station wagon, les coupés 15, les coupés sport 17, les Gordini dont le coupé 2+2 convertible à ouverture électrique équipé en plus d'un second toit rigide amovible.

La Renault 1975. Une voiture dont vous serez encore fier en 1978.

RENAULT

Faites l'essai des nouvelles Renault 1975. Maintenant.

*Uniroyal sur Renault 12 de base et 12L

de 9h à 15h



De 9h à 11h
MICHEL VINET
vit à l'heure de la femme



De 11h à 13h
GHISLAINE PARADIS et
ROBERT TOUPIN
en tête-à-tête . . .



De 13h à 15h
QUEBEC D'AUJOURD'HUI
avec MATTHIAS RIOUX
la tribune des Québécois, le droit de parole de tous les citoyens.

j'ai l'esprit olympique CKAC 73

l'économie régionale

La bataille pour l'occupation du "Royaume du Saguenay" -2-

Durant 50 ans, William Price et ses fils régnèrent sans véritable concurrence au Saguenay. Puis, soudainement, à la fin du dix-neuvième siècle, un gérant de banque se fit grand entrepreneur et se plaça du fait même en travers du chemin de l'illustre famille britannique.

Le fils d'Alfred Dubuc raconte l'affrontement qui changea le cours de la vie au Saguenay au début du siècle. Il fait le rapprochement avec Jules Brillant, l'homme fort du Bas Saint-Laurent. Il en ressort que l'échec de Dubuc tient pour une bonne part au fait qu'il s'est lancé dans la grande industrie. Les barons de la forêt surent faire chasse gardée sur la première industrie du Québec, l'industrie forestière.

Et William Price brisa Alfred Dubuc le grand entrepreneur forestier

CHICOUTIMI — Seul le légendaire Alfred Dubuc osa défier les descendants de William Price mais il fut acculé à la faillite. Il érigea tout un empire au Saguenay et refusa de le vendre; ce qui poussa ses puissants concurrents à lui briser les reins à la veille de la grande crise financière de 1929.

À Port-Alfred et à Chandler les grands moulins qu'il avait géré demeurent en opération; à Chicoutimi et à Val-Jalbert, les vieilles installations se tiennent encore debout. Actuellement, un comté provincial et un pont arborent fièrement son nom, et la ville de Port-Alfred conserve son prénom.

Alfred Dubuc fut l'un des plus grands entrepreneurs canadiens-français du début du siècle; il se heurta à des intérêts financiers anglo-saxons divergents.

"Il est arrivé à Chicoutimi en 1892; il avait vingt-et-un ans, raconte son fils Antoine. Il venait ici à titre de gérant de la première banque de la région, la Banque Nationale. Ses débuts ressemblent étrangement à ceux de Jules Brillant, le millionnaire du Bas-Saint-Laurent décédé il y a quelques années, rappelle-t-il. En effet, Jules Brillant débuta sa carrière à titre de gérant de banque dans le village de Val-Brillant dans le comté de Matapédia.

Val Jalbert

Quelque temps après l'arrivée de Dubuc au Saguenay, les frères Guay lui proposent une association qui mène à la création, dès 1898, de la Compagnie de pulpe de Chicoutimi. Sans perdre de temps, Dubuc s'associe à Damase Jalbert pour l'érection d'un autre moulin de pulpe tout près de l'embouchure de la rivière Ouiatchouane au Lac Saint-Jean, là où coule une forte chute d'eau. C'était construit solidement. Le célèbre village abandonné existe et il continue d'attirer les curieux.

En 1906, les descendants de Price prennent Dubuc de vitesse à Jonquière en achetant le moulin de pulpe érigé par des cultivateurs du coin. Cependant, la lutte ne se terminera pas avec cette transaction, loin de là.

Les Price s'offusquaient particulièrement du fait que Dubuc répandait l'usage du paiement en dollars; la compagnie Price payait ses employés avec des jetons et sa propre monnaie de papier. Une autre querelle opposa les Price au clergé parce qu'ils s'obstinaient à faire travailler leurs employés le dimanche alors que Dubuc, bon catholique, s'en abstenait.

Port-Alfred

Durant la première guerre mondiale, la demande de pulpe augmenta considérablement en Angleterre. On s'en servait même pour confectionner de la poudre à canon. Alfred Dubuc s'associa à des capitaux britanniques et à des marchands de Québec dans le but fonder The Ha Ha Bay Sulfite Company à l'endroit qui porte maintenant le nom de Port-Alfred. Alfred Dubuc avait fondé dans les années précédentes le port et le chemin de fer qui menait de la Baie des Ha Ha jusqu'à Chicoutimi.

Les frères Chandler l'approchèrent également à cette époque pour la gérance de leur moulin. Il accepta à deux conditions; qu'on lui construise un immense chalet au bord de la Baie des chaleurs et qu'un wagon particulier soit mis à sa disposition pour les déplacements entre Chandler et Chicoutimi.

Puis, il s'associa à des Américains pour fonder la compagnie Tide Water Paper Mills à New-York; on y manufacturait du papier-journal à partir de la pâte mécanique fabriquée à Chicoutimi et de la pâte chimique en provenance de Chandler.

Par la suite, Dubuc participa à la création de la compagnie North American Pulp and Paper. "L'affaire de mon père avait toute été refinancée par des Américains pour une valeur de huit millions de dollars, explique son fils Antoine. Pour vendre les actions de cette compagnie, un cinéaste est même venu tourner un film pour illustrer tout le processus suivi avant que le papier-journal ne sorte des machines."

Les embâcles financières

Jusqu'aux années '20, Alfred Dubuc prit racine dans le monde financier malgré toutes les embûches qu'on s'ingénia à lui lancer dans les pattes. "En réalité, déclare calmement son fils Antoine, le premier ministre Gouin était le valet de la Banque de Montréal. Mon père n'a réussi à obtenir certaines "limites forestières" que par l'intermédiaire d'une Banque de Londres, la Cheering Bank qui lui céda presque tout le territoire de la rivière Péribonka en franc-lieu."

En 1921, la situation se dégrada rapidement. On affrontait une sérieuse surproduction du papier; cela fut néfaste au premier chef pour l'industrie de la pulpe mécanique. Que voulez-vous, déclare M. Dubuc? Pendant la guerre, tout le monde avait bâti des moulins de pulpe. Dans les années '20, les contrecoups se firent sentir.

Les difficultés d'Alfred Dubuc, indique-t-il, sont survenues du fait qu'il était un grand entrepreneur sans capital. Toutes ses usines avaient été construits avec du capital emprunté, des débentures. En 21, il a manqué son coup, dit son fils.

Canada Paper

Quinze ou vingt ans plus tôt, le président de la Banque Royale avait fusionné plusieurs compagnies de sucre et créé la Redpath Sugar. Il voulait maintenant faire la même chose dans la pulpe pour lutter contre la surproduction. C'est ainsi que la compagnie Canada Paper a vu le jour. Cette compagnie est devenue la Consolidated Paper une décennie plus tard.

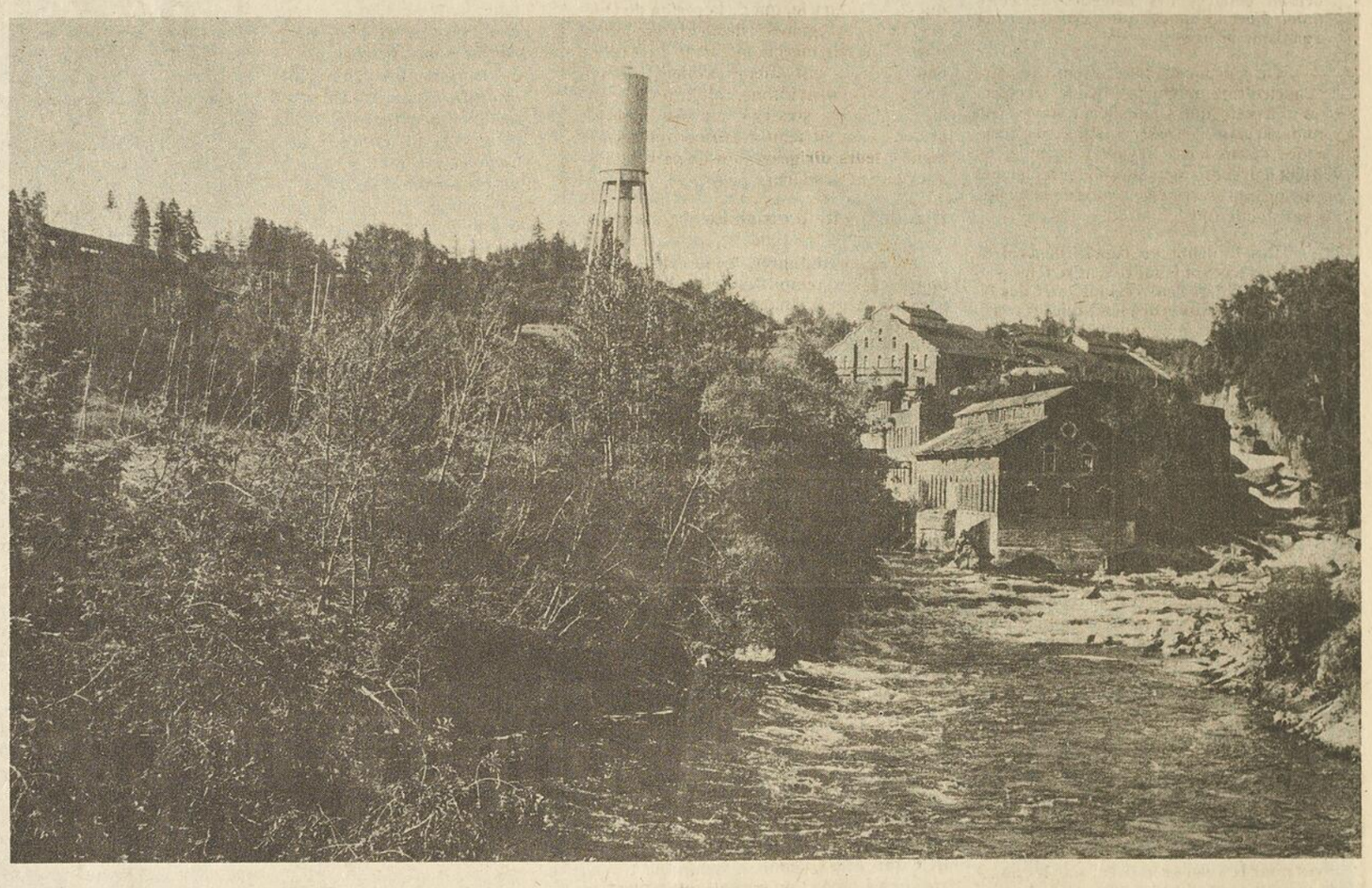
Ayant acquis six ou sept moulins, Canada Paper visait à les faire fonctionner à pleine vapeur mais voulait en même temps affamer l'Angleterre.

"Comme mon père était le plus gros producteur de pulpe mécanique au monde, Canada Paper a voulu l'acheter pour $30 millions déclare M. Dubuc." Mon père a refusé. Un an après, on le mettait en faillite. Un comité de porteurs de débentures a transformé la Compagnie de pulpe de Chicoutimi en la Compagnie de pulpe de Québec qui est finalement devenue la Quebec Pulp and Paper Company.

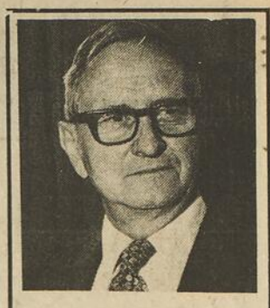
L'intérêt réel de ce comité, ajoute-t-il fermement, c'était de fermer les usines de Dubuc. Price détenait 51 pour cent des actions de ce comité. Il avait l'argent. Que voulez-vous, dit-il, il avait exploité la région depuis soixante-quinze ans et n'avait payé ses ouvriers qu'en pitons. Mon père, lui, avait payé les ouvriers en argent. On lui fit des procès inimaginables qui n'avaient plus de fin. Le sort en était jeté. La haute finance avait jugé qu'il y avait trop de pulpe.

Finalement, la chute de mon père fut causé par la structure financière de sa compagnie. Il avait trop de dettes et insuffisamment d'équité. Les moulins avaient été bâti avec trop d'argent emprunté.

Le plus grand financier québécois dans le monde de la forêt venait de sombrer.



Alfred Dubuc construisait solidement. Ses moulins de pulpe étaient en pierre. Même s'ils ont été abandonnés au cours des années 20, les édifices enjambent encore la rivière Chicoutimi à quelque distance de son embouchure. Le vieux quartier ouvrier de Chicoutimi, lui, non plus n'a guère changé. Les vieilles maison de bois ont conservé leur aspect vétuste.



NOUVEAU PRÉSIDENT
Douglas-J. MacDonald

Dans le cadre de son assemblée annuelle le conseil d'administration de l'Association des Hôpitaux de la Province de Québec vient d'élire M. Douglas-J. MacDonald à la présidence de son comité exécutif. Ingénieur professionnel, M. MacDonald est directeur général du Centre hospitalier Royal Victoria de Montréal depuis 1969. Également membres de l'exécutif 1974-75 sont: Le premier vice-président, M. Louis-Marie Lavoie de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus de Québec; le deuxième vice-président, Sr Claire Perreault, de l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska; le secrétaire-trésorier, M. Normand Simoneau, de la Clinique de l'Université de Sherbrooke; et les directeurs: MM. le Dr Gaston Harnois du Douglas Hospital de Montréal; Richard Henderson de l'Hôpital de la Pieta de Hull, et Télesphore Tremblay de l'Hôpital Mont-Joli Inc. de Mont-Joli.

"L'homme de la crise"

CHICOUTIMI — Alfred Dubuc trouva un deuxième souffle comme homme public. De 1925 à 1945, il représenta la circonscription de Chicoutimi à la Chambre des Communes d'Ottawa.

Le grand entrepreneur avait été brisé par les déboires qu'on venait de lui faire subir. Il refusa d'abord de se présenter aux élections fédérales sans être assuré d'obtenir la victoire. Le candidat libéral avait d'ailleurs été choisi un mois plus tôt dans cette circonscription. Cependant on fit signer à des milliers d'électeurs une pétition demandant à Dubuc de se lancer dans l'arène politique. Il laissa finalement porter sa candidature comme libéral indépendant et gagna ses élections.

L'année suivante, une autre élection était déclenchée. Alfred Dubuc affichait cette fois clairement les couleurs du parti de MacKenzie King. Quelques années plus tard, il affrontait à nouveau les offres d'une crise financière; cette fois c'était le grand Krach de 1929.

Comme homme politique, son principal mérite, estime son fils, tient à l'instauration des travaux publics dans Chicoutimi. Il les inaugura avec deux Conservateurs qui étaient maire et député provincial; le fameux Antonio Talbot était déjà de la partie.

"Le comté de Chicoutimi fut le comté québécois le moins durement frappé par la crise à cause de ces travaux qui donnaient droit en quelque sorte à une assurance-chômage avant la création de celle-ci", déclare M. Antoine Dubuc.

Par la suite, les grandes usines d'aluminium s'installèrent au Saguenay. Pendant la guerre, elles incarnaient le symbole de l'aide canadienne à l'Angleterre. Dans la fabrication des avions, l'aluminium constituait le nerf de la production. C'était donc la première cible que les Allemands auraient visé en terre canadienne s'ils s'y étaient rendus éventuellement.

C'est pourquoi l'on étendit d'immenses filets sur l'usine pour la masquer et l'on construisit la base militaire de Bagotville tout à côté. On construisit cet aéroport d'autant plus rapidement qu'il fallait former des aviateurs au plus vite pour les envoyer au front.

La base militaire de Bagotville fut installée comme une des écoles de l'empire britannique.

Alfred Dubuc contribue à l'établissement de cette base militaire au Saguenay, précise son fils. D'un autre côté, lors de la crise de la conscription, il seconda la motion Cardin contre l'enrôlement obligatoire. Après la défaite de cette motion il ne se présenta pas comme député. Deux ans plus tard, en 1947, il mourait.

Interrogé sur l'attitude d'Alfred Dubuc par rapport à l'Alcan, son fils Antoine explique que c'est la guerre qui a payé l'usine. À l'époque les Américains disaient: donnez-nous de l'argent et on va faire de l'aluminium. "En réalité, dit-il, c'est l'argent de l'Angleterre qui a bâti le pouvoir hydro-électrique de Shipshaw et le moulin d'Arvida. L'outil le plus important pour Churchill, glisse-t-il, c'était l'aluminium".

Après la guerre, les Américains ont remboursé l'argent qu'ils avaient obtenu avec l'aluminium. On pourrait dire en somme qu'ils ont vendu leur aluminium d'avance, en quelque sorte. "Le développement du Saguenay, en conclut-il, c'est un effet des deux guerres en grande partie."



Antoine Dubuc vit encore dans le manoir que son père lui construisit au début du siècle. Le site choisi n'a pas été touché par l'envahissement de Chicoutimi et la vue sur le Saguenay y demeure exceptionnelle. En mémoire à son père Antoine Dubuc a donné à l'un de ses fils le nom d'Alfred. Celui-ci enseigne l'histoire économique du Canada-francais à l'Université du Québec et il est considéré comme un spécialiste du grand entrepreneurship canadien-français.

l'économie

La hausse des profits des compagnies s'est maintenue au troisième trimestre

NEW YORK (AFP) — Les bénéfices nets des compagnies américaines ont progressé en moyenne de 28 p.c. au cours du troisième trimestre par rapport aux trois mois correspondants de 1973, indiquent des statistiques préliminaires publiées par la First National City Bank.

Cette progression (qui se compare à une hausse de 25 p.c. pour le premier semestre de l'année) est cependant presque uniquement le résultat de l'inflation et de bénéfices d'inventaires, précise la banque newyorkaise. Alors que le premier phénomène ronge une bonne part des profits (pour les compagnies comme pour les individus), le second les "gonfle artificiellement" puisque la hausse des revenus inscrits au bilan porte en bonne partie sur des stocks non-vendus en fait.

Ces statistiques se fondent sur les résultats trimestriels déjà annoncés par 853 grandes entreprises américaines. Elles ne comprennent pas cependant les résultats des principaux constructeurs automobiles, General Motors et Ford, qui du moins pour le premier, sont en baisse appréciable.

Les progressions de bénéfices les plus notables sont le fait d'industries de base: sidérurgie 175 p.c., métaux non ferreux 105 p.c. papier 67 p.c. et chimie 66 p.c. Pour le pétrole, la progression n'est pour le moment que de 45 p.c.

Des baisses ont par contre été enregistrées dans la construction aéronautique 21 p.c. et les secteurs électriques et électronique 11 p.c.

Le déficit commercial américain se poursuit à un rythme plus faible

WASHINGTON (AFP) — La balance commerciale des États-Unis a enregistré un déficit de $233.3 millions au mois de septembre, ce qui porte à $1,365 millions le déficit des échanges américains depuis le début de l'année.

Le déficit du mois de septembre est cependant de quatre fois inférieur au déficit record du mois d'août où les importations ont excédé les exportations de $1,131.8 milliards de dollars.

Selon le Département du Commerce, les exportations se sont chiffrées en septembre à $8,286.2 millions, en baisse de un pour cent sur le mois précédent. Les importations tombaient à $8,519.5 millions (baisse de 10 pour cent).

agriculture

L'UPA ne lâchera pas prise

Une guérilla bovine!

par Jean Chartier

Le conseil général de l'Union des producteurs agricoles, réuni durant deux jours à Sainte-Brigitte des Saults dans le comté de Nicolet, réitère de façon ferme les exigences déposées auprès du gouvernement du Québec ces dernières semaines, insiste pour mener dorénavant ses négociations directement avec le premier ministre Bourassa plutôt qu'avec le ministre Toupin avec qui l'on estime n'avoir obtenu que déboires et enfin, l'instance suprême entre les congrès appuie toutes les manifestations que tiendront les fédérations régionales dans le but de protester contre le sort qui échoit actuellement aux cultivateurs.

Si ceux-ci n'obtiennent pas rapidement des correctifs à la crise agricole que connaît le Québec, le congrès général de l'UPA, qui se tiendra à Québec, dans la capitale à la mi-novembre, sera saisi de la question et devra statuer des moyens à prendre. Les délégués auront évidemment l'opportunité de décider sur le champ de la tenue d'une manifestation monstre sur la colline parlementaire.

Le congrès général de l'UPA aura lieu au Québec-Hilton, voisin du parlement; il revêt une importance particulière en ce qu'on y fêtera le cinquantième anniversaire de l'organisme voué à la défense des intérêts de la classe agricole. De nombreux dignitaires et anciens leaders de L'UCC seront à Québec à cette occasion. Dans ce contexte, le prochain congrès des délégués agricoles promet d'être l'un des plus cruciaux que l'organisme ait connu.

On y évoquera tout autant l'histoire de l'agriculture au Québec que les perspectives d'avenir qui s'annoncent dures. En somme, la crise agricole actuelle sera au centre des discussions. Devant l'urgence, on s'attent à prendre pour consolider les fermes de même que la stratégie à suivre pour obtenir satisfaction.

Dès le début du conseil général de l'UPA, qui a réuni jeudi et vendredi les présidents des fédérations régionales et des fédérations spécialisées de même que les secrétaires de fédération du moins durant la première journée dans ce dernier cas, il est apparu clairement que personne ne voulait céder sur l'essentiel des revendications et que les irréductibles devenaient fort nombreux.

On a d'abord fait le point sur les négociations qui se sont tenues depuis le grand meeting de Sainte-Foy. Sur aucun point, on n'a enrégistré de progrès. Les deux séances de négociation avec les hauts fonctionnaires du ministère de l'Agriculture et l'ultime rencontre avec le ministre n'ont apporté rien de nouveau. Tout au plus, sait-on, que le ministre Toupin donnera une hausse de la prime à l'hivernement.

Les cultivateurs demandent que cette prise soit porté à $150. Le gouvernement fédéral a déjà consenti une subvention de $45. On s'attend à ce que le gouvernement du Québec accepte également de fournir un effort semblable. D'autre part, les éleveurs ont fait savoir clairement à plusieurs reprises récemment que les prix actuellement payés pour le veau et le boeuf par les abattoirs sont inacceptables et que le gouvernement du Québec se doit de modifier la situation immédiatement.

L'avenir du boeuf

Le président de l'une des fédérations les plus conservatrices du Québec, celle de la région de Sherbrooke, M. Danias Messier, devait déclarer hier à ce sujet: "On est conscient à l'heure actuelle que les producteurs de boeuf ne sont pas organisés; on est également conscient que les éleveurs de l'Ouest ne veulent pas qu'on produise; mais, voyez-vous, ça fait plusieurs fois que le ministère de l'Agriculture affirme qu'en 1980, on va connaître une pénurie de boeuf, qu'il faut davantage devenir autosuffisant. Alors les gars se sont lancés là dedans et aujourd'hui, ils demandent justice."

"Pendant que les éleveurs reçoivent très peu pour leur viande et que les abattoirs sont engorgés, le boeuf rentre à pleine cargaison des Etats-Unis et personne ne fait rien à ce sujet. De partout, les protestations fusent et l'UPA ne peut certainement pas demeurer à la remorque des protestations." Le président de l'UPA de l'Estrie devait cependant faire remarquer qu'il trouvait très sage l'attitude du président général de l'organisme, M. Paul Couture.

Celui-ci a précisé devant le conseil général que ce n'était certainement pas lui qui allait pousser les gens à manifester. Dorénavant, il revient aux fédérations et il les demeurent libres de leur conduite, de faire connaître leur mécontentement.

Dès jeudi, alors que les délibérations se poursuivaient, les téléphones sonnaient, qui de la Mauricie, qui de la région de Québec, qui de la région de Nicolet, indiquant tel phénomène de mécontentement à tel ou tel endroit. Les cultivateurs avaient attendu jusqu'au moment ultime, soit jusqu'à ce que la réunion de stratégie ait lieu mais ils avaient aussitôt tenu à faire savoir clairement à leurs dirigeants qu'ils ne voulaient absolument pas lâcher prise.

L'authenticité du malaise

Vendredi, après l'exposé de la situation, c'était le temps des prises de décision par les seuls élus. Pour le moment, la grande marche est écartée. Les fédérations ont toutes le mandat de tenir des manifestations et de poser des actions spectaculaires dans leurs régions respectives si elles le désirent. Mercredi, ce sera d'abord les éleveurs du Saguenay qui prendront le taureau par les cornes mais on s'attend aussi à ce que d'ici trois semaines, cela se fasse dans les régions de Québec, de Nicolet et de la Mauricie. Il n'est pas exclus que les régions éloignées réagissent également collectivement. Pendant ce temps, l'on tentera une ultime rencontre avec le premier ministre.

Et, si rien n'est conclu dans trois semaines, ce sera au congrès général de l'UPA de décider des moyens à prendre. L'ON souligne à l'UPA que le congrès se tiendra par hasard au nouvel hôtel voisin du parlement, le Québec-Hilton parce qu'en réalité l'emplacement avait été réservé six mois à l'avance. Le congrès durera cependant quatre jours car l'on fêtera le cinquantième anniversaire de l'organisme voué à la défense des intérêts des cultivateurs. A cette occasion, de nombreux militants de l'ancienne UCC seront à Québec.

A l'UPA, l'on ne veut jouer que très prudemment ses cartes mais il apparaît évident que la base risque bientôt de déborder complètement les cadres. En réalité, c'est l'avenir de l'élevage du boeuf de boucherie au Québec qui se décidera dans les toutes prochaines semaines.



Photo: Pierre Sormany



Photo: Pierre Sormany

Une fête macabre... à la survie de l'agriculture québécoise

Dans les rues de Saint-Barnabé, les gens regardent passer cette curieuse parade de tracteurs et de camions... et d'automobilistes plus ou moins impatients de voir la chaussée se libérer.

Les villageois, ils savent déjà que le malaise existe. Que la colère gronde. Ceux qui l'ignoraient ont eu l'occasion de l'apprendre, depuis quelques jours, en lisant les pancartes explicatives clouées aux échafauds où l'on a pendu une douzaine de veaux, le long de la route 153.

Sur ces écritaux, un homme est désigné comme coupable: Normand Toupin. Il est député du Cap-de-la-Madeleine, non loin de là, et titulaire du ministère de l'Agriculture du Québec. Un poste honorifique dont il a toujours su s'occuper en "sauvant la face", malgré l'indifférence des autres ministres libéraux. Mais les agriculteurs ne se contentent plus des projets vagues, des objectifs à long terme, et des aveux d'impuissance. Aujourd'hui ils doivent vendre leurs veaux et leurs boeufs à perte. Ce n'est pas ce qui va inciter les jeunes à demeurer sur la ferme. Sans une action immédiate, l'agriculture québécoise "fout le camp."

Dans les rues de Saint-Barnabé, donc, les villageois regardent avec amusement les déboires du chauffeur d'autobus qui tente d'avoir raison des manifestants: "Écoutez... il faut que je monte jusqu'à La Tuque, puis je redescends cet après-midi!... C'est pas ma faute, à moi, si on vous paie pas suffisamment... J'ai rien à voir là dedans!"

Or, c'est justement ce que les producteurs agricoles entendent établir aujourd'hui. La faillite agricole, c'est l'affaire de tout le monde. Les producteurs obtenaient 60 ou même 80 cents par livre de veau, l'an dernier. Les prix à la consommation se situaient alors au-delà de $2.00. Puis, les abattoirs se sont mis à offrir de moins en moins cher. Jusqu'à 8 ou 10 cents dans de nombreux cas. Les prix à la consommation n'ont pourtant pas baissé!

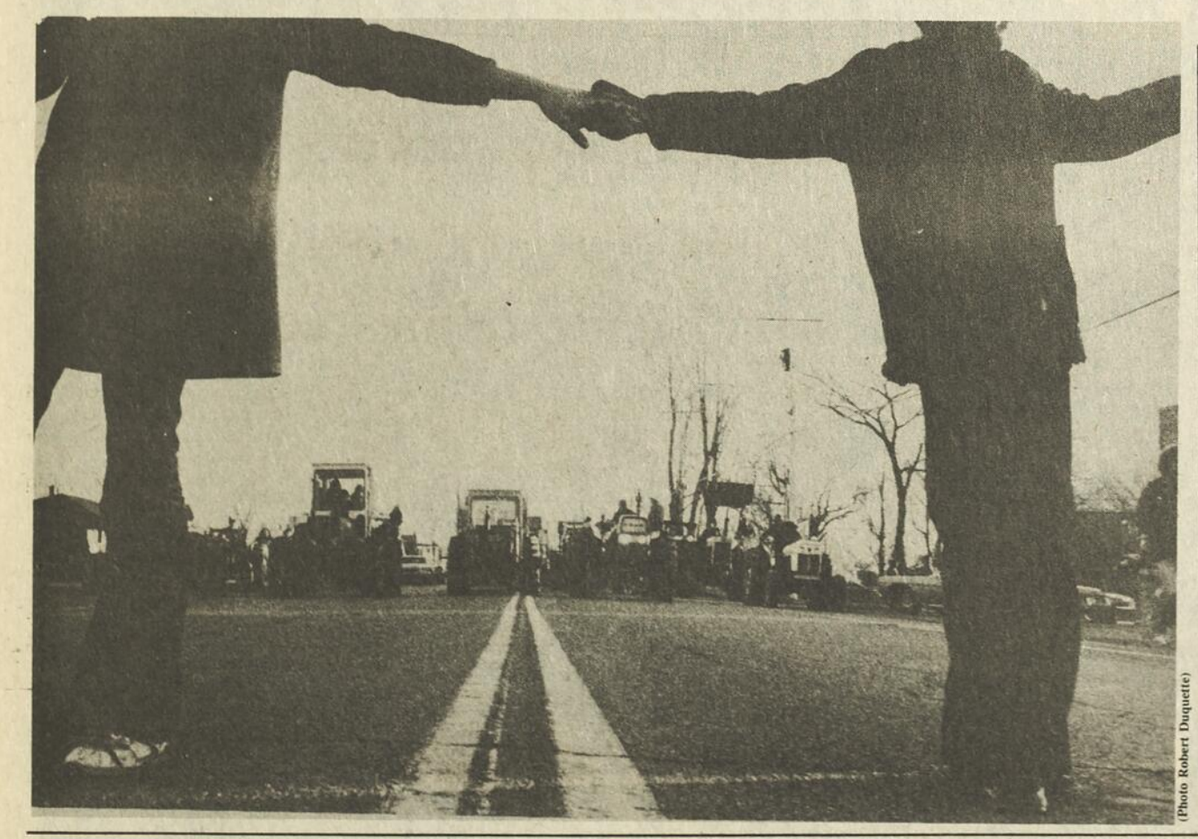
Ceux que les cultivateurs dénoncent, ce sont les intermédiaires... et les gouvernements qui les laissent faire. Car à Québec, on ne s'intéresse guère à l'agriculture semble-t-il. On préfère parler d'industrie de pointe et de développement de vastes territoires vierges.

À Saint-Barnabé, en ce samedi d'octobre, c'est l'appui massif des "consommateurs-électeurs" que les cultivateurs demandent. Et sauf pour quelques automobilistes pressés, ou pour quelques curieux qui ne comprenneng guère le carnage des veaux, alors que la viande est si chère, il faut bien dire que cet appui qu'il demandent, les cultivateurs l'obtiennent avec spontanéité. "Moi, j'trouve c't'une bonne chose, nous confie un vieux du village. Mais je sais bien pas si ça va réagir à Québec. Y serait temps!"

La manifestation a pris un peu l'allure de fête populaire. Une fête triste toutefois, comme le rappelle le veau pendu par les pattes au devant du tracteur de tête. Comme le rappellent aussi ces cimetières sinistres érigés en bordure de la route. Au rang 3, 5 potences sont élevées, près desquelles les vaches viennent encore paitre sans conviction. Au rang 2, il y en a deux autres. Un peu plus loin, c'est un boeuf de 550 livres qu'une dizaine de jeunes éleveurs ont péniblement hissé une potence haute de 15 pieds. Il y en a, comme ça, un peu partout, de ces témoignages" de l'impatience du milieu agricole.

Le lendemain, dimanche, les agriculteurs se réuniront à nouveau. Près de Louiseville cette fois, ils bloqueront le chemin du Roy (noblesse oblige) en le couvrant de fumier. Mais ce n'est pas tout. Bientôt ce sera Saint-Bruno, au Lac Saint-Jean, puis Québec, puis l'Abitibi, puis un peu partout dans le Québec...

La fête populaire, la fête macabre, ne fait que commencer. Mais ceux qui sont les grands-prêtres de ces sinistres cérémonies savent que l'enjeu en vaut la peine: c'est la survie de l'agriculture québécoise qui en dépend.



(Photo Robert Duquette)

RENAULT
AU GRAND SALON
Venez voir les nouveaux modèles Renault 1975 sans tarder. Votre seul problème sera de choisir entre la Renault 12 sedan ou station wagon, les coupés 15, les coupés sport 17, les Gordini dont le coupé 2 + 2 convertible à ouverture électrique équipé en plus d'un second toit rigide amovible.
La Renault 1975. Une voiture dont vous serez encore fier en 1978.
2230 rue Viau
(Angle Rouen)
254-9974
● Échanges acceptés
● Financement facile

CHEZ LAREAU
ON VOUS POUSSE
PAS DANS L'DOS



Nos modèles 1975
sont maintenant
en montre
RENAULT
Lareau Automobile
4484 rue De Laroche
523-2153
financement facile

Tous les modèles R-12, R-15 et R-17 1975
8 mécaniciens d'expérience au service de la clientèle
RENAULT CREMAZIE LTEE
Service après vente
Département de débosselage et de peinture
350 est, rue Crémazie, Montréal 387-3781

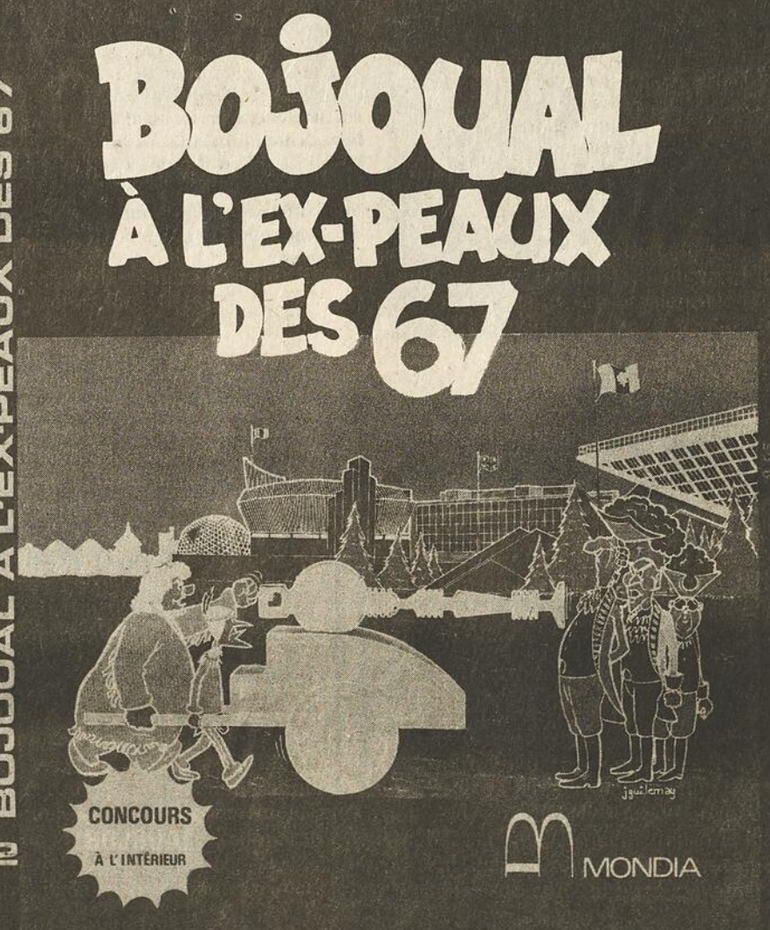
MONDIA

Vous annonce le prochain retour de

BOJOUAL

dans une toute nouvelle aventure

À L'EX-PEAUX DES 67



Disponible chez tous les libraires et dans
tous les kiosques à journaux et grands magasins du Kébec
à partir du 15 NOVEMBRE
Participez au CONCOURS BOJOUAL

vie et culture

Par ordre chronologique: Renée Claude, Félix Leclerc, Richard et Marie-Claire Séguin, et Shawn Phillips.

Entre l'impérialisme et le terroir, progrès et recul de la musique du Québec

par Bruno Dostie

C'est évidemment coincidence si j'ai assisté au concert de Renée Claude d'abord, jeudi soir au théâtre Maisonneuve, puis à celui de Félix Leclerc dans la salle de l'Outremont, vendredi à 20h00, où j'ai vu les Séguins deux heures et demie plus tard, et si enfin j'ai vu Shawn Phillips en quatrième et dernier lieu, samedi soir à 22h30 à la salle Wilfrid-Pelletier. Pourtant, cette chronologie arbitraire me semble correspondre à un certain ordre historique moins gratuit qu'il n'y paraît.

Le dernier Vogue

Affirmer cependant que le spectacle de Renée Claude relève d'une époque antérieure à celle de Félix Leclerc peut sembler paradoxal. Renée Claude est tellement moderne. Il fallait la voir sur scène jeudi, coiffée par Michel Bazinet, habillée par Yvon Duhaime, évoluant dans un décor "Valiquette", chanter Luc Plamondon, Pierre Létourneau, Stéphane Venne, Jean-Pierre Ferland, Mouffe et Robert Charlebois, pour être justement ébloui par le cachet "dernier cri" de la splendide production qu'on nous présentait.

—Ça ancien ou kétaine, mais ça va pas, non! Cette fille-là est habillée et coiffée comme si elle sortait du dernier. "Vogue", elle vous accueille dans un décor digne d'un "penthouse" du Cartier, et elle chante les chansons d'une femme libérée, une femme qui gagne sa vie elle-même, qui sert du scotch à son amant, qui parle de sexe sans complexe, et qui se soucie même de la qualité de la vie ("ne tuons pas la beauté du monde", chante-t-elle en effet). Ses chansons sont d'ailleurs toutes signées par les auteurs les plus "hip" du Québec, son répertoire incluant même des affaires aussi "too much" que "Le mur du son" de Charlebois, sans compter que la perfection technique des éclairages, de la prise de son et de la régie de scène est digne d'Hollywood. Ce qui est "ben qu'trop vrai"!

Mais en définitive, cette belle production n'affichait que les caractères les plus superficiels de la modernité et constituait une réplique de l'image que les mass-média ont imposée de la modernité. Sur le fond, l'approche que Renée Claude a de la chanson est exactement l'approche qu'en avaient et en ont les diseuses traditionnelles, la même approche qu'en avait une Rolande Desormaux ou une Lucille Dumont il y a quinze ans. Ce qui a changé entre les deux, et qui les fait paraître différentes au premier abord, c'est la mode, la technique et une partie du public, ce qui amène Renée Claude à présenter une autre image de femme, à chanter des auteurs québécois au lieu de chanter des auteurs français, et à envelopper tout ça dans une production visuelle et sonore au goût du jour, mais ça n'est ni plus québécois ni plus novateur que ce que faisait naguère les Rolande Desormaux.

Il reste que la deuxième partie du spectacle de Renée Claude (première partie tout en blanc, décor de boudoir, chansons intimistes et musique tamisée qui montait des rhododendrons du décor comme le ronron du "Musak" qui tombe du plafond de chez Steinberg) était plus intéressante. Les musiciens y avaient un peu plus de liberté et de volume tandis qu'elle-même était moins figée. Elle avait aussi réservé pour cette dernière partie quelques chansons assez bonnes pour vous inspirer malgré tout autre chose que des "sentiments-clichés". Je pense à "Qu'est-ce que ça peut ben faire" de Ferland et à "Faut que j'me pousse" de Pierre Harel (Offenbach). Ce sont des chansons assez puissantes pour vous toucher même si leur interprète se contente d'en rendre la partition avec une technique exacte, sans y mettre de ses tripes et de son âme.



Sauf rares exceptions donc, et pour résumer l'essentiel, le spectacle de Renée Claude, c'était comme un de ces magazines à la mode, un de ces beaux magazines comme "Nous" ou "Viva". Mais il ne faut pas être mystifié par les dates: ces magazines-là sont plus anciens que "Parti Pris"!

Une sagesse immuable

Félix Leclerc, lui, est demeuré remarquablement fidèle à lui-même, mais comme il était déjà en avance sur Rolande Desormaux à l'époque, il conserve encore aujourd'hui l'avance sur la Renée Claude que j'ai vue jeudi soir.

D'abord Félix Leclerc est profondément québécois, ce que Renée Claude n'est pas en dépit de la provenance de son matériel. Elle chante des auteurs québécois, certes, mais ce dont ces auteurs parlent dans la plupart des chansons qu'ils lui ont faites est assimilable à ce dont parle un Serge Gainsbourg, de Paris, ou une Diana Ross, de Hollywood (son interprétation de Billy Holiday exceptée). Leclerc, au contraire, avec des mots d'ici et un accent d'ici, invente un univers qui est profondément enraciné dans notre patrimoine.

Félix procède par petites touches: il raconte des anecdotes, décrit des incidents, évoque des paysages, invente de petits contes ou de petites fables; chaque fois, il s'attache à un détail et s'en tient à des faits, des sentiments ou des idées immédiats et simples qu'il formule dans un langage clair. Mais toutes ces petites touches réunies composent un tableau assez vaste et assez complet d'un monde. La musique reste toujours discrète et sert à créer une atmosphère. Au niveau du spectacle, rien n'intervient pour modifier cette approche qui est celle d'un homme qui vous parle face à face. De spectacle, en fait, il n'y a pas. Leclerc paraissait même indifférent aux applaudissements vendredi soir à l'Outremont.

Par contre, le monde de Félic Leclerc est la campagne, essentiellement. Un monde que la pollution, le bruit, le changement, l'actualité n'affecte pas. Aussi Félix s'emploie-t-il à formuler une espèce de sagesse immuable, bien accordée au monde immuable de la campagne qu'on a connue, mais un peu déphassée pour les citadins que nous sommes devenus.

Renée Claude était au contraire bien métropolitaine. Il y a donc une espèce de contracdiction entre ma réaction à ces deux spectacles. Je suis de la génération de Renée Claude et ma sensibilité de montréalais correspond à la sienne, mais je ne me reconnais pas dans la "culture internationale" (nom pudique de la culture impérialiste des États-Unis) qu'elle a adoptée. Par contre, si je me reconnais dans la culture québécoise de Félix, je n'y trouve pas de réponse aux questions que je me pose qui tiennent à ma conditions d'urbain et que sa sagesse de terrien continue en général à ignorer — sauf peut-être dans "L'alouette en colère". Aussi les Séguins arrivent-ils au bon moment pour résoudre la contradiction.

Des cicatrices sur les montagnes

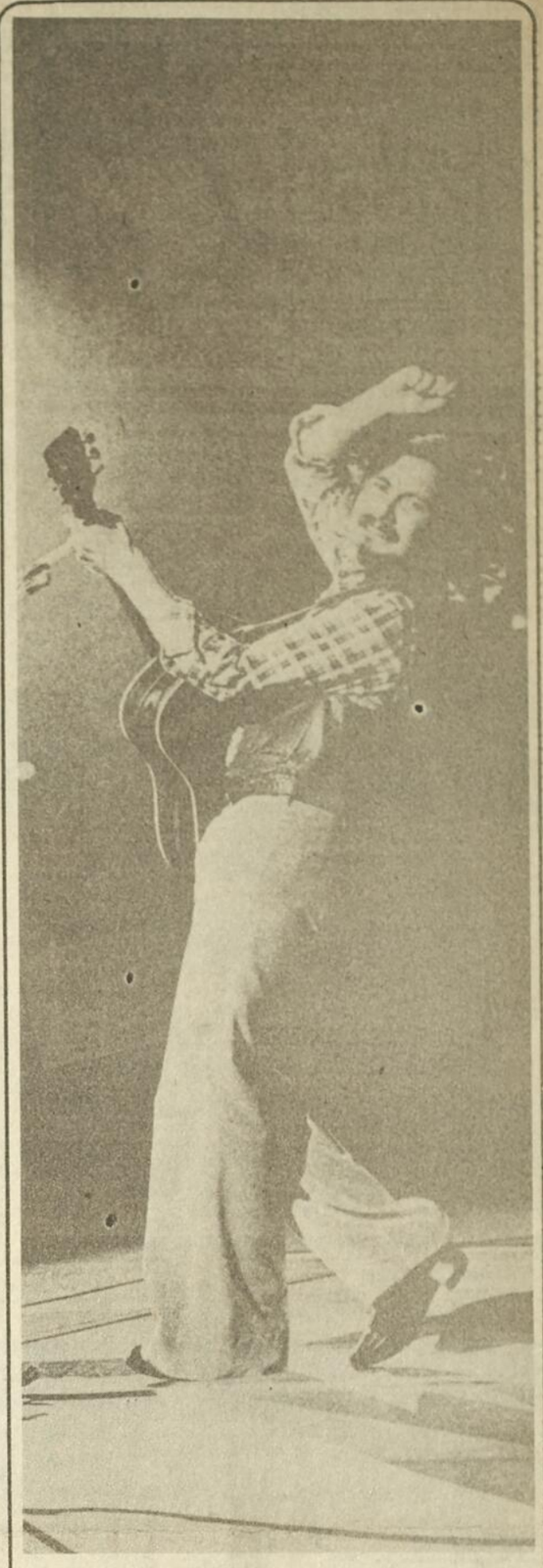
Les Séguins sont en effet des Montréalais tout ce qu'il y a de plus contemporains, ayant assimilé comme Renée Claude et comme moi ce qu'il y a d'américain dans la culture propre à Montréal, mais la musique qu'ils ont su tirer de leur expérience est originale. Ni un Français comme Hugues Augray, ni des Américains comme Loggins et Messina, ne pourraient faire ce qu'ils font, mais Félic Leclerc non plus ne pourrait le faire qui est d'une autre génération et d'un autre contexte social.

L'interprétation qu'ils ont faite vendredi soir du "P'tit train du nord" de Leclerc fait assez bien ressortir toute la distance qui les sépare. Cette différence passe d'abord dans la musique puisqu'il en font une espèce de "blues" qui est une synthèse du blues afro-américain et du "reel" traditionnel à l'harmonica. Et au niveau du changement — l'autoroute des Laurentides et les pentes de ski qui sont, disent-ils, "comme des cicatrices sur les montagnes" — ils font éclater l'univers immauble de Leclerc et rendent compte d'une sensibilité montréalaise choquée par les assauts d'exagérations qui sont indissociables d'une modernité que Renée Claude, au contraire, accepte et reflète comme la marque du progrès.

Si Marie-Claire et Richard Séguin, comme personnes, ont l'air d'un petit "couple" gentil, ont se rend vite compte dès qu'ils se mettent à faire de la musique qu'ils ressentent des émotions drolement plus violentes que celles qu'on peut lire sur leur visage. C'est par la musique qu'ils font passer cette violence donnant ainsi à leurs chansons une puissance d'évocation qui leur en fait dire beaucoup plus que ce qui est contenu dans les textes. Cette approche de la chanson est justement différente de celle des "diseuses" qui se contentent de la puissance des mots qu'elles chantent. Cette façon de faire confiance à la musique pour porter son message est héritée des Américains. Mais dans ce cas, c'est l'emprunt d'un moyen d'expression qui sert aux Séguins à faire passer du contenu d'ici. Renée Claude, avec des moyens d'expressions qui remontent aux chanteuses françaises, fait passer des contenus culturels américains. La différence est importante.

Les vedettes

Mais la différence n'est pas acquise. Je veux dire que l'invention de la musique de Montréal n'est ni chose faite ni chose vendue d'avance. Les vedettes qui remplissent la Place des Arts ou le Forum, ça ne sont pas les Séguins, ce sont Elton John ou Shawn Phillips, et dans une moindre mesure Renée Claude. J'ai aussi vu Shawn Phillips en fin de semaine. Pour me mettre à aimer ça, et puisqu'il faut rendre compte de l'expérience rock avec la même sincérité qu'on met à rendre compte de d'autres secteurs de l'actualité, c'est seulement après avoir "fumé" comme il faut que j'ai été capable d'embarquer. Cette *révélation* n'est pas gratuite. La sensibilité rock comporte des expériences urbaines comme l'expérience de la dope. Mais si, du simple point de vue du plaisir musical, j'ai assez aimé la musique de Phillips une fois que je me fus mis dans l'état idoine, il reste que le concert de samedi m'a paru moins intéressant que celui auquel j'avais assisté en 1972. Shawn Phillips était moins présent samedi, et quand on est venu pour l'entendre lui, c'est un peu décevant. Par contre, son orchestre était excellent, et notamment le guitariste suédois qui accompagnait Phillips. Son jeu plus phrasée, dans le style d'un Duane Almand, enterrait pour moi le jeu très syncopé, et plus "funky" de Phillips qui, à mon oreille du moins, n'était plus le même.



Jacques Michel au Café Campus

C'est ce soir au Café Campus que Jacques Michel, après avoir multiplié dernièrement ses apparitions dans les spectacles de nature politique (Québec Presse, Automne Show, Bill 22) fera en quelque sorte sa rentrée Montréalaise, alors qu'il donnera son spectacle, accompagné de ses 4 musiciens. Ce spectacle coïncide d'ailleurs avec la sortie de son dernier album, qui a suscité les critiques les plus élogieuses. Au même programme on pourra entendre un de ceux qui fut une révélation du dernier Festival de musique traditionnelle, Gilles Garant. Le tout débute à 9h30 et le prix d'admission est de seulement $2.50.

Rectificatif

L'article sur Bill Vazan paru dans notre édition de vendredi en page 13 aurait dû porter la signature de Roland Sanfaçon. Nos excuses à l'auteur.

humeurs

Edmond et son Jules

par Gilles Archambault

Un malheur n'arrive jamais seul. Yvon Dupuis annonce qu'il défroque et les Goncourt s'installent chez nous. Vous allez croire que c'est le dépit qui me fait parler, que je ne me console pas de ne pas avoir été invité par Denis Hardy ou par la mairie. Mes intentions, pourtant, sont plus nobles. Je n'aime pas à déjeuner ou à dîner avec les grands de ce monde. Non, si je parle d'installation, c'est que nos pages littéraires ne s'intéressent à rien d'autre qu'à cette tournée publicitaire et que nos hommes politiques n'ont jamais rencontré tant d'écrivains. Tout cela est bien inquiétant. De quoi Robert Bourassa et Jean Drapeau peuvent-ils parler à Jean Cayrol et à Michel Tournier? Il y a des moments de la vie qui sont longs à passer.

Vous me direz que j'exagère et qu'il n'est pas permis de parler d'installation dans le cas d'une petite visite de quelques jours. Mais la place que ces gens-là occupent! On dirait qu'il ne se passe rien d'autre à Montréal que cette excursion organisée. Si on ne s'en inquiète pas un peu, on aura bientôt des charters qui nous amèneront une délégation des bouchers de la Villette, un choix des académiciens encore en état de marche, les évêques de France qui en seraient en faveur de la pilule, le congrès des Anciens de la Légion, etc. J'aime les voyages, cela me paraît sain, mais il ne faut pas que les Institutions étrangères accaparent nos hommes en place. Ils sont beaucoup trop heureux, les scélérats, de s'empiffrer à nos dépens et aux dépens de la Culture!

Maintenant que je vogue gaillardement vers le dernier tiers de cet article, je m'en voudrais de ne pas insister une dernière fois sur mon étonnement. Quoi? Des représentants d'une institution aussi désuète, qui n'a de justification que commerciale, causent tant d'émoi! Il y a des moments, Montréal, ma jolie, où tu as des comportements de village. Mais le Goncourt, ce n'est rien d'autre que les cent cinquante mille exemplaires que l'on vend avec cette étiquette. Le reste n'est que poussière, réaction, passéisme, littérature de papa, mode rétro, le "Book of The Month" fait français et tout ce que l'on veut. Il reste que j'aime bien les livres de Cayrol, de Tournier et de quelques autres. Pour ce qui est des institutions, nous avons déjà les nôtres, au revoir et merci!

où irons-nous?

Cinémas

ARLEQUIN: 1004 Ste-Catherine E., 288-2934 "Manchot de Hong-Kong" et "Furie du Karaté".
ATWATER I: Niveau Métro Alexis Nihon, 935-4246, "Airport 75": 7.15, 9.20.
AVENUE: 1224 Green Av., Westmount, 937-2747. "The Sting" 7.20 9.30
BERRI: 1280 St-Denis: 878-2424. "Emmanuelle": 12:00, 1:45, 3:30, 5:30, 7:30, 9:30, 11:30.
BEAVER: 5117 Avenue du Parc, 844-1932. "Clamdiggers' daughter":1:15, 4:05, 6:55, 9:45, et "Senscious Suzanne": 12:00, 2:50, 5:40, 8:30.
CANADIEN: 1204 Ste-Catherine E., 523-5180. "Marie en quête de sensations" et Frères karaté à Bangkok".
CHAMPLAIN: 1815 Ste-Catherine E., 521-1685. "Larnaque": 1:30, 5:30, 9:35. "Sentimentalement vôtre": 12:00, 3:50, 7:55.
CHATEAU I: 6956 St-Denis, 271-4400: "Y a pas de mal à se faire du bien": 1:15, 3:15, 5:15, 7:15, 9:15.
CHATEAU II: 6956 St-Denis, 271-4400. "La pomme la queue & les pépins": 1:30, 3:30, 5:30, 7:30, 9:30.
CINÉMA CHEVALIER: 1590 rue St-Denis: "Le trio infernal": 12:25, 2:45, 5:05, 7:25, 9:45.
CINÉMA 2001: 855 Décarie, 277-2001. Lundi: "Fraises sauvages": 7:30. "Wild strawberries": 9:30.
CINÉMA 7e ART: 3180 Bélanger est, 722-0302. "Les diables" : 7:30. "Délivrance": 9:45.
CINÉMA DE PARIS: 896 Ste-Catherine O., 861-2996. "Les Beaux Dimanches": 1.30, 3.30, 5.30, 7.30, 9.30.
CINÉMA LE PIERROT: 1590 St-Denis, 845-3222. "La maison des damnés": 1.20, 3.25, 5.30, 7.35, 9.40.
CINÉMA V: 5550 Sherbrooke O., 489-5559. SALON ROUGE: "Les Beaux Dimanches": 7.30, 9.30. SALON BLEU: "Lacombe Lucien": 7:10, 9:40.
CLAREMONT: 5038 Sherbrooke O., "Gambler": 1.00, 3.00, 5.00, 7.00, 9.00.
CRÉMAZIE: 8610 St-Denis, 388-4210. "Malicia": 7.30, 9.30.
DAUPHIN (McLaren): 2396 E. Beaubien, 721-6060. "Le magnifique": 7.20, 9.20.
DAUPHIN (Renoir): 2396 E. Beaubien, 721-6060. "Toute une vie": 7.00, 9.30.
ELYSÉE: 35 Milton, 842-6053. SALLE RESNAIS: "La montagne sacrée: 7.15, 9.30. SALLE EINSTEIN: "Montreal Main": 7.15, 9.30.
ELECTRA: 114 est, rue Ste-Catherine. 522-9177: "Le puceau se déchaine" et "Allons, enlève ta robe."
EVE: 1229 St-Laurent, 861-3151. "Matress tango" — "Housewife report No. 3"
FESTIVAL: 1296 Ste-Catherine E., 525-8600. "Lacombe Lucien": 7.10, 9:40.
FLEUR DE LYS: 858 Ste-Catherine E., 288-3303. "Les Beaux Dimanches": 1.30, 3.30, 5.30, 7.30, 9.30.
FLICK TWIN (THE) 1433 Crescent, 845-1269, Grande salle: "Ladies and Gentlemen": The Rolling Stones: 1.00, 3.00, 5.00, 7.00, 3.00, Petite salle: "Serpico" et "The Parallax View".
GRANADA: 4353 Ste-Catherine E., 255-2428. "Jeunes filles impudiques" et "Les chiennes".
GREENFIELD 2: 519 Boul. Taschereau, 671-6229. "Les deux pieds dans la même bottine": 6:00, 7:45, 9:30.
GREENFIELD 1: 519 Boul. Taschereau 671-6129. "Y a pas de mal à se faire du bien": 7:15, 9:15.
JEAN-TALON: 4225 Jean-Talon E., 725-7000. "Les Beaux Dimanches": 7.30, 9.30.
KENT: 6100 Sherbrooke O., 489-9707. "Cabaret: 12:45, 2:50, 5:00, 7:10, 9:15.
LA SCALA: 6430 Papineau 721-5107. "Le parrain": 8:00. "Love Story": 6.20.
LAVAL I: 1600 Le Corbusier, 688-8200. "Y a pas de mal à se faire du bien": 7:15, 9:15.
LAVAL II: 1600 Le Corbusier: 688-8200. "Les Ordres"7.00, 9.00.
LOEWS: 954 Ste-Catherine O., 866-5851. "Longuest yard": 7.00, 9.00.
MAISONNEUVE: 3001 Sherbrooke E., 525-274, "Les Beaux Dimanches": 7.30, 9.30.
MERCIER: 4260 Ste-Catherine 255-6224. "L'exorciste": 12:30, 2:45, 5:00, 7:15, 9:30.
MIDI-MINUIT: 4462 rue St-Denis. "Alions enlève ta robe" et "Le puceau se déchaine".
MONKLAND: 5505 av. Monkland, 484-3570. "American Graffiti": 2.30, 6.10, 9.45. "Jesus-Christ Super-Star": 12.40, 4.15, 8.00.
OUTREMONT: 1248 Bernard O., 277-4245. lundi: "Un soir un train": 7:30, "Rendez-vous à Bray": 9:30.
PALACE: 698 Ste-Catherine O., 866-6991: "Returns of the Dragon" 7.25, 9.35.
PARC (Verdun): 7.20 av. de l'Eglise, 768-2509. "Kung Fu n'y va pas de main morte", "Fureur de vaincre" et "Le despote cruel".
PIGALLE: 318 Ste-Catherine O., 861-2807. "Jeunes filles impudiques" et "Les chiennes".
PLACE DU CANADA: Entrée Via Hôtel Château Champlain, 861-4595. "Odessa file":7:15, 9:20.
PLACE VILLE-MARIE: 577 Dorchester O., 866-2644. "Chinatown": 1.40, 4.10, 6.40, 9.10.
PLACE VILLE-MARIE LARGE: 577 Dorchester O., 866-2644. "Child under a leay": 1.30, 3.10, 4.50, 6.30, 8.10, 9.50.
LAZA: 6505 St-Hubert 274-6155. "Maris en quête de sensations" et "Freres karaté à Bangkok".
SEVILLE 2155 Ste-Catherine O., 932-1139. "Doctor Zhivago": 12.45, 4.30, 8.15.
SNOWDON: 5225 boul. Décarie 482-1322. "Gone with the wind": 12:00, 3:55, 7:50.
ST-DENIS: 1594 St-Denis, 849-4211. "La petite Aurore l'enfant martyre": 2.40, 6.20, 10.00. "Mama Dolores": 1.00, 4.35, 8.15.
VAN HORNE: 6150 Côte des Neiges 721-8243. "Tamawind seed": 1.30, 4.05, 6.35, 9.05.
VENDOME: Place Victoria 878-1451. "Hottest show in town": 1:00, 2:45, 4:35, 6:20, 8:10, 10:00.
7.45, 9.35.
VERDUN: 3841 rue Wellington, 768-2092. "Les deux pieds dans la même bottine": 8.00.
VERSAILLES (SALON BLEU): 7265 Sherbrooke E., "Y a pas de mal à se faire du bien": 7:15, 9:15, (SALON ROUGE): "Les Ordres": 7.00, 9.00.
VILLERAY: 8042 St-Denis, 388-5577. "L'exorciste": 12:30, 2:45, 5:00, 7:15, 9:30.
ESTMOUNT SQUARE: "That's entertainment": 2.00, 4.20, 6.45, 9.10.
YORK: "Juqqernault": 1.00, 3.05, 5.10, 7.10, 9.15.
CINÉMATHÈQUE QUÉBÉCOISE: 1700 rue St-Denis, 844-8734. Relâche .
CONSERVATOIRE D'ART CINÉMATHOGRAPHIQUE:"The magnetic monster": 8:30.

Théâtres

NOUVELLE COMPAGNIE THÉATRALE,1200 rue Bleury: "A toi pour toujours, ta Marie-Lou" jusqu'au 11 décembre, relâche le dimanche.
THÉÂTRE DU NOUVEAU-MONDE: 84 ouest, Ste-Catherine: "L'ouvre-boite, avec Yvon Deschamps et Jean-Louis Roux.
THÉÂTRE DE QUAT'SOUS: 100 est avenue des Pins, 845-7277: "Le Sauteur de Beaucanton", de Claude Roussin, tous les soirs à 20.30, jusqu'au 16 novembre.
THÉÂTRE DU RIDEAU VERT: 4664 St-Denis: "Le deuil Sied à Electre": d'Eugène O'Nil, à 20:00 jusqu'au 2 novembre.
PALAIS MONTCALM: (Québec) "L'ouvre-boite"; de Victor Lanoux, avec Yvon Deschamps et Jean-Louis Roux, à 20:30, jusqu'au 24 octobre.
PLACE DES ARTS (Théâtre Port-Royal): "Un tramway nommé Désir", de Tenesse William, à 20:30.

Variétés

L'ATRE: 4461 St-Denis: Relâche.
CAFÉ CAMPUS, 3315 de la Reine-Marie: Relâche.
CAFÉ CAMPUS: 3315 De la Reine-Marie: Jacques Michel: 9:30.
CASANOUS: (association espagnole) 485, Sherbrooke ouest, 844-3691. Relâche.
LE GRAND THÉÂTRE de Québec (salle Louis Fréchette) Falstaff de Verdi. 26 et 28 octobre à 20:00.
LE PATRIOTE en haut: "Dis-moi qui fait beau Méo": de Jacqueline Barette.
PLACE DES ARTS: Salle Wilfrid Pelletier:"Big band calvacade": 20:00.
PLACE DES ARTS: Théâtre Maisonneuve: 28, 29, 30, 31 octobre: Serge Lama, 20:30.

"UNE BRILLANTE RÉUSSITE" 14 ANS
Les Beaux Dimanches
Marcel Dubé
Jean Duceppe
Denise Filiatrault
dans un film de Richard Martin
CINÉMA DE PARIS 896 O. Ste-Catherine 861-2996 | FLEUR DE LYS 858 est. Ste-Catherine 288-3303 | 3e SEM.
JEAN-TALON 4255, Jean-Talon 725-7000 | MAISONNEUVE 3001 est, Sherbrooke 525-2174 | CINÉMA V salon rouge 5550 Sherbrooke, O 489-5559
Fleur de Lys — Cinéma de Paris 1.30 - 3.30 - 5.30 - 7.30 - 9.30
Maisonneuve — Jean-Talon — Cinéma V sur semaine 7.30 - 9.30 et dimanche 1.30 - 3.30 - 5.30 - 7.30 - 9.30

4e SEMAINE
Les Films Mutuels présentent
LES ORDRES
POUR TOUS
un film de Michel Brault
Jean Lapointe, Hélène Loiselle, Guy Provost, Claude Gauthier, Louise Forestier
produit par les Productions Prisma
Laissez-Passer non Valables
PIGALLE 318 STE CATHERINE O. 861-2807 | RIVOLI ST-DENIS & BELANGER. 277-3125 (1)
Le CHARLOT Longueuil, 674-6935 | LAVAL Centre d'Achats LAVAL 688-8200 | VERSAILLES 7265 Sherbrooke E 353-7880
RIVOLI 1 & PIGALLE, 1.10, 3.10, 5.10, 7.10, 9.10. VERSAILLES (Rouge), LAVAL 2, CHARLOT, sur semaine 7.00 & 9.00, samedi & dimanche 1.00, 3.00, 5.00, 7.00, 9.00. Au VERSAILLES seulement, samedi dernier spectacle 11.00.

Une satire de moeurs qui choquera les âmes sensibles -Paris-Match
18 ANS Adultes
Le Trio Infernal
MICHEL PICCOLI
ROMY SCHNEIDER
Le Trio Infernal: 12.25 - 2.45 - 5.05 - 7.25 - 9.45
CHEVALIER 1590 Rue Saint-Denis.

LES FILMS MUTUELS
En Association Avec
Les Films Claude Michaud
présentent
18 ANS Adultes
Emmanuelle
Le chef-d'œuvre de la littérature erotique devient enfin un film
SYLVIA KRISTEL
ALAIN CUNY
MARIKA GREEN
Un film de JUST JAECKIN
COULEUR
BERRI ST-DENIS, STE CATHERINE 878-2424
À CAUSE DE L'IMMENSE INTÉRÊT QUE SOULE6VE LE FILM "EMMANUELLE" DES REPRESENTATIONS SPÉCIALES SONT AJOUTÉES POUR ACCOMODER LE PLUS GRAND NOMBRE DE CINÉPHILES.
Toute la semaine: 12:00 - 1:45 - 3:30 - 5:30 - 7:30 - 9:30 -
LAISSER-PASSER ET CARTES D'ÂGE D'OR NON VALABLES!

petites annonces

Nos bureaux sont ouverts du lundi au vendredi de 10h. à 5h.
331-8961

IMMEUBLES 100
101 propriétés à vendre
105 propriétés à revenus à vendre
108 propriétés à la campagne
110 propriétés à la campagne
113 propriétés demandées
117 propriétés commerciales industrielles
120 cottages bungalows
123 administration des propriétes
126 maisons mobiles
128 immeubles
130 chalets à vendre
134 condominiums appartements à vendre
138 manufactures à vendre
141 entrepôts à vendre
144 commerces à vendre
147 terrains à vendre
150 terres à vendre
154 maisons de pension à vendre
156 bureaux et locaux à vendre
159 magasins à vendre
162 garages à vendre
165 divers à vendre

LOCATION 200
202 appartements à louer
204 appartements chauffés à louer
207 appartements meublés chauffés à louer
209 appartements demandés
211 appartements et logements à partager
214 logements à louer
218 logements chauffés à louer
222 logements chauffés meublés à louer
224 logements demandés
227 logements à sous-louer
229 chambres à louer
231 chambres demandées
234 commerces à louer
237 commerces demandés
239 bureaux & locaux à louer
241 bureaux demandés
243 magasins à louer
248 propriétés à louer
250 propriétés demandées
252 bungalows et cottages à louer
254 pensions à la campagne
258 chalets à louer
260 chalets demandés
263 maisons de campagne
266 places commerciales
269 entrepôts à louer
271 hôtels villégiature
273 terrains de camping
275 garages à louer
278 entreposage
280 terrains a louer
283 on demande à louer
285 salles - studios - ateliers
288 divers à louer

MARCHANDISES 300
302 ameublement
305 antiquités à vendre
308 antiquités demandées
310 articles de ménage
314 articles camping caravaning - tentes
316 articles sport - skis
319 instruments de musique
322 photos et cinés
325 caméras
328 machinerie
330 matériaux de construction
332 effets de bureau - magasins restaurants
335 tableaux - peintures
338 artisanat
340 tapis - carreaux - linoléum
343 terrazo - céramique
346 machines à coudre
349 lingerie - fourrure vêtements
350 T.V. stéréos - radios
354 monnaie - timbres
360 bois charbon - huile
367 terre jardinage
369 animaux à vendre
371 achèterais animaux
375 chevaux - voitures
377 imprimerie
379 divers à vendre
380 divers demandé
385 équipement de ferme

SERVICES 400
402 peintre
405 électricien
407 plombier
410 rembourreur
413 entrepreneur
417 denturologiste
420 menuisier - ébéniste.
425 service domestique
429 garderie d'enfants
430 perdu et trouvé
433 chauffage
435 planchers
438 déménagements transport - camionnage
440 service divers
444 lavage - nettoyage
448 chapeaux - couture - couturière
450 décoration
455 impôts - tenue de livres
459 portes et fenêtres
460 tailleur
465 terrassement

FINANCE 500
502 associés demandés
505 agents demandés
508 occasions d'affaires
510 assurances
515 hypothèques
520 administration

AVIS DIVERS 600
602 activités sociales
605 voyages & Transport
608 ventes de charité
612 encans
620 chasse & pêche
625 divers
630 avis légaux appels d'offres demandes de soumissions
634 décès
638 remerciements
640 messe

ÉDUCATION 700
701 école
706 école de conduite
709 école de métiers
712 école de danse
715 cours de perfectionnement
720 éducation
722 cours de piano
725 divers - cours

EMPLOIS 800
800 service de personnel
807 couples demandés
810 hommes demandés
820 femmes-filles demandées
830 hommes-femmes demandés
835 agents vendeurs
840 coiffeurs-coiffeuses demandés
845 emplois demandés

VEHICULES 900
903 bateaux moteurs yachts
905 maisons mobiles
910 remorques roulottes
914 bicyclettes
918 motocyclettes
922 tracteurs
928 équipement à neige
933 motoneiges
940 avions
944 clinique d'autos
955 réparations autos camions
958 pneus
962 pièces d'auto
970 équipement de garage
973 accessoires d'autos et camions
978 camions à vendre
982 autos et camions à louer
985 autobus
988 débosselage peinture
990 autos camions demandés
999 autos à vendre

101 propriétés à vendre

DEUX-MONTAGNES DUPLEX et BUNGALOW à vendre: $36,000.00 Tél.: 473-4570.

Maison à vendre à Bellefeuille près l'aéroport Mirabel, finie brique; foyer, garage, sous-sol fini, pas d'agent. $60,000. Mme André David, tél.: 1—436-7048.

RIVE-SUD: HO! La belle maison canadienne - centenaire en belles pierres des champs - 6 grandes pièces et chauffage central - venez voir ça: vous aimerez. (photo MLS) Roland Arsenault 348-6831, 658-6681.

IMM. WESTGATE COURTIERS

147 terrains à vendre

Iberville: 140 x 100', $1,400. Prêt à bâtir, sans taxe municipale depuis 10 ans. Tél.: 581-0364.

ST-LUC: 32 beaux grands terrains: une rue complète! Localité de choix près du rond point - cette belle valeur se verra doublée très vite - faites offre avant. (Photo MSL). Roland Arsenault 348-6831 - 658-6681.

IMM. WESTGATE COURTIER

165 divers à vendre

ST-BASTIEN: Ferme de 75 arpents, maison en excellente condition, éloignée de la route, plusieurs bâtiments, près de Venise, prix $45,000. Photo MLS, A. Patenaude, 678-8060.

IMMEUBLES CARBONNEAU COURTIERS

ST-PHILIPPE DE LAPRAIRIE: Ferme de 76 arpents pour culture maraîchère, quelques milles du marché des jardiniers, bonne maison et autres bâtiments, équipement, prix $58,000. Photo MLS, A. Patenaude, 678-8060.

IMMEUBLES CARBONNEAU COURTIERS

204 appartements chauffés à louer

Longueuil 121, de la Barre 3½ électricité stationnement compris, Vue fleuve, $153. 677-2319.

229 chambres à louer

Outremont, chambre à louer, pouvant utiliser commodités, libre début décembre, préférerais homme Claude 270-5996.

239 bureaux locaux à louer

2074 Beaudry, 3e étage, montecharge, 1200 pi. car. pour bureau, salle de réunion. Tél.: 522-1175.

302 ameublement

Meubles non peints: vendons et fabriquons. Vaste choix (commodes, bureaux doubles et triples, bibliothèques, mobiliers de cuisine, etc). Avons aussi matelas toutes grandeurs, à prix d'aubaine. 207 Beaubien est tél.: 276-9067.

Armoires de cuisine modernes sur mesure, vanité, arborite, directement du manufacturier. Estimation 381-9485 588-3929.

319 instruments de musique

Disco mobile avec disc jockey et lumières. H.P. Eliminateur 1, 527-3574 après 5 heures.

350 T.V. stéréos - radios

Téléviseur Electrohome Console 21" $80.00. Manteau mouton de perse noir, très propre $100.00 Tél.: 255-9264.

369 animaux à vendre

Braque Allemand excellent chien de chasse, femelle 5 mois, parents champion (514) 454-9427.

379 divers à vendre

Liquidation marchandise de bijouterie, vendus 50% (½ prix). Bagues, montres, bijoux, sacoches, articles divers. Cause fermeture. 3007 Sherbrooke est, Centre d'achats Maisonneuve. Heures d'affaires de midi à 6 heures.

Poussette pour bébé, très bonne condition: $25.00 324-9959.

"CAROSSE GENDRON NEUF" convertible en lit d'auto et en poussette 3 positions $45. 324-5841.

Boeuf en quartier pour congélateur, préparé à votre goût, prix du gros.
Tél.: pour rendez-vous
Jour: 521-2989 - 521-0586.
Demandez **Marcel Lamontagne.**

380 divers demandé

Désire acheter poussette parapluie. Appeler de 1h à 6h p.m. à: 733-0250.

413 entrepreneur

Entrepreneur menuisier, finition sous-sol, travail général 527-1769 soir.

Réparation générale, brique, pierre, foyer cheminé, joints. 256-1755.

417 denturologiste

Denturologiste J. Gauthier, fabrication et réparation de prothèses dentaires amovibles. Tél.: 728-3401. Bien-être accepté.

435 planchers

Sablage, finition plastique, varathane, nettoyage tapis, tél: 721-7738.

438 déménagements - transport - camionnage

Accepterais déménagements à prix modique, local ou longue distance, tél.: 737-8009.

440 service divers

AMASO

Service de rencontres sérieux, 822 est rue Sherbrooke, suite 5. Marthe Gaudette, b.a.b.péd.b.ph. Ièss lettres. Tél.: 524-3852.

444 lavage - nettoyage

AA-1 Lavage murs, vitres, tapis, plancher, sablage, varathane, peinture. Estimation gratuite. Service 7 jours M. Roger 676-3332.

455 impôts - tenue de livres

DÉCLARATIONS D'IMPÔT
Formule depuis 1968, tenue de livres. Tél.: 381-5425.

830 hommes-femmes demandés

Machinistes - tourneurs plein temps ou partiel. Dorion & Frères Inc. 9945 rue Paris. Mtl-Nord. 322-0320.

Institut de secrétariat demande professeur de sténo gregg bilingue, à temps partiel le jour 279-8648.

Secrétaire légale avec expérience en civil, sténo, dactylo, centreville, édifice moderne. Appeler directeur du personnel: 866-7611; le soir: 731-2547.

Cherchons contracteur possédant outillage pour ourler mouchoirs 1/16" à domicile. Composer 382-4821.

Électricien licence "C" bonne condition de travail. S'il vous plaît écrire ou appeler: Canadian International Paper Limited, 15,300 est, Sherbrooke P.A.T. 642-9240.

Cherche jeune fille ou femme responsable, bonne éducation, pour s'occuper d'un enfant de 3 ans de 8:30 à 6:00h. 5 jours, $75. repas compris 254-1594.

TEMPORAIRE
Si tu es dactylo ou dictaphoniste bilingue avec expérience et désireuse de faire un surplus d'argent avant Noël, nous avons diverses possibilités pour toi pour de courtes ou de longue période. Pour rendez-vous: Louise Hébert, 878-9141. Quantum Management Services suite 750, Place du Canada.

845 emplois demandés

Assistante dentaire avec expérience cherche emploi dans la région de Laval. Tél.: 473-4570, et 473-5224, le soir.

Comédien 26 ans, cherche travail, expérience aussi: Professeur, danse, animation, Urgent. Claude 270-5996.

990 autos camions demandés

Nous payons jusqu'à $20. pour votre vieille voiture pour ferraille. Remorquage gratuit. 365-6835.

999 autos à vendre

Peugeot 204 1970, convertible toit d'hiver, michelin, excellente état, $700. téléphoner après 6h. 731-6274.

DODGE VANE 1969 Bon état de marche. Aubaine. Faut voir. Tél.: 348-5674.

FIAT 128 1973 4 portes, 23,000 milLES $1,800. à discuter; doit vendre, tél.: 737-7923.

FIAT 74 Modèle Stock. Prix coûtant pour liquidation 658-6623.

RENAULT 12 TL parfait: état prêt pour l'hiver, meilleur offre particulier, 343-7321 jour seulement.

RAMBLER REBEL 1968, 76,000, très bonne condition, pneus d'hiver, $350. à discuter. Tél.: 526-3046.

VOLKSWAGEN campeur 1970, moteur, peinture neuve, équipement propane $3,000. 524-8552.

VOLVO 142 S. 2 portes, 4 vitesses standard, AM-FM. Peinture neuve Biarritz automobile, faut voir. 323-1900.

PEUGEOT 504, 70, 4 vitesses, $1495. Biarritz Automobile, 323-1900.

RENAULT R-16 TS, AM-FM, 7 roues incluent 2 pneus d'hiver, $1550. Biarritz Automobile 323-1900.

TOYOTA 73 Corolla 1600, Station-wagon. Penus radiaux, radio AM-FM, impeccable. Biarritz Automobile 323-1900.

CITROEN (S) fais affaire avec le spécialiste 72 D spécial. DS 21 Pallas, station-wagon comme neuve, pleine garantie. Biarritz Automobile. Tél.: 323-1900.

VOLVO usagées 69 à 74. Fort Chambly Auto 658-6623.

Vous écouter
Vous comprendre
Vous aider
Tel-Aide
935-1101
Jour et nuit.

630 Avis légaux - soumissions - appels d'offres

AVIS
COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC

Modification de certains tarifs suivant les articles 2.64 et suivant du Règlement 2 sur les règles de pratique et de régie interne de la Commission, dans le cas de concurrence tarifaire avec le transport ferroviaire.

Requérants: CANADIAN TRANSPORT TARIFF BUREAU ASSOCIATION, 555 Dixon Road, Rexdale, Ontario, M9W 1H8.

Prenez avis que le requérant susmentionné a obtenu de la Commission de la modification de ses tarifs comme suit:

L'augmentation à item 330, Montréal Toronto et une diminution à l'item 330, Montréal - Hamilton au Tarif No. 32-G, T.B.Q. No. 2909, pour les membres participants de Canadian Transport Tariff Bureau Ass'n., comme suit:

L'acier de Montréal à Toronto — augmentation à 66c le 76,000 lb.

L'acier de Montréal à Hamilton — réductions de 68c — 76,000 lb.; 77c — 76,000 lb.; 86c — 76,000 lb.

Cette modification entrera en vigueur le 11 octobre 1974 et demeurera en vigueur jusqu'au 9 avril 1975.

Tout intéressé peut s'opposer à cette modification dans les 4 jours de la première publication en formulant à la Commission une opposition à cette fin.

"Prenez avis que G & H Steel Industries Limited du 315 Nantucket Boulevard, Scarborough, Ontario s'adressera à la Commission des Transports du Québec en vue d'obtenir un permis spécial:

— A —

Des frontières Ontario Québec (ports d'entrée Rivière Beaudette et Pointe Fortune) au site des installations de G.H. Steel Service Quebec Limited et de G & H Fence Limited situées dans la Province de Québec, pour effectuer le transport de marchandises pour et au nom de Lundy Steel Limited, Dunville, Ontario, Erin Steel & Wire Company (une division de Lundy Steel Limited, Erin, Ontario) Reinforcing Steel Products Company (une division de G & H Steel Industries Limited) Canadian BBR Limited, Wapiti Industries Inc. et G & H Fence Limited;

— B —

De tous les points de la Province de Québec à la frontière Québec Ontario, (le port de sortie Rivière Beaudette et Pointe Fortune), pour le transport d'acier destiné au site des installations de Lundy Steel Limitd, Erin Steel & Wire Company (une division de Lundy Steel Limited), Reinforcing Steel Products Company (une division de G & H Steel Industries Limited), Canadian BBR Limited, Wapiti Industries Inc., et G & H Fence Limited.

Les dits services seront donnés en utilisant des remorques conventionnelles, à timon et de modèle trombone.

CONDITIONS:

1—Ce permis sera opéré en conjonction avec un certificat portant le numéro 23887-B émanant de la Commission des Transports de l'Ontario, le 3 setembre 1974.

2—Ce permis sera valide tant et aussi longtemps que le contrôle des compagnies mentionnées dans la présente sera détenu par la Compagnie G & H Steel Industries Limited.

Tout intéressé peut contester la présente demande dans les quatre (4) jours de la première parution de cet avis en s'adressant à la Commission des Transports du Québec au 505 est, rue Sherbrooke à Montréal."

RICHARD NADEAU,
Procureur.

Canada
Province de Québec
District de Montréal
No 12 045 500 553 744
COUR SUPÉRIEURE
(Division des Divorces)

Greffe des divorces du
District de Montréal

DAME STELLE GINGELL, ménagère, épouse commune en biens de Bordon Chauvin, demeurant au 4118, rue St-Laurent, à Montréal, dit district,

Requérant (e)

VS-

GORDON CHAUVIN, de lieux inconnus,

Intimé (e)

PAR ORDRE
DE LA COUR

L'intimé(e) GORDON CHAVIN, est par les présentes requis de comparaître dans un délai de 60 jours de la dernière publication. Une copie de la requête en divorce a été laissée à la Division des Divorces à son intention. prenez de plus avis qu'à défaut par vois de signifier et de déposer votre comparution ou contestation dans les délais susdits, la requérante procédera à obtenir contre vous, par défaut, un jugement de divorce accompagné de toute ordonnance accueillant les mesures accessoires qu'elle sollicite contre vous.

Montréal, le 27 septembre 1974

(S) Wilfrid Lefebvre
Régistraire

Borenstein, Duquette & Brott
5311, avenue du Parc
Montréal, P.Q. H2V 4G9

Horaires Télévision

2 CBFT (R-C), Montréal
4 CFCM (TVA), Québec
(4) CBOT (CBC), Ottawa
5 CKMI, Québec
6 CBMT (CBC), Montréal
(6) CJPM (TVA), Chicoutimi
7 CHLT (TVA) Sherbrooke
8 CJSS (CTV), Cornwall
9 CBOFT (R-C) Hull
(9) CKSH (R-C), Sherbrooke
9C Câble TV, Montréal
9NC National Cablevision, Montréal
10 CFTM (TVA), Montréal
11 CBVT (R-C), Québec
(11) TCQ (câble), Québec
12 CFCF (CTV), Montréal
(12) CKRS, Jonquière
13 CKTM, Trois-Rivières
(13) CJOH (CTV), Ottawa
(30) CFVO, Hull

matinée

9.00
4 Au bout du fil
(4) The Friendly Giant (enfant)
6 Quebec School Telecasts
(6) Les bouts d'chou (enfant)
8 12 (13) Kareen's Yoga
(30) Cinéma

9.15
2 9 (9) 11 (12) 13 Les Oraliens (éducation)
(4) Ontario School Telecasts
7 Filmatin: "La neige était sale", Fr. 1953. Drame psychologique de L. Saslavsky avec Daniel Gélin, Valentine Tessier et Vera Norman.
10 36-24-36 (culture physique)

9.30
2 9 (9) 11 (12) 13 Les 100 tours de Centour (éducation)
5 Quebec School Telecasts
(6) Ciné-matin: "Une balle suffit", Fr. 1954. Drame policier de J. Sacha avec Georges Ulmer, Vera Norman et Jacques Castelot.
8 (13) Pay Cards (jeu)
10 Pour vous mesdames
12 Edith Serei (conseils)

9.45
2 9 (9) 11 (12) 13 En mouvement

10.00
2 9 (9) 11 (12) 13 Les Chiboukis (enfant)
8 (13) It's your move (jeu)
12 Pay Cards (jeu)

10.15
2 9 (9) 11 (12) 13 Du soleil à 5 cents (enfant)

10.30
2 (9) 11 (12) Personnalité féminine
4 Pour vous mesdames
(4) 5 6 Mr. Dressup (enfant)
8 (13) Quest (religion)
9 Cours scolaires de l'Ontario
12 McGowan & Co.
13 Rue principale
(30) Dessins animés

10.40
8 (13) The Dick Van Dyke Show (comédie)

10.45
(30) La santé à l'horizon (conseils)

11.00
2 (9) 11 (12) 13 Les recettes de Juliette
(4) 5 6 Sesame Street (éducation)
(6) Jinny (comédie)
7 10 (30) Personnalité (jeu)
12 Definition (jeu)

11.10
8 (13) The A.M. Show

11.30
2 11 Minos 5 (aventure)
4 Leçons de beauté (conseils)
(6) Dessins animés
7 La famille Stone (comédie)
9 Les recettes de Juliette
(9) 13 Rue principale
10 Pep '74 (éducation)
12 The art of coocking (cuisine)
(12) Le module du midi
(30) Le saint (suspense)

11.45
4 Dessins animés
(6) A votre service

11.50
4 Les informations

après-midi

12.00
2 9 11 Cher oncle Bill (comédie)
4 De tout de tous
(4) 5 6 Luncheon Date (interview)
7 Informa 7
8 (13) Flintstones & Friends (dessins animés)
10 Les p'tits bonshommes (dessins animés)
12 The Flintstones (dessins animés)

12.15
(6) Nouvelles du midi
7 Dessins animés

12.30
2 9 (9) 11 (12) 13 Les coqueluches (variétés)
(6) Rond-Point
7 10 (30) Les tannants (variétés)
12 Matine with George Balcan: "The Out-Of-Towners", E.U. 1969. Comédie d'A. Hiller avec Jack Lemmon et Sandy Dennis.

1.00
4 La fête (variétés)
(4) Straight Goods
5 Robin Hood (aventure)
6 The Bold Ones (drame)
8 (13) Definition (jeu)

1.30
2 9 (9) 11 (12) 13 Le téléjournal
(4) Coronation Street (téléroman)
5 Peter Gun (policier)
(6) (30) Pour vous mesdames
7 Perdus dans l'espace (science-fiction)
10 Au jour le jour (affaires publiques)

2 9 (9) 11 (12) 13 Femme d'aujourd'hui

2.00
4 Cinéma: "Les coups pour rien", Fr. 1971. Drame d'aventures de P. Lambert avec Pierre Brice, Roland Lesaffre et Yanti Somer.
(4) 6 Love American Style (comédie)
5 A communiquer

2.30
2 9 (9) 11 (12) Cinéma: "Hercule contre les tyrans de Babylone", It. 1965. Aventures de D. Paolella avec Rock Stevens, Helga Line et Livio Lorenzo.
(4) 5 6 The Edge of Night (téléroman)
7 Ciné-lundi: "Quand la vengeance sonnera", It. 1968. Western de R. Freda avec Mark Damon, Stephen Forsyth et Luciana Gilli.
8 12 (13) Somerset (téléroman)
10 Ciné-Lundi: "Ascenseur pour l'échafaud", Fr. 1957. Drame policier de L. Malle avec Maurice Ronet, Jeanne Moreau et Georges Poujouly.
13 Conseils Express

3.00
(4) 5 6 Juliette & Friends
8 12 Another World (téléroman)
(6) Personnalités (jeu)
13 Personnalité féminine
(30) Les joyeux naufragés (comédie)

3.30
4 Patofville (enfant)
(4) 5 6 Adrienne at Large (affaires publiques)
(6) Adèle (comédie)
8 12 (13) What's the good word? (jeu)
13 Cher oncle Bill (comédie)
(30) Le cirque (enfant)

4.00
2 9 (9) 11 (12) 13 Bobino (enfant)
4 Au sous-sol d'André (enfant)
(4) 5 6 Family Court (drame)
(6) 7 10 (30) Patofville (enfant)
8 12 (13) He knows she knows (jeu)
9NC Sesame Street (éducation)

4.30
2 9 (9) 11 (12) 13Les Egregores (enfant)
(4) 5 6 Dr. Zonk and the Zunkins (enfant)
(6) Les Banana Splits (enfant)
7 Cineapero: "Condamné à être pendu", E.U. 1964. Western de W.F. Claxton avec Dale Robertson, Yvonne de Carlo et William Bendix.
8 (13) The Lucy Show (comédie)
10 Jinny (comédie)
12 The Flintstones (dessins animés)
(30) Ciné 4h30: "Les carabiniers", Fr. 1962. Comédie satirique de J.L. Godard avec Marino Mase, Albert Juross et Catherine Ribeiro.

5.00
2 9 11 (12) Daktari (aventure)
4 10 Perdus dans l'espace (science-fiction)
(4) 5 6 The Electric Company (éducation)
(6) Les tannants (variétés)
8 (13) Mannix (policier)
(9) 13 Cinéma de 5 heures: "L'île mystérieuse", G.B. 1961. Aventures de C. Endfield avec Michael Craig, Joan Greenwood et Michael Callan.
9C L'église au présent
9NC Documentaire
12 Truth or consequences (jeu)

5.30
(4) 5 6 The Partridge Family (comédie)
9C Children's Story Page
9NC Here and now
12 It's Your Move (jeu)

5.55
4 Votre foyer madame (conseils)

soirée

6.00
2 Nanny (comédie)
4 7 10 Parle parle, jase jase...
(4) The Bob Newhart Show (comédie)
5 6 The City at Six
(6) Studio Six (information)
8 (13) Newsline
9 Tout à l'heure
9C Come alive
9NC Jewish dimension
11 Le joint (information)
12 Pulse (information)
(12) Cher oncle Bill (comédie)

6.30
2 11 Actualités 24
(4) This day (information)
5 Around the city with Bob (information)
(6) Parle parle, jase jase...
9C Secourisme au foyer
9NC Dialogue oriental
11 Essai
(12) Information première

6.40
(12) Actualités nationales

7.00
4 Aujourd'hui le 28 octobre (information)
5 6 The Onedin Line (drame)
7 Award Theatre
8 12 (13) The Ian Tyson Show (musique western)
9 Le téléjournal
(9) Le 9 vous informe
9C 9NC Radio-Québec — La famille papier: "Masque et costume de carnaval".
10 Le 10 vous informe
(12) Arsène Lupin (policier)
13 Le 13 vous informe
(30) Le quotidien (information)

7.15
9C 9NC Radio-Québec — Sur deux plans: "L'automobile vedette du film d'aventures".

7.30
2 9 (9) 11 13 Les Pierrafeu (dessins animés)
4 (6) 7 10 (30) Les Berger (téléroman)
(4) CBOT Spécial.
8 12 (13) The Rookies (policier)
9C 9NC Radio-Québec: Dix enfants au soleil.

8.00
2 9 (9) 11 (12) 13 Les forges du Saint-Maurice (téléroman)
4 Médecin d'aujourd'hui (drame)
(4) 5 6 The Mary Tyler Moore Show (comédie)
(6) 7 10 (30) A la canadienne (variétés)
9C 9NC Radio-Québec — Retraite ouverte ou fermée?

8.30
2 9 (9) 11 (12) 13 Mont-Joye (téléroman)
(4) 5 6 This is the law
(6) 7 10 (30) Médecin d'aujourd'hui (drame)
8 12 (13) The Streets of San Francisco (policier)
9C 9NC Radio-Québec — Si l'monde savait.

9.00
2 9 (9) 11 (12) 13 Le travail à la chaîne (jeu)
4 A la canadienne (variétés)
(4) 5 6 Cannon (policier)
9C 9NC Radio-Québec — La vie qu'on mène.

9.30
2 9 (9) 11 13 Toma (policier)
4 (6) 7 10 (30) L'univers de Yoland Guérard (variétés)
8 12 (13) 1975 Miss Canada Pageant
(12) Marcus Welby M.D. (drame)

10.00
(4) 5 6 Is there life after youth?
9C A l'écoute du présent
9NC Kaleidoscope Polonais

10.30
2 9 (9) 11 (12) 13 Le téléjournal
4 (6) 7 10 (30) Les Nouvelles TVA
(4) 5 6 People of our time
9C Provincial Association of Protestant Teachers
9NC German Diary

10.45
2 9 (9) 11 (12) Nouvelles du sport et météo
13 Le 13 vous informe

11.00
2 9 (9) 11 (12) 13 Appelez-moi Lise (variétés)
4 Ciné-4: "L'amant de cinq jours", Fr. 1960. Comédie de moeurs de P. De Broca avec Jean-Pierre Cassel, Jean Seberg et François Périer.
(4) 5 6 8 12 (13) News
(6) En fin de soirée: "Le jardin des tortures", G.B. 1967. Film d'horreur de F. Francis avec Michael Bryant, Beverley Adams et Jack Palance.
7 Sans pantoufles: "Le baiser du vampire", G.B. 1963. Drame d'horreur de D. Sharp avec Noel Willman, Edward de Souza et Jennifer Daniel.
9NC Hispano Amérique au Québec
10 La couleur du temps
(30) Les protecteurs (policier)

11.15
10 Festival de films de guerre: "Première victoire", E.U. 1965. Drame de guerre d'O. Preminger avec John Wayne, Patricia Neal et Kirk Douglas.

11.20
8 (13) Sportsline
12 Pulse (information)

11.22
(4) 5 6 Viewpoint (information)

11.30
(4) CBOT Tonight
5 After Eleven: "Promise her anything", G.B. 1965. Comédie d'A. Hiller avec Leslie Caron, Warren Beatty et Robert Cummings.
6 Montreal Tonight
8 (13) Simply Charlotte
9NC Estamos No Quebec
(30) Enquêtes spéciales (policier)

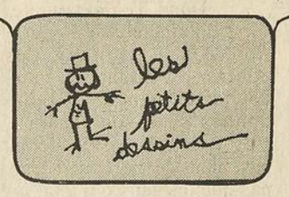
11.50
(4) The Odelin Line (drame)

11.55
6 Hollywood and the Movies (première)

00.00
2 9 11 (12) Télé-Mystères: "Le mannequin assassiné", avec Claude Gevrey et Christian Barbier.
8 (13) Midnight at the movies: "The Mummy", G.B. 1959. Drame d'horreur de T. Fisher avec Peter Cushing, Christopher Lee et Yvonne Furneaux.
(9) Ciné-soir: "Adorable voisine", E.U. 1958. Comédie de R. Quine avec James Stewart, Kim Novak et Jack Lemmon.
12 Feature movie: "The Silencers", E.U. 1965. Film d'espionnage de P. Karlson avec Dean Martin, Stella Stevens et Victor Buono.
13 Ciné-soir: "Fahreinheit 451", G.B. 1966. Drame de science-fiction de F. Truffaut avec Oskar Werner, Julie Christie et Cyril Cusack.

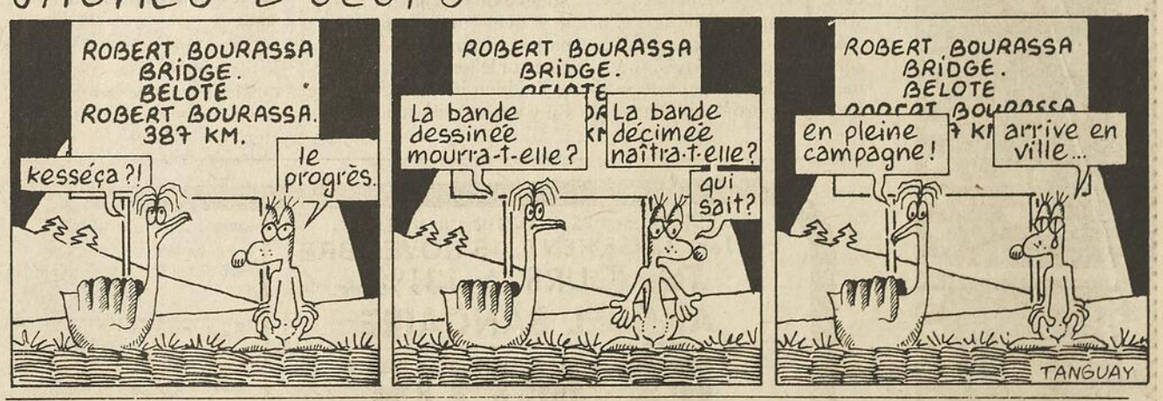
12.45
10 Le 10 vous informe

1.30
2 Le téléjournal

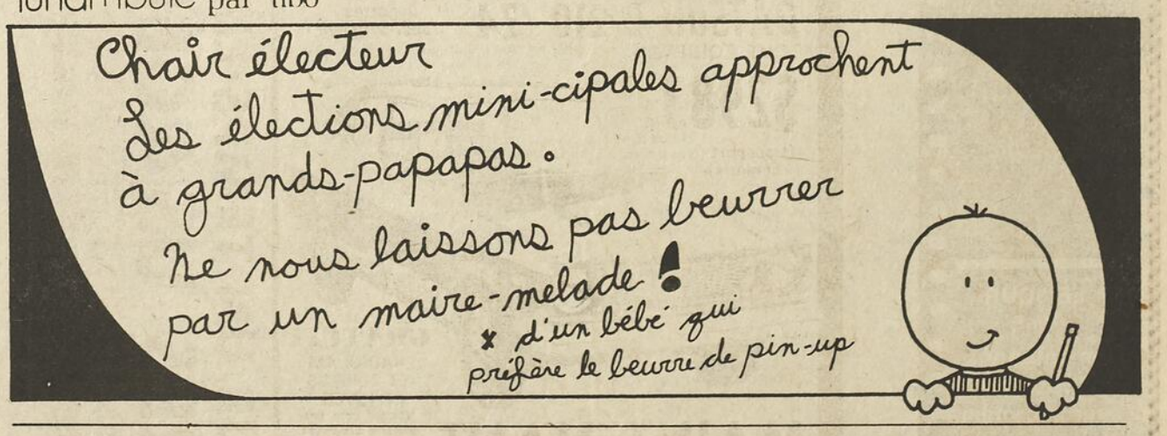
La Coopérative  et LE JOUR présentent

Les bandes dessinées québécoises

JAUNES D'OEUFS



lunambule par tibo



le sombre vilain



Jean Drapeau répond aux questions du JOUR

(suite de la page 11)

"C'est trop facile de dire qu'on est des voleurs"

La restauration c'est important pour les grands logements. J'étais hier à une ligne ouverte radiophonique, une femme a appelé, elle habite avec sa famille un logement à loyer modique dans un projet de la Pointe Saint-Charles, elle habite un grand logement, mais elle a six enfants et son mari. Ça fait huit personnes. Elle me disait que c'était pas conçu pour les besoins de la famille. Je lui ai dit: Madame je n'ai pas besoin d'aller voir votre logement, je vous donne raison. Mais en me signalant ça, vous me donnez raison aussi de tendre plutôt à restaurer les vieilles maisons, dans lesquelles il y a de grands logements, non seulement il y a plus de pièces mais les pièces sont plus grandes, parce qu'il a 40, 50 ou 60 ans les logements étaient construits pour de grandes familles. Aujourd'hui dans la construction, tout est compté au pied cube, en fonction des prix, en fonction des techniques de construction, et on croit en certains milieux que lorsqu'on a dit: il y a là quatre chambres à coucher, c'est suffisant pour une famille de six enfants. Bien, quand le père et la mère ont pris une chambre, que les trois autres chambres servent à deux enfants chacune, il n'y a pas beaucoup de place pour mettre les meubles. Et c'est ce que la femme m'a dit. Et c'est ce qui démontre l'importance de la restauration des vieux logements.

(Le maire évoque ensuite son projet de faire construire des habitations à loyer modique par l'entreprise privée, en instituant à cette fin une allocation logement payable au propriétaire).

...Je crois qu'il faut que ce soit balancé, que l'État agisse, mais pas à l'exclusion de l'entreprise privée. Ça ne devient pas juste que des propriétaires paient des taxes dont le produit va servir à faire des logements qui vont se louer meilleur marché que ceux du propriétaire, parce que le déficit du logement public est payé par ses taxes, alors que lui, personne ne l'aide à rencontrer son déficit. Il y a une subvention au loyer dans le cas du logement public, pourquoi n'y en aurait-il pas dans le cas du logement privé?

Q—Vous n'envisagez pas la construction de logements publics au cours du prochain mandat?

R—Les pouvoirs publics ne sont pas munis pour ça. Pour le réaliser le plus vite possible, pourquoi ne pas utiliser l'entreprise privée. L'important c'est le logement. Si on dit: il faut que ce soit fait d'une certaine façon, on attache plus d'importance au moyen qu'à la fin.

Les contrats sans soumissions

Q—Votre ex-collaborateur Paul-Émile Robert, au cours d'une assemblée publique, a soulevé la question des contrats octroyés sans soumissions publiques. Il a parlé bien sûr des Jeux olympiques, mais il a soulevé aussi d'autres cas. Il a dit par exemple qu'à l'Expo '67, le contrat pour toutes les viandes qui se sont vendues là avait été donné à Obront sans soumission; il a parlé de la réfection du Marché Bonsecours et du réaménagement de l'ancien Palais de justice, devenu une annexe de l'Hôtel de Ville. Quelle est votre réaction là-dessus?

R—Bon. Commençons par l'Expo. Il y avait un conseil d'administration de l'Expo, il y a eu des décisions qui ont été prises à ce moment-là, à la connaissance et avec le consentement des gouvernements qui étaient partenaires — fédéral, provincial, municipal. Les ministres des Finances, les ministres tuteurs étaient au courant de tout ce qui se faisait. Étant donné qu'il fallait rencontrer les délais, il a pu arriver que pour certaines constructions la seule formule qui pouvait permettre d'avoir la qualité et la rapidité d'exécution et d'approvisionnement en matériaux, c'était de procéder sans soumissions. Mais procéder sans soumissions, faut s'entendre, ça veut dire procéder sans soumissions publiées dans les journaux. Lorsque par exemple, il y a des travaux à faire et qui consistent à mettre de l'acier en place, une annonce dans les journaux ne rapporte rien. Il y a **quelques** maisons qui sont capables de mettre de l'acier en place. L'important c'est de prévenir ces maisons-là qu'il y a des travaux à faire. Et quand on dit sans soumissions publiques, ça veut dire que les annonces ne sont pas publiées dans les journaux. Ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas de soumissions. Et on a soumis à tous les conseillers du Parti civique, en caucus, et ça été soumis même en plein conseil, la démonstration qu'en procédant par la méthode des soumissions dites privées, il y a toujours beaucoup plus de soumissionnaires que quand on procède par des demandes de soumissions publiques. Ça été dit par le directeur du service des approvisionnements, et le directeur du service des approvisionnements et son personnel sont des gens au-dessus de tout soupçon, des gens absolument consciencieux, intègres et honnêtes, et ils ne se prêteraient pas à manigancer, pour faire plaisir à qui que ce soit de l'administration municipale, le maire inclus, des transactions d'achats ou du services qui ne seraient pas conformes aux règles de l'honnêteté. Bon. Les soumissions publiques sont publiques uniquement parce que la demande de soumissions est publiée dans les journaux; il ne faut pas croire qu'à partir de ce moment-là tout le monde devient honnête. Il a été prouvé dans le passé qu'on peut procéder par le jeu des soumissions publiques et quand même faire des actes pas corrects. C'est pas la publication dans le journal qui rend une administration honnête ou non. On est honnête ou on ne l'est pas. Mais là au point de vue efficacité, pour avoir plus de soumissionnaires, et pour sauver des délais (qui sont prescrits par la charte quand on procède par soumissions publiées dans les journaux), lorsqu'il y a des invitations à faire à des gens intéressés à un domaine d'activité, il y a plus de soumissionnaires que lorsqu'on publie dans les journaux. Bon.



Photo Antoine Désilets

Le maire devenu chef de parti

Le cas de l'Expo

Donc, ce qui compte, c'est l'honnêteté de l'opération. Qu'il y ait eu des contrats d'achat de marchandises pendant l'Expo donnés sans soumissions, c'est possible, je ne le nierais pas, mais je ne conclurais pas que les gens qui à la Société de l'Expo ont procédé ainsi ont voulu favoriser la corruption. Il y a des partis d'opposition à Ottawa, il y a eu une loi pour mettre fin à la Société de l'Exposition, et là il y a eu une commission parlementaire, tout a été discuté sur le long et sur le large, et j'ai bien la conviction que s'il y avait eu des choses pas correctes les députés de l'opposition ne se seraient pas cachés pour les dénoncer. Bon. Donc le seul fait que ça été donné sans soumissions, à l'Expo — je ne peux pas savoir d'abord si c'est vrai, parce que l'Expo comme telle, dans le cas des viandes, je ne sais pas si l'Expo comme telle administrait des restaurants. Je serais surpris que l'Expo comme telle ait exploité des restaurants. C'était surtout en concession, alors c'était le concessionnaire qui achetait. Bon. Mais donc je ne pourrais pas dire si ça s'est fait ou non, c'est vieux, et je ne sais pas si je l'ai déjà su. Si je l'ai su j'ai pu l'ouboier, et il est possible que ça ne se soit jamais produit. Bon.

Les travaux en régie

Maintenant, l'édifice Viger, le Vieux Palais de justice, le Marché Bonsecours: voilà le genre de travaux de restauration qu'il n'est vraiment pas possible d'entreprendre et d'exécuter en vertu d'un contrat sur soumissions. Parce que pour soumissionner, les intéressés, les entrepreneurs, doivent savoir toutes les quantités, toutes les conditions des lieux. Et comme ce sont de très vieux bâtiments, à mesure que certaines choses sont défaites se découvrent d'autres choses. Bon. Dans les trois cas, le principe a été de faire ça, le principe c'est-à-dire sous la direction de notre service de travaux publics. En demandant ensuite, pour certains travaux, une fois que la situation est connue, en demandant à des fournisseurs de services, de matériaux ou de travaux, des prix pour faire les travaux dans des conditions qui sont connues à ce moment-là et qui ne sont pas connues pour permettre la préparation d'un cahier de charges général.

Vous savez, c'est trop facile ça de dire que parce que les demandes de soumissions ne sont pas publiées dans les journaux, qu'on est tous devenus des voleurs puis des corrompus. Ça fait 14 ans qu'on est ici; je pense qu'on admettra que des gens ont bien fouillé pour essayer de trouver si on ne s'étaient pas prêtés à des transactions louches. Puis je rends le témoignage à tous mes collègues du Conseil et à mes collègues du comité exécutif, et à tous nos directeurs de services — sans le concours desquels on ne pourrait pas être croches... C'est ça, il ne faut pas l'oublier: de dire que de recourir aux soumissions privées, ça veut dire qu'on veut faire du grabuge, ça implique la participation de plusieurs directeurs de services. Des gens qui disent ça ne se rendent pas compte que non seulement ils attaquent notre honnêteté, mais ils attaquent l'honnêteté du directeur du service des approvisionnements, qui participe aux achats et à l'étude des dossiers; au directeur du service des travaux publics, qui prépare les cahiers de charge et qui prépare les plans et les devis; au directeur des finances, et dans certains cas à d'autres directeurs. Alors, c'est pas réaliste. Si tout ne se préparait que dans le bureau du président ou du maire, eh bien mon dieu, peut-être que ça pourrait se faire. Si ça se faisait exclusivement avec certains bureaux de génie ou d'architecture ou de constructeurs en-dehors des services municipaux, peut-être ça pourrait se faire. Mais tout se fait sous la direction de nos services municipaux. Alors, procéder sans soumissions publiques, ça veut dire procéder quand même par soumissions, mais non publiées dans les journaux, en invitant quand même les institutions intéressées à soumettre des prix sur des plans, sur des données qui sont les mêmes pour tout le monde. Ce n'est pas honnête que de prendre pour acquis que de ne pas publier des annonces dans les journaux, ça veut dire que ça favorise la corruption. Le mécanisme établi par la charte et par les règlements, et l'honnêteté de nos directeurs de service et de leurs collaborateurs, ne permettent pas à une administration municipale d'agir de façon corrompue. C'est ça la situation.

Démolitons et propriété privée

Q—Au sujet du contrôle des démolitions, qu'avez-vous à l'esprit quand vous parlez de demander des pouvoirs de contrôle plus directs à Québec? Pouvez-vous illustrer votre projet?

R—Le droit de propriété est un droit fondamental, le droit de s'en servir, d'en tirer des revenus, et d'en abuser — selon le vieux sens latin du mot, le droit de le détruire, si vous voulez. Dans le cas d'une maison, vous êtres propriétaire d'une maison, vous vous êtes bâti une maison sur une rue, puis vous aimez à continuer à rester sur cette rue-là disons, mais vous voulez bâtir une autre maison. Vous demandez la permission à la ville de démolir votre maison. On vous donne un permis de démolition. On n'a pas le droit de vous le refuser.

Nous avons jusqu'à maintenant, par divers moyens, réussi à temporiser, à paralyser, à rendre plus difficiles les démolitions de maison. Mais nous n'avons pas le droit d'empêcher la démolition. Alors nous allons demander. Je suis sûr d'une chose, c'est que le législateur ne nous donnera pas le droit de nous opposer à toutes les démolitions de maisons. Il va falloir établir quelle est la limite du droit que le législateur va nous concéder.

Q—Quels seront les critères?

R—Dans le moment nous sommes obligé d'employer la formule que j'ai employée dans le document que j'ai lu hier; nous allons demander un contrôle plus direct sur les démolitions. Plus direct, c'est une façon de parler. Dans le moment si une maison a une valeur architecturale ou historique prouvée, on s'adresse au ministre qui peut, lui, la déclarer protégée. Donc, on a eu un premier moyen. Mais parce qu'il y a une rue où il y a plusieurs maisons de même style, c'est pas sûr que si nous demandons d'empecher de démolir ces maisons-là que le ministre va dire oui. Ça peut peut-être représenter une époque, mais comme valeur architecturale il y a des architectes qui vont dire que ça ne vaut rien.

Les droits que nous allons demander ne sont peut-être pas exactement les droits que nous allons recevoir. Nous allons poser le principe maintenant, dans une demande à l'occasion d'un amendement à la charte, d'avoir des droits de contrôle en matière de démolition. Avec nos services, nous allons préparer ce qui nous paraîtrait souhaitable d'avoir comme pouvoirs. Mais nous allons être obligés de démontrer que ce que nous demandons n'est pas la négation du droit de propriété.

Le cas du Laurentien

Q—Ne trouvez-vous pas scandaleux le projet de démolir l'Hôtel Laurentien, qui n'est peut-être pas spécialement beau, mais qui a à peine 25 ans, n'est pas délabré du tout, et vaut bien $20 millions?

R—Madame, mais il y a combien de femmes qui commettent le scandale — puisque vous utilisez le mot scandaleux — de cesser de porter des toilettes parce qu'elles ne sont plus de mode. Or là il y a plus que ça. Les propriétaires disent: étant donné ce que coûte maintenant l'entretien de ce bâtiment-là, il n'est pas aussi rentable qu'un autre qu'on pourrait mettre sur le même emplacement.

Q—La Ville a-t-elle déjà consenti les droits de construction sur les rues Stanley et Lagauchetière, autour du Laurentien, où Marathon veut construire son nouveau projet?

R—Nous avons accepté le principe de fermer la rue Stanley au sud de Dorchester. Le principe. Parce que cette rue-là menait à la gare. À partir du moment où c'est réaménagé autrement, on n'en a plus besoin.

LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL

OFFRES D'EMPLOI

ANALYSTE EN INFORMATIQUE
SERVICE DE L'INFORMATIQUE

Fonctions:
—Analyser différents problèmes de gestion d'ordre administratif, pédagogique, scientifique ou technique.
—Synthétiser les objectifs à atteindre les besoins à satisfaire.
—Développer des solutions alternatives à ces problèmes, au moyen de méthodes impliquant l'utilisation d'un ordinateur de 3ième génération de forte puissance.
—Surveiller un certain nombre de programmeurs.

Exigences:
—Posséder un diplôme universitaire terminal de premier cycle, de préférence en sciences pures, sciences appliquées ou sciences commerciales ou un baccalauréat spécialisé en informatique.
—Minimum de trois (3) ans d'expérience en informatique.
—Connaissance pratique des techniques d'analyse en traitement des données.
—Connaissance approfondie d'un langage de programmation "assembler" serait un atout.

Traitement:
—Selon les qualifications et l'expérience.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR
SERVICE DE L'INFORMATIQUE

Fonctions:
—Participe à toutes les phases de l'analyse fonctionnelle et organique; selon les besoins spécifiques des utilisateurs (usagers), détermine le contenu des fichiers et les moyens d'acquisition des données, prépare des esquisses de documents d'entrée et de sortie.
—Définit les conditions de validation des éléments de la banque de données; participe au découpage de la banque en fichiers et à la définition des genres de fichiers, mode d'organisation et mode d'accès à ces fichiers.
—Effectue certains segments de la programmation; dresse des diagrammes de programmes et code les instructions en un des divers langages programmés.
—Rédige la documentation des programmes, prépare des jeux d'essais et vérifie les résultats de tests.
—Rédige des directives aux utilisateurs et participe aux présentations du système pour les utilisateurs.

Exigences:
—D.E.C. option informatique (ou l'équivalent) et un minimum de quatre (4) années en programmation ou diplôme universitaire en informatique.
—Connaissance approfondie des principaux langages de programmation et aptitudes à l'analyse.

Traitement:
—Selon les qualifications et l'expérience.

PROGRAMMEUR
SERVICE DE L'INFORMATIQUE

Fonctions:
—Codifie des programmes simples sur un ordinateur de troisième génération.
—Élabore les diagrammes généraux et détaillés des programmes.
—Teste les programmes et les met au point.
—Participe à l'élaboration des cahiers de procédures et à l'établissement des manuels d'opérations.
—Rapporte à son supérieur immédiat les anomalies ou lacunes quant aux renseignement qui lui ont été communiqués.
—Au besoin, accomplit toutes autres tâches connexes.

Exigences:
—Posséder un diplôme d'études collégiales professionnelles, option informatique.

Traitement:
—Selon les qualifications et l'expérience.

Les candidats intéressés doivent faire parvenir leur curriculum vitae en précisant les qualifications et leur expérience ainsi que les motifs de leur demande, avant le 1er novembre 1974 au:

**Directeur de l'emploi,
La commission des Ecoles
Catholiques de Montréal,
3737 est, rue Sherbrooke, Montréal, Qué.
H1X 3B3**

3 2 1

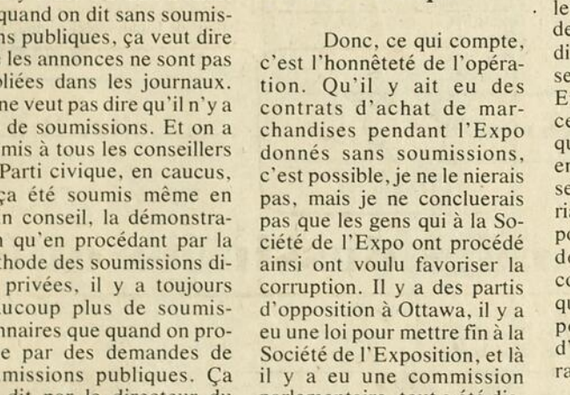
LE JOUR est maintenant disponible sur Microfilm

Pour abonnement annuel ou autres informations

communiquer avec Ginette Hétu 331-8961

C'EST LE TEMPS D'AVOIR LA VOTRE!
Le 1er VERSEMENT, 15 NOVEMBRE
TOUJOURS A 13½%
ANNUEL BANCAIRE

PRIMEUR
DATSUN B-210 '74 2 portes trans. standard
TOUT EQUIPEE
$2983.
(transport compris)



GRATUIT
RADIO AM
ET 2 PNEUS
D'HIVER
Valable pour une semaine seulement

MAINTENANT
$85.14 COMPTANT $85.50 PAR MOIS
48 VERSEMENTS EGAUX

EXEMPLE: Prix $2983 + taxe de ventes $238.61 + Licences $21.50
Total: $3243.14
Versement initial: $85.14
Balance: $3158.00
48 versements égaux de $85.50 par mois
Intérêt 13½% annuel compris

VOTRE SEUL DEPOSITAIRE OFFICIEL
POUR L'EST DE MONTREAL, REPENTIGNY
CHARLEMAGNE, ST-PAUL, ETC...

MICOR AUTO Inc.
12305 SHERBROOKE EST (P.A.T.) 645-1633
CHEZ MICOR D'ABORD

SPÉCIAL POUR UN TEMPS LIMITÉ
VOITURES USAGÉES RECONDITIONNEES
(GARANTIE X-TEND 12 mois 12,000 milles)

hhr hôpital du haut-richelieu

Centre régional de 413 lits
demande
UN DIRECTEUR DES FINANCES

Le candidat devra avoir une formation administrative avec concentration en comptabilité et finance et avoir au moins 3 ans d'expérience pertinente, de préférence dans le milieu hospitalier.

Envoyer votre curriculum vitae avec photo avant le 31 octobre 1974 au:
Directeur Général
Hôpital du Haut-Richelieu
920, boul. du Séminaire
Saint-Jean
J3A 1B7

DESSINATEURS SÉNIORS
SÉNIORS et INTERMÉDIAIRES
EN CHARPENTE

avec expérience dans les immeubles industriels, pour bureau-conseil.

ON PARLE FRANÇAIS

SWAN WOOSTER ENG. CO.

1740, Édifice Sun Life
Montréal

1740, Édifice Sun Life
Montréal
866-5325

le sport

Pour patienter, on continue de spéculer sur...

La puissance de Foreman et la détermination d'Ali

KINSHASA (AFP) — Il s'imposait ce "super match du siècle", cet affrontement inédit entre George Foreman, le roi du knock out, champion du monde des poids-lourds invaincu comme le fut Rocky Marciano, et Mohamed Ali, le maître à boxer, le danseur du ring, ancien tenant du titre mondial 1964-67, plus connu alors sous le surnom de "Cassius le Grand ou le Magnifique", le plus formidable monstre sacré de l'histoire de la boxe.

Ali a-t-il vraiment une chance d'échapper aux terribles coups d'assomoir de Foreman? Peut-il vraiment, à 32 ans, répéter ce qu'il a réussi 10 ans plus tôt face au tueur Sonny Liston? Deviendra-t-il le deuxième boxeur dans l'histoire de la boxe, après Floyd Patterson, à reconquérir le titre mondial des poids-lourds?

Puissance de Foreman

Le doute qui pèse sur la réponse fait tout l'intérêt du match. Il est certain que Foreman possède une puissance de frappe exceptionnelle. Ses 37 victoires avant la limite, sur 40 matches disputés, en témoignent. Aucun boxeur avant lui n'a atteint un quotient de knock out ou de 96 pour cent. Il est jeune 26 ans, il est déterminé, il a un grand pouvoir de concentration dans le ring, il a un bon coup d'oeil et il est très rapide dans la mise à mort de l'adversaire touché. Mais ses coups lourds n'électrocutent pas, ils assoment. "C'est un bûcheron qui abait son arbre. Si Ali est un chêne, il tombera plus lentement que les autres, mais il sera abattu", dit Sandy Saddler, ancien champion du monde des poids-welters et conseiller de Foreman.

En effet, comment logiquement pendant 15 rounds Ali pourra-t-il échapper, comme il le prétend, aux



George Foreman vu par Jim Hummel

coups de massue de son adversaire? En dansant, répond-il, en bougeant sans cesse, en attaquant Foreman de côté, sous tous les angles, l'aiguillonnant de ses jabs précis à la face, évitant le choc de front, épuisant l'adversaire, le déroutant.

Un boxeur du gabarit de Foreman un mètre quatre-vingt-dix, cent kilos, se fatigue plus vite. De gros biceps surentraînés relachent plus rapidement sous un grand effort, fait-on encore valoir dans le camp d'Ali. C'est alors, à micombat, que l'ancien champion du monde passera à la contre-attaque.

Détermination d'Ali

Pour Angelo Dundee, le manager, le tacticien, Ali est capable de mettre Foremen K.O. entre le neuvième et le 11ème round. Il prétend que son élève a retrouvé le punch qu'il avait contre Sonny Liston, Cleveland Williams et Zora Folley, tous de grands costauds qu'il avait mis K.O. À la vue des derniers jours d'entraînement de Cly à Kinshasa, on ne peut être aussi affirmatif. Ce qui parlerait plutôt en faveur de Mohamed Ali réside ailleurs. C'est d'abord sa forme actuelle, sa volonté de vaincre.

La folle détermination des deux boxeurs permet de penser que le match de mercredi n'ira pas jusqu'à la limite.



Mohamed Ali attentif au verdict de la balance...

les statistiques

football

Ligue canadienne

Conférence de l'Est

	G	P	N	P	G	Pts
Montréal	8	5	2	312	251	18
Ottawa	7	8	0	241	244	14
Toronto	6	8	1	257	288	13
Hamilton	6	9	0	253	289	12

HIER

Toronto 19 Hamilton 11
Saskatchewan 17 Montréal 2

Conférence de l'ouest

	P	G	P	N	Bp	Bc	Pt
Edmonton	15	9	5	1	330	240	19
Sask	16	9	7	0	305	289	18
C.B.	15	8	7	0	299	284	16
Winnipeg	15	7	8	0	239	341	14
Calgary	15	6	9	0	278	288	12

DIMANCHE
Saskatchewan 17, Montréal 2
Calgary 44, Winnipeg 11

SAMEDI
Edmonton 31, Colombie Britannique 8

Ligue nationale

Mardi
Buffalo à Washington
Pittsburgh à Los Angeles
Detroit à Vancouver
St-Louis à Toronto

Mercredi
NY. Islanders à N.Y. Rangers
Californie à Atlanta
Chicago à Montréal
Boston à Minnesota

Division I

	Pj	G	P	B	Bp	Bc	Pts
Atlanta	9	4	3	2	31	21	10
Islanders	7	5	1	1	30	15	11
Philadelphie	8	4	3	1	26	23	9
Rangers	7	4	2	1	28	23	9

Division II

	Pj	G	P	N	Bp	Bc	Pts
Vancouver	8	4	2	2	26	23	10
Chicago	8	5	3	0	32	16	10
Minnesota	8	2	4	2	15	4	6
St. Louis	8	2	4	2	22	29	6
Kansas City	7	0	6	1	15	31	1

Division III

	Pj	G	P	N	Bp	Bc	Pts
Los Angeles	8	4	1	3	27	16	11
Detroit	8	5	3	0	27	31	10
Montréal	8	3	2	3	28	25	9
Pittsburgh	6	2	3	1	24	25	5
Washington	8	1	6	1	14	32	3

Division IV

	Pj	G	P	N	Bp	Bc	Pts
Buffalo	8	4	3	1	28	29	9
Toronto	8	2	3	3	30	31	7
Boston	7	2	2	3	25	25	7
Californie	9	2	4	3	25	37	7

Compteurs

	B	A	Pts
Lysiak, Alt	3	10	13
Dionne, Dét.	2	11	13
Orr, Bos	4	8	12
Pappin, Chi	6	5	11
Grant, Dét	5	6	11
Cournoyer, Mtl	5	6	11
Leiter, Atl	3	8	11
Oddleifson, Van	3	8	11

Association mondiale

Aujourd'hui
Phoenix à Toronto

Mardi
Houston à Chicago
Minnesota à Michigan

Division canadienne

Toronto	5	5	0	0	27	9	10
Québec	4	4	0	0	21	6	8
Winnipeg	5	2	1	0	11	5	4
Vancouver	5	2	3	0	10	16	4
Edmonton	1	0	1	0	0	4	0

Division est

N. Angl.	4	3	1	0	15	12	6
Cleveland	3	1	1	1	9	10	3
Chicago	2	1	1	0	3	4	2
Indianapolis	4	0	0	5	17	0	

Division ouest

Phoenix	4	2	1	1	19	18	5
San Diego	3	2	1	0	13	12	4
Houston	6	2	4	0	21	26	4
Michigan	4	1	3	0	10	14	2
Minnesota	3	0	3	0	5	17	0

hockey

Matches d'hier non compris

Ligue majeure (Qué.)

AUJOURD'HUI
Sorel à Laval

MARDI
Sherbrooke à Trois-Rivières
Shawinigan à Chicoutimi
Québec à Sorel

JEUDI
Trois-Rivières à Cornwall

VENDREDI
Hull à Sherbrooke
Québec à Shawinigan
Montréal à Chicoutimi

DIVISION OUEST

	pj	G	P	N	Bp	Bc	Pts
Cornwall	13	9	2	2	62	43	20
Sherbrooke	11	9	1	1	55	38	19
Montréal	12	7	5	0	60	62	14
Hull	11	4	5	2	58	70	10
Laval	13	4	8	1	75	82	9

DIVISION EST

	Pj	G	P	N	Bp	Bc	Pts
T.-Rivière	12	7	3	2	56	36	16
Québec	11	5	6	0	48	50	10
Chicoutimi	12	4	7	1	53	71	8
Shawinigan	11	3	6	2	49	54	8
Sorel	11	1	10	0	36	65	2

courses

Les inscrits

Première course: Amble à réclamer $6,000. Bourse $2,100.

3—Colonel Ben	Seaman	5-2
1—Spillaneys B.	Gendron	3-1
2—Justa Tom	Grisé	4-1
5—Tony Raid		9-2
7—Drexel Har.	Hébert	5-1
6—Regal Brook	Lacharité	6-1
4—Armbro Les.	Bédard	5-1
8—Bradley LB	Brosseau	8-1
A.E. Chevy Ridge Lad J.P. Charron		

Deuxième course: Amble. A réclamer $6,000. Bourse $2,100.

1—Caroline W.	Charron	5-2
4—Valiant Star	Filion	3-1
8—Irene Bar.	Boucher	4-1
3—Curiosity A.	Lachance	9-2
2—Kawartha E.	Lacharité	5-1
6—Phoenix B.	Turcotte	6-1
5—Sam I Am	Grisé	8-1
7—Fridays Pain.	Gauthier	8-1
A.E. Ring T.	Picard	

Troisième course: Amble. Conditions. Bourse. $3,200.

1—Scranton H.	Boucher	5-2
1A—Gamenik		5-2
6—Smokey George	Samson	3-1
7—Ikey N.	Gendron	4-1
2—Thunder Imp	MacTavish	5-1
5—Raider City	Hanna	9-2
3—Gone For S.	Pleau	6-1
4—Aljeans Dave	Giguère	8-1

Quatrième course: Amble. A réclamer $7,000. Bourse $2,300.

2—Flying Baron	Boucher	5-2
3—Effrat Lob.	Lachance	3-1
5—Soames Lob.	Gendron	4-1
1—Jesta Patch	Meilleur	9-2
8—Royal Kiwi		5-1
7—Crestwood C.	Hanna	6-1
4—Stud Omaha	Pleau	8-1
6—Jasen Her.	Plouffe	8-1

Cinquième course: Amble. A réclamer. Bourse: $3,400.

7—Trudy Mac	Gendron	5-2
4—Kim's Shoe	Côté	3-1
1—Rusty Moko	Boucher	4-1
6—Windy Ridge	Charron	9-2
5—Flare Lane	Hébert	5-1
2—Hard Frost		6-1
3—Loga Gypsy	Lachance	8-1

Sixième course: A réclamer $7,500-$8,000. Bourse: $2,500.

1—Baker Lob.	Hébert	5-2
2—Pec	Bédard	3-1
7—Quick Gol.	Boucher	4-1
8—Blaze Cas.	Hanna	9-2
4—Colorful Mir	Giguère	5-1
3—Mary Sirrah	Côté	6-1
5—Pack Alma.	Bouvrette	8-1
6—Lincolsn Va.	Gendron	8-1

Septième course: Amble. Conditions. Bourse $3,600.

3—Poplar Tom	Charron	5-2
7—Taurus Lob.	Lachance	3-1
5—Encounter	Boucher	4-1
1—Knight Squire	Gauthier	9-2
6—Curragh's D.	Poirier	5-1
2—Mr. Coal	Hébert	6-1
4—Indian Head	Gendron	8-1

Huitième course: Amble. A réclamer $8,500-$9,000. Bourse: $2,800.

3—Vine Time	Jones	5-2
1—Meadow H.	Boucher	3-1
8—Justaplain L.	Filion	4-1
7—Meadow Lap.	Lareau	9-2
4—Baron Michael	Lachance	5-1
2—Stage Presence	Hanna	6-1
5—Lucky Lang	Pelletier	8-1
6—Donbryn Aero	Boucher	8-1
A.E. Milano H.	Meilleur	

Neuvième course: Trot. Conditions. Bourse: $5,000.

3—Pete Sydney	Deguise	5-2
4—Saul Express	Pelletier	3-1
6—Vikings Fire	Gauthier	4-1
7—Loup Garou	Lachance	9-2
5—Silvern Ha.	MacTavish	5-1
1—Maori's Pr.	Robillard	6-1
2—Don's Gene	Hébert	8-1

Dixième course: Amble. Conditions. Bourse $2,500.

2—Rarest Han.	Hébert	5-2
6—Après Moi	Filion	3-1
7—Hippo Time	Côté	4-1
8—Rebel Tar	Lachance	9-2
4—Beau Regard	Pleau	5-1
3—Shadydale A.	Lussier	6-1
1—Miranda Girl		8-1
5—Ballad Sen.	Boucher	6-1
A.E. Markie D.	Boucher	

BLUE BONNETS

Les sélections du JOUR
par Mario Lavallée

Les chiffres entre parenthèse = cote de vitesse

1—Tony Raid (76) - Spillaneys Boy (73) - Bradley L Bar (74)
2—Caroline Wayne (74) - Kawartha Eddy (68) - Valiant Star.
3—Entrée (Scranton Hanover) - Gone For Shore (69) - Smokey George (67).
4—Flying Baron (71) - Effrat Lobell (70) - Jesta Patch (68).
5—Kim's Shoe (77) - Hard Frost (75) - Windy Ridge (74).
6—Baker Lobell (62) - Mary Sirrah (58) - Pack Almahurst (61).
7—Curragh's Dream (79) - Taurus Lobell (79) - Popular Tom (76).
8—Vine Time (70) - Baron Michael (66) - Maedow H Peg (64).
9—Maori's Pride (78) - Pete Sydney (80) - Silvern Hanover (76).
10—Rarest Hanover (75) - Ballad Senator (77) - Hippo Time (75).

Ça s'adonne qu'on s'abonne

au quotidien national des Québécois

ABONNEMENTS PAR LA POSTE

Ci-joint mon chèque d'abonnement ☐
de $15.00 pour 3 mois ☐
de $30.00 pour 6 mois ☐
de $52.00 pour 12 mois ☐
Edition du samedi seulement $12.00 pour 12 mois ☐

NOM ----------
ADRESSE ----------
VILLE ----------
TEL ----------

POUR RENSEIGNEMENTS
COMPOSEZ: 331-8961

ABONNEMENTS PAR CAMELOTS
(1.25 par semaine)

MONTRÉAL	QUÉBEC
Rive-Sud	658-8920
Laval	Hull
St-Jean	771-7894
331-8961 332-3890	SAGUENAY, LAC ST-JEAN
COTE-NORD	Chicoutimi
Baie-Comeau	Jonquière
Hauterive	Alma
589-5017	et les environs
Sept-Iles	543-5377
Port-Cartier	SOREL
962-6727	742-3328
RIMOUSKI	
723-5616	

Les garçons et les filles agés de 10 ans et plus qui désirent devenir CAMELOTS n'ont qu'à téléphoner aux numéros cidessus.

LE JOUR
387 boul. Lebeau, Ville St-Laurent 331-8961



LE JOUR

demande des camelots dans Ahuntsic, Cartierville, Nouveau-Bordeaux, St-Laurent, Montréal-Nord.

PROFITS APPRÉCIABLES!

332-3890

LE JOUR

a besoin de camelots dans QUÉBEC

composez 658-8920

les capsules

de **Christian Nobert**

Plus que deux jours, moins de 48 heures encore, et nous n'entendrons plus les éternelles rengaines: "Mon papa est plus fort que le tien, ou "Je suis le plus grand trouillard...", ou toujours, "Je le mettrai K.O. avant la limite..."; que les deux bébés poids-lourds du Zaire s'amusent à nous faire gober depuis cette fameuse coupure du siècle...

Cependant, cinq anciens champions du monde des poids-lourds misent sur le plus lourds et le plus jeune des bébés: **Georges Foreman.** Et par K.O.! Passons sous silence les pronostics des **Sharkey, Dempsey, Tunney, Braddock et Louis** pour ne retenir qu'une phrase, celle de **Joe Frazier** qui a gardé le silence, espérant que le plus faible gagne: "Je ne veux formuler aucune prédiction. Cela m'est complètement égal de savoir qui va gagner, tout ce que je demande, c'est de rencontrer le vainqueur." Une chose à savoir, perdant et gagnant toucheront chacun cinq millions de dollars. Une autre à ne pas oublier, **Mohammed Ali** donnerait une partie de ses gains pour la construction d'un hôpital aux États-Unis. Donc dans deux jours, le 30 octobre à quatre heures du matin (GMT) (ou 22 heures le 29 octobre à Montréal), on connaîtra l'opposant de **Frazier.** Ah oui, les règlements du combat, interdisent aux deux pugilistes d'engager un langage désobligeant pendant l'affrontement ("Ga, ga, go, go, mon p'pa est plus fort que le tien...").



Emmerson Fittipaldi... a remporté la deuxième des quatre épreuves de la "Course internationale des champions".

Si **Foreman** et **Ali** doivent se battre pour un titre, **Carlos Monzon** affrontera bientôt la mort (?). En effet, le champion des poids moyens a appris dans un quotidien de Buenos Aires, le Cronica, que son nom figurait sur la liste des artistes et des metteurs en scène argentins qu'un groupe extrémiste clandestin menace de mort. On ne connaît pas encore la réaction de **Monzon,** mais plusieurs des autres personnes inscrites auraient déjà quitté le pays. Bon truc pour éviter la surpopulation...

●●●

Maintenant, du côté de Varna (toujours sur les bords de la mer Morte), confirmons les champions du monde du concours général individuel: la Soviétique **Ludmilla Touritcheva** et le Japonnais **Shigeru Kasamatsu.** Si vous les rencontrez dans la rue, ne dites pas en les voyant courber l'échine: "La gymnastique, c'est épuisant". Ils vous diront: "C'est les médailles". Et ils auront raison, champion du monde, ce n'est pas un métier de tout repos. Plus les jours avancent, plus on leur pend des médailles au cou. **Touritcheva,** par exemple, portait péniblement quatre médailles d'or, une d'argent et une de bronze. L'autre, **Kasamatsu,** s'en est tiré avec un petit torticolis et quatre médailles d'or. Mais, derrière eux, il y a la petite **Olga Korbut** et **Nikolai Andrianov** qui ont gagné chacune quatre médailles individuelles (soit une d'or et trois d'argent).

Non loin de là, le **Shah et l'Impératrice Farah** avait mieux à faire. Ils assistaient à un match de tennis, la finale du simple messieurs de la coupe Aryamehr à Téhéran qu'a remportée **Guillermo Villas.** L'Argentin a bien choisi son moment pour humilier le Mexicain **Raul Ramirez** 6-0, 6-3 et 6-1. Et profitant des beaux yeux de l'Impératrice, **Villas** a aussi remporté la finale du double avec **Manuel Orantes** contre **Ramirez-Gottfried** 7-6, 2-6 et 6-2.

Pour ce qui est du Danois **Ole Ritter,** il cherche toujours le moyen de battre le record du monde de l'heure que détient **Eddy Mercxk.** Jusqu'au trois novembre, **Ritter** s'emploie à réduire le poids de son vélo qui pèse actuellement moins de douze livres. En enlevant les deux roues, ça lui ferait une belle jambe... Olé!

●●●

Les Japonnais, par contre, sont près de ridiculiser les Américains. Je ne parle pas de la défaite de 10-7 que les Giants de Yomiuri ont infligé aux Mets de New York (les champions de la Ligue nationale). Que c'est grâce à un circuit du roi des circuits japonnais, **Sadaharu Oh,** qui a cogné un grand chelem sur une balle que lui a lancé **Gerald Cram** dans la huitième manche... Mais tout bonnement de la victoire de **Kosaki Shimada** du tournoi de golf Tokai hier à Nagoya. En deuxième place, c'est encore un Japonnais, **Teruo Sugihara** et en troisième on retrouve enfin un Américain, **Lee Trevino** qui était le grand favori...

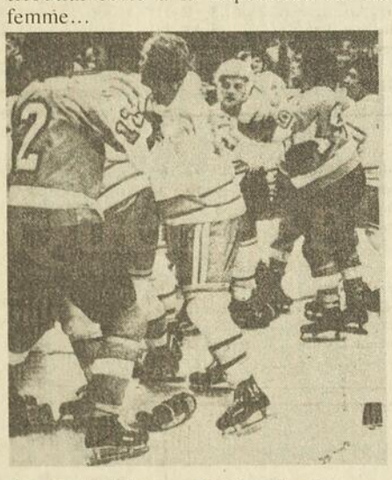
Dans un autre tournoi de golf, en Australie, **Ted Ball** a gagné le "Will Masters" avec un total de 281 coup. **Gary Player** et **Ian Stanley** ont pris la suite des positions...

Maintenant aux championnats du monde volley-ball, l'équipe masculine de Pologne est à un cheveu de remporter la finale. Pour les Canadiens, il serait plus juste de dire à une coupe de cheveux... L'équipe féminine qui essaie de se classer entre la 7e et la 12e, a battu les États-Unis, de même pour l'équipe masculine qui a défait Porto Rico, mais qui se place de la 19e à la 24e position... Aux dernières nouvelles, hélas, le Pérou a battu l'équipe féminine et l'Italie a défait l'équipe masculine...

Suite au combat Flyers-Golden Seals, **Don Saleski** et **Bob Kelly** ont été suspendus indéfiniment. Les suspensions seront en vigueur tant et aussi longtemps que le président **Clarence Campbell** n'aura pas entendu la version des deux joueurs. Les Flyers ont éclipsé un nouveau record lors de ce combat: 232 minutes de punitions, qui dit mieux... Les Seals ont gagné le match 4-1, même si un de leur joueur, **Christie,** a eu besoin de 14 points de suture pour refermer une plaie autour de ses yeux...

●●●

Pour revenir au condamné à mort, **Carlos Monzon,** il a passé sa rage sur sa femme (ce n'est pas le permier). Lors de l'anniversaire de l'un de ses gamins, **Monzon** a décoché un direct à sa femme (K.O.) Son prix, se présenter devant le tribunal suite à la déposition de sa femme...



Le combat Flyers-Golden Seals...

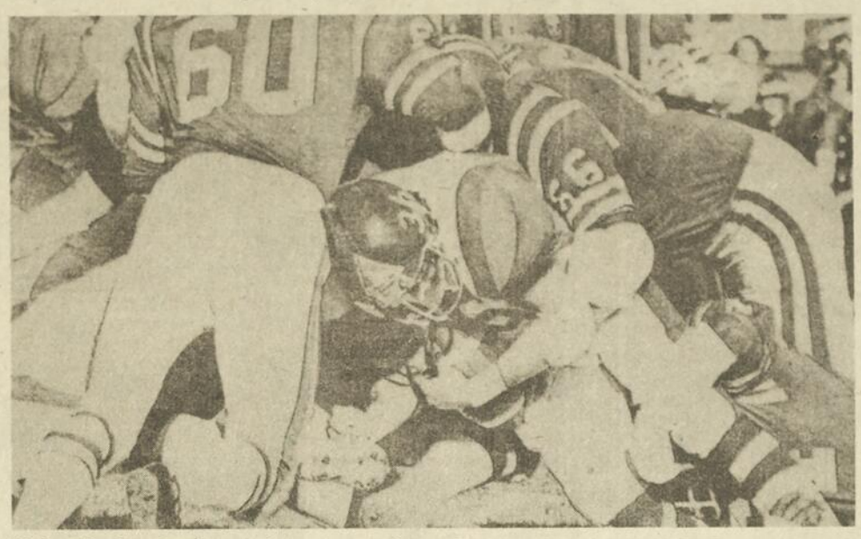
Avec seulement deux jours encore avant le combat, **Mohammed Ali** réplique encore: "Je considère **Foreman** comme un Belge. C'est un oppresseur. Il est allié au pouvoir américain qui assujettit 40 millions de noirs... Ce combat est une guerre sainte, a-t-il ajouté. Le pouvoir du ciel sera avec moi. Je dédie ce combat à mes frères africains qui luttent pour leur liberté et leur indépendance". Enfin, "Ali boma ye..." (Ali tue-le). Et la publicité qui présente le match comme une joute entre deux frères...

le sport

Record de George Reed...

Rien à prouver... Les Alouettes cèdent, 17–2

RÉGINA (PC) — Les Roughriders de la Saskatchewan sont maintenant assurés de participer aux séries éliminatoires de la Conférence de l'ouest de la Ligue canadienne de football, après leur victoire de 17-2 sur les Alouettes de Montréal, hier après-midi à Régina, devant une foule record de 22,394 spectateurs.



Malgré la domination totale, sous tous les angles, des Alouettes hier, les Roughriders de Regina ont réussi pas moins de six interceptions pour finalement l'emporter 17-2 et ainsi s'assurer d'une place en séries éliminatoires.

Les Roughriders, qui ont sûrement affiché leur plus brillante tenue de la saison, ont réussi de magnifiques pièces de jeu défensif, tenant en échec l'attaque des Alouettes, la limitant à des gains de 244 verges et interceptant un total de 6 passes.

Aucune des deux formations n'a pu s'inscrire à la feuille de pointage au premier quart, mais les Roughriders ont pris l'avance tôt au deuxième engagement, sur un placement de 16 verges réussi par Brian Berg.

De part et d'autre les jeux offensifs ont été médiocres jusqu'à ce que George Reed réussisse, pour les Roughriders, un premier touché sur une course de 5 verges et que Berg réussisse le converti.

Le touché de Reed, le 126ème de sa carrière, lui a permis d'atteindre le record mondial détenu par Jim Brown, ancien porte-couleur des Browns de Cleveland, de la Ligue nationale de football.

La victoire des Roughriders est due en grande partie aux interceptions qu'ils ont réussies. Les joueurs défensifs Pete Wysocki et Ted Provost en ont d'ailleurs complété deux chacun, Ted Dushinski et Ken MacEachern, une chacun.

Leif Petterson a donné aux siens une avance de 16-0, tôt au troisième quart, complétant une passe de 8 verges de Ron Lancaster. Le converti réussi par Berg a porté le compte à 17-0.

Les Alouettes ont enfin répliqué avec un touché de sûreté lors du dernier quart.

SOMMAIRE

Premier quart

Aucun point.

Deuxième quart

Saskatchewan: Placement de Berg 16 à 3:06.

Saskatchewan: Touché de Reed sur une course de 5 verges et converti de Berg à 10:41.

Troisième quart:

Saskatchewan: Touché de Petterson sur une passe de 8 verges de Lancaster et converti de Berg à 4:39.

Quatrième quart

Montréal: Touché de sûreté, Thompson plaqué dans la zone des buts.

Montréal	0	0	0	2-2
Saskatch.	0	10	7	0-17

Quatorze équipes: le pré-ommium de volley du Québec fait recette

Le CVM, Laval, Sherbrooke et Sagana émergent du lot

par Alain Gerbier

Pour faire un omnium du Québec, prenez dix équipes masculines de volley-ball et huit demi-douzaines de joueuses. Séparez chacun de ces groupes en deux parts égales. Répartissez-les dans les quatre gymnases d'une polyvalente et commencez à jeu vif ou doux selon la composition, la vitalité et la fraicheur de chaque équipe. Au terme d'un après-midi, après avoir fait sauter, passer, attaquer chaque formation, sortez les équipes masculines qui ont gagné contre toutes les autres de leur groupe... Inutile de faire revenir celles-là, elles sont à point. Vous les mettez donc de côté pour le mélange final, pour l'omnium proprement dit...

Samedi, à la polyvalente Louis Riel, dix équipes masculines participent au pré-ominum: les Latvians Sherbrooke "A", CVBEM (club de volley-ball de l'est de Montréal), Université Laval, YMCA Québec, CVM (club de volley-ball de Montréal), Sherbrooke "B", Kénogami, Citadelles de Québec, Sokol. Deux groupes sont constitués: les cinq premières équipes citées dans l'un, les cinq autres dans le second.

La formation du CVM (ancienne "Palestre" qui désormais y va de la poche de chacun de ses joueurs pour se financer) n'a pas perdu un seul set! L'équipe de "Vlad" Boldireff qui compte toujours dans ses rangs Philippe Parent et Claude Laroche, a "récupéré" Michel Roy (joueur complet et ancien de la Palestre "A" et de nationale) et le junior Côté. Elle n'a guère eu de véritable opposition que de la part des Tchèques de Sokol (15-11, 15-11) ...(15-5, 15-12 contre Sherbrooke "B", 15-13, 15-6 face à Kénogami, et 15-7, 15-7 aux dépens des Citadelles).

Dans l'autre groupe, c'est une équipe inattendue et fort bien préparée qui s'est imposée: les universitaires de Laval, très collectifs (compensant par leur efficacité au contre certaine faiblesse dans leurs passes), ont donné du filet à retorde aux Sherbrookois (A).

...Ceux-ci, malgré l'orchestration de Roger Gagnon, une distribution brillante de Bergeron et les solos de Lemay et Pierre Lemieux à l'attaque, ont eu en effet, maille à partir de l'hermétisme de la défense adverse... Cette lapalissade n'a pour objet que de renforcer l'idée d'un match très sérré, idée dont témoigne déjà le score: 7-15 (Laval), 15-13! Avec les autres formations du groupe les universitaires ont été intraitables: 17-15, 15-12 face au Latvians, 15-10, 15-8 devant le YMCA de Québec et 15-7, 15-8 contre le CVBEM!

...Vous sortez ensuite les équipes féminines (deux) qui émergent de chaque groupe et vous les mettez en contact (sans les mélanger ou les lier)...

Les deux sections féminines étaient composées de: Sherbrooke "A", Sherbrooke junior, Rive Sud, Louis Joseph Papineau (anciennement Marquette) d'une part et Sagana, Université Laval, Sherbrooke "B" et Trois-Rivières d'autre part. Très vite, chacune dans leur groupe, les "escouades" de Sagana et de Sherbrooke se sont imposées: Sagana aux dépens de Laval (15-9, 15-13), Sherbrooke "B" (15-5, 15-5), Trois-Rivières (15-11, 15-5), Sherbrooke "A" à ceux de Rive Sud (15-3, 15-6), de Sherbrooke junior (15-11, 15-12) et de Louis Joseph Papineau (15-5, 17-15).

Sagana s'incline

Confrontées, les deux équipes victorieuses se sont départagées sans peine: Les joueuses de Sagana ont manqué de nombreuses attaques et accumulé des fautes grossières (services manqués, absences de concertation etc). Autant de faiblesses que l'on est tenté de mettre sur le compte d'un entrainement par trop intensif. (Les joueuses de Catherine Garnier s'entraînent désormais cinq fois par semaine, ont des matches le samedi etle dimanche, parfois les deux jours ... les mauvaises langues interrogeront: "quand prennent-elles le temps de vivre? ... la nuit?" - Cela serait surprenant ou inattendu. Bref, un tel entrainement peut être payant mais pour les survivantes seulement et à long terme). Quant aux Sherbrookoises, elles ont tiré profit du renfort des anciennes juniors Yolande Bergeron, Marie Claude Lunardi (etc) ... une Marie Claude Lunardi suspendue de l'équipe du Québec jusqu'à Noël pour "insoumission" mais qui n'en demeure pas moins la meilleure attaquante de la province, voire la meilleure joueuse. Samedi, sous l'oeil attendri de Reynald Simard, elle a, avec l'appui d'une équipe cohérente, défait des "Sacagnaises" plutôt tendues.

...Après avoir sorti les quatres équipes victorieuses, faites revenir sur le terrain toutes les formations restantes en les mélangeant pour que de nouveau, à l'intérieur d'un seul groupe elles soient toutes confrontées. Vous pouvez alors établir la suite du classement final... (Vous avez auparavant éliminé et, pour cette occasion, mis au rebus les deux dernières de chaque groupe!)

Les faits saillants de cette seconde opération ont été les victoires de Louis Joseph Papineau (l'expérience de Nicole Frascadore et consoeurs faisant la décision) chez les filles et de l'équipe "A" de Sherbrooke chez les masculins. Les joueurs de Denis Custeau n'ont rencontré de résistance que de la part de leurs coéquipiers et des Latvians.

...Après avoir écrémé le tournoi et sélectionné les meilleures équipes, vous les laissez reposer deux semaines. Après ce délais, au moment de déguster, vous épicez la rencontre de quelques formations ontariennes et américaines. Vous servez le tout dans une grande salle. Au Centre Maisonneuve. Quant au nombre de convives, il n'en tient qu'à votre engouement. Habituellement réservé aux gourmets et connaisseurs, l'omnium, peut également être très populaire! Ces deux aspects ne sont pas incompatibles.

...Et, pour vous mettre en appétit, sachez que l'omnium de cette année mijote avec des équipes québécoise d'un niveau très homogène... ce qui ne gâte rien.

Le premier choix au repêchage du Canadien cette saison, le jeune centre Doug Riseborough a été cédé pour une période indéterminée aux Voyageurs de la Nouvelle-Écosse de la Ligue américaine, la fialie du Tricolore.

Pendant ce temps, le Canadien remportait sa troisième victoire de la saison samedi au Forum disposant des Red Wings de Détroit au score de 4-2. Guy Lafleur y est allé de son premier but de la campagne. Murray Wilson, Yvon Lambert et Bob Gainey ont complété le pointage.

AUTO CONFORT®
642-2482

Pour 1975

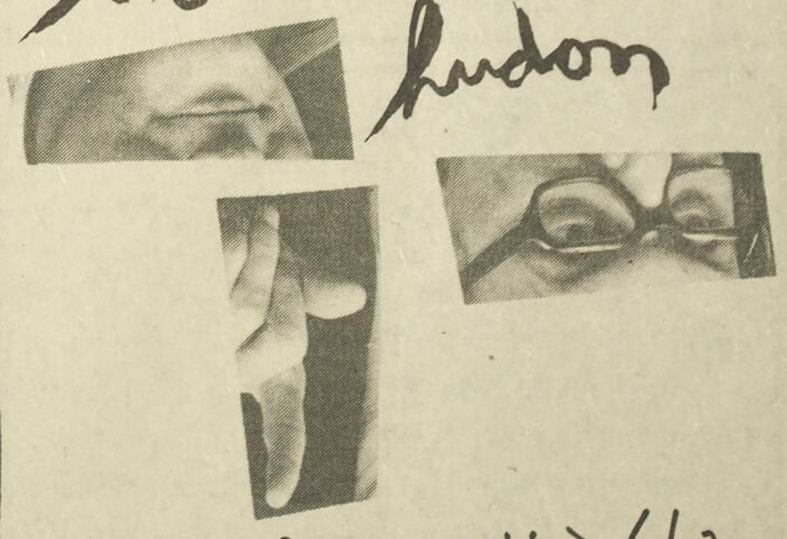


GRAND CONFORT
4 portes, sièges-baquets profonds, espace pour cinq.



PETIT APPÉTIT
Tenue de route d'une voiture sport
Traction avant. Freins à disque.
Pneus radiaux à ceinture d'acier.
Direction à crémaillère.
RENAULT 12
AU PAVILLON DE L'AUTO INC.
7665 LACORDAIRE, COIN MÉTROPOLITAIN
ST-LÉONARD — TÉL.: 259-6981

On s'amuse à dessiner avec normand hudon



le mercredi à 6 h. p.m.
le samedi à 4 h. p.m.
9 (NC)
NATIONAL CABLEVISION

UNE OFFRE EXCEPTIONNELLE
aux lecteurs du JOUR

Prix spécial

Edition populaire **$5.75**

Edition courante **$10.00**

Prix de vente suggéré en librairie **$12.00**

Le PREMIER AGENDA HISTORIQUE du Québec 1975

conçu et réalisé par l'équipe de Boréal Express avec la collaboration du JOUR.
Au moment où l'enseignement de l'histoire disparaît de nos écoles, l'AGENDA HISTORIQUE MEMINI 1975, (je me souviens) rappelle par une foule de renseignements inédits, les grandes heures de notre peuple.

Edition populaire:
- couverture de couleur (carte de Champlain);
- reliure cousue et collée;
- papier 120M couché, i.e. surface glacée;
- jaquette de vinyle aux couleurs du JOUR.

Cette édition à prix extrêmement réduit est surtout destinée à faire connaître cette nouvelle famille d'agenda typiquement québécois et à permettre une plus large diffusion des éphémérides.

Spécial du JOUR: $5.75

Edition courante:
- couverture souple finie en Kivar brun marbré (imitation de cuir);
- reliure cousue et collée;
- cordon séparateur;
- papier Rolland ST (surface traitée) 101, avec une texture et un fini idéal pour un agenda (140M).

Spécial du JOUR: $10.00

Tirage limité
- premiers arrivés, premiers servis
- commandez immédiatement pour vous ou pour vos amis, en utilisant le coupon ci-dessous
- Cadeau idéal pour les Fêtes
- Les commandes en plusieurs quantités (cadeaux d'entreprises) sont acceptées. Téléphonez ou écrivez au JOUR pour les modalités.



Format: 8½'' x 10½''

Un instrument quotidien de travail indispensable aux étudiants, professeurs, secrétaires, chercheurs, syndicalistes, avocats, médecins, hommes d'affaires et de profession, fonctionnaires, infirmières, cadres et chefs d'entreprises, etc... enfin pour tous les Québécois.

REÇU LE
28 OCT 1974
BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU QUÉBEC

Je choisis ☐ L'ÉDITION POPULAIRE ($5.75)
☐ L'ÉDITION COURANTE ($10.00)

Ci-inclus, mon chèque ou mandat-poste au montant de_____ dollars, payable au journal LE JOUR.
pour _____exemplaires de l'édition à $ 5.75
pour_____exemplaires de l'édition à $10.00

Nom _____
Adresse _____
_____
Tél: _____Signature _____

Frais de port payés par LE JOUR

LE JOUR **387, boulevard Lebeau, Montréal 379.**